

## « Le Monde des livres »

# Le Monde

15, rue Falguère, 75501 Paris Cedex 15

BOURSE ★

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14699 - 9 F

SAMEDI 2 MAI 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESSOURNE

Après l'acquittement de policiers accusés de violences contre un Noir

## Les émeutes raciales de Los Angeles ont fait plusieurs morts

### Un verdict scandaleux

DES quartiers entiers de Los Angeles, en particulier celui de Watts, ont été le théâtre d'émeutes raciales qui ont frappé les esprits dans une Amérique qui s'interroge encore plus qu'à l'accoutumée sur ses valeurs, sa morale et jusqu'à son système judiciaire, voire politique. Les scènes relayées en direct par le chaîne de télévision CNN étaient terrifiantes, même si elles avaient un air de déjà vu. Des habitants des ghettos noirs s'en prenaient à des passants blancs isolés, brisaient des vitrines, pillaient des magasins, mettaient le feu à des immeubles et quelques dizaines de mètres parfois de policiers casqués et à l'arme au poing. La tout se déroulait à la lueur des feux de bengale et des incendies, ce qui donnait assurément des images spectaculaires.

CETTE explosion de violence est due à l'acquittement, dans des conditions scandaleuses, mercredi après-midi, par douze jurés, dont aucun de race noire, de quatre policiers blancs qui avaient frappé à coups de matraque en mars 1991 un automobiliste noir, Rodney King, au point de lui infliger sept fractures. L'homme en question n'est certainement pas un saint. Il s'agit d'un repris de justice, condamné pour vol à main armée, qui était en liberté sur parole au moment des faits. Rodney King, âgé de vingt-sept ans, conduisait trop vite et a cherché à échapper à la patrouille de police qui l'avait repéré. Celle-ci ne l'a rattrapé qu'au terme d'une course poursuite digne d'un film... policier. La suite est une « bavure » d'une ampleur exceptionnelle. Les policiers exigent que Rodney King s'agenouille sur le sol. Celui-ci refuse, craignant, dit-il, pour sa vie. Il sait qu'il a un dossier judiciaire. Pour contraindre ce jeune homme en pleine forme physique à s'écarter, les policiers le frappent à coups de poing ou de matraque en métal jusqu'à ce qu'il s'écroule à terre, évanoui inconscient.

Ce genre de procédé serait, à en croire certains représentants de la communauté noire, monnaie courante à Los Angeles. La nouveauté est que la scène a été filmée par un témoin, qui se trouvait là par hasard et avait une caméra vidéo. Les quatre-vingt-deux secondes de cette bande sont accablantes. Elles ont été l'élément central de l'accusation lors du procès contre les quatre policiers. Après l'audition de cinquante-quatre témoins, et six jours de délibérations, les douze jurés ont pourtant cru pouvoir déclarer non coupables.

La colère a été d'autant plus grande dans les quartiers noirs de Los Angeles que la récession les touche de plein fouet. L'administration républicaine d'autre part réduit en valeur relative, depuis 1980, les aides diverses, notamment médicale et alimentaire, accordées aux plus pauvres, lesquels sont souvent, aux États-Unis, des Noirs. Le maire noir de Los Angeles, Tom Bradley, a exprimé, en termes mesurés, son trouble, tout en coordonnant les mesures de maintien de l'ordre. Le président Bush a appelé la population au calme. Beaucoup conservent le souvenir des émeutes de 1965, dans les mêmes quartiers de Los Angeles, qui firent trente-quatre morts.

Lire page 3

l'article de REGIS NAVARRE

M0147 - 0502 0 - 6,00 F



Los Angeles a été le théâtre de violentes émeutes raciales, qui ont provoqué la mort d'au moins trois personnes et fait une soixantaine de blessés. Les troubles ont commencé mercredi 29 avril après l'annonce de l'acquittement de quatre policiers blancs qui avaient violemment frappé, en mars 1991, un automobiliste noir, Rodney King, coupable d'excès de vitesse. Le maire noir de Los Angeles, M. Tom Bradley, a décrété l'état d'urgence et obtenu l'intervention de la garde nationale.



## Les tâches de la diplomatie allemande

Bonn se cherche une nouvelle politique étrangère après la disparition de l'ordre sur lequel était fondée la précédente

par Daniel Vernet

Le ministère allemand des affaires étrangères va changer de titulaire à un moment où la diplomatie de Bonn traverse une période d'incertitude et doit être redéfinie, même si les bases en restent inchangées.

La cause et la conséquence se mêlent. Avec le départ de Hans Dietrich Genscher, l'Allemagne est privée d'un poids lourd de la scène internationale, et, en même temps, le « genschérisme » a col-

cidé avec l'ère révolue de l'Ostpolitik et de la détente gorbatchévienne, qui devaient aboutir à la réunification.

Depuis, le vétéran de la diplomatie moodiale éprouvait quelque peine à redessiner une politique extérieure pour l'Allemagne unie, souveraine et prospère, vers laquelle se tournent les regards à la fois craintifs et envieux des voisins. Non que les dogmes fondateurs ne demeurent : ancrage à l'Ouest, intégration européenne, normalisation avec l'Est et désar-

mement, aussi bien classique que nucléaire. Mais les trois piliers traditionnels de la diplomatie allemande ont été ébranlés. L'alliance avec les États-Unis doit être repensée après la disparition de la menace soviétique. La coopération européenne doit s'ouvrir aux pays de l'Est.

Lire la suite page 4 et l'article d'ÉRIC LE BOUCHER sur la grève dans les services publics page 13

Pour 6 milliards de francs

## Paribas a vendu les Ciments français

Paribas a annoncé, mercredi 29 avril, la cession au groupe italo-espagnol de 54,7 % du capital des Ciments français, numéro trois mondial du secteur (18 000 salariés dans 12 pays et 16,5 milliards de francs de chiffre d'affaires). La firme italienne, numéro un italien du ciment, dépensera globalement 7,5 milliards de francs pour absorber un groupe deux fois plus gros qu'elle mais très endetté. Encaissant 6 milliards de francs, Paribas pourra ainsi réduire sa dette.

### L'Italie à la rescousse

par Dominique Gallois

La chance ne sourirait-elle pas de la même façon aux Italiens en France, et la discrétion n'est-elle pas préférable aux déclarations tonitruantes? Tout porte à le croire avec le rachat spectaculaire par l'italien d'un groupe deux fois plus gros que lui, les Ciments français. D'un coup, les échecs de M. Silvio Berlusconi dans sa tentative de reprise de La Cinq ou de M. Giovanni Agnelli pour le contrôle de Perrier n'apparaissent plus comme des fatuités.

L'acquisition en début d'année de Ducros, numéro un français des épices, par Ferruzzi ne clôt donc pas le chapitre des rachats menés par les groupes transalpins depuis six ans. Ici, l'effet de surprise est d'autant plus important que les

Ciments français passaient pour être fermement contrôlés, et pour longtemps, par Paribas et que l'acquéreur, bien que leader dans son pays, est peu connu. La surprise vient aussi de l'ampleur de l'investissement estimé à 7,5 milliards de francs. En mars 1991, Paribas, déjà actionnaire des Ciments français et de Poliet, avait pris, à travers des échanges de titres, 81 % de Poliet, qui simultanément acquerrait 85,6 % des Ciments français et 99 % de Lambert Frères. L'objectif affiché alors était de constituer un vaste ensemble de matériaux de construction et de tenir à son égard un rôle d'actionnaire solide, fidèle et actif, prêt à le suivre dans les projets de développement que l'état du marché boursier ne lui permettait pas de réaliser.

Lire la suite page 14

## Golfe : la guerre réévaluée

Un an après, Américains et Irakiens tirent les leçons militaires du conflit

par Jacques Isnard

Après avoir réexaminé à la loupe les bilans de leurs chefs militaires, des commandants d'opérations sur le terrain et consulté leurs agents de renseignement un an après, les États-Unis viennent de fortement réviser - à la baisse - les estimations faites par leurs services sur la guerre du Golfe.

Ces analyses sont le fruit du Pentagone, dans un rapport de 1 331 pages intitulé *La Conduite de la guerre dans le golfe Persique*, et de la commission des forces armées à la Chambre des représentants de Washington, dans un document de 89 pages intitulé *Les Leçons de la guerre dans le golfe Persique*.

D'aucuns verront, dans ce travail normal après coup pour un état-major, la preuve que les Américains avaient bien cherché à « désinformer » l'opinion chez leurs alliés.

Lire la suite page 4 et page 9 l'article d'ANNICK COJEAN « Dequert » au goût de sable

## Baisse de 0,6 % du chômage au mois de mars

Publiées cinq jours plus tard que d'habitude, les statistiques du chômage pour le mois de mars enregistrant une baisse de 0,6 % en données corrigées, qui a été amplifiée par le changement de date. Une certaine amélioration semble se produire, due au marché du travail et aux entrées en stage.

Lire page 13 le billet d'ALAIN LEBEAUVE et nos informations page 20

### LE MONDE DES LIVRES

■ L'Europe de l'esprit. ■ Le feuilleton de Michel Braudeau : « Les lois de la pesanteur ». ■ Histoire littéraire, par François Bort : « Les pleurs du pestilence ». ■ Le Nouveau Monde de J.-C. Carrière. ■ Sartre et ses fils. ■ Juifs d'Etat ou Etat juif? ■ La vie du langage, par Denis Slakta : « La diable et la plume ». ■ Folies polynésiennes. ■ D'autres mondes, par Nicole Zand : « Tant qu'il y aura des Esquimaux ».

pages 21 à 28

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 20

### POINT DE VUE

## Pour pouvoir redresser l'Europe

par Jean-Pierre Chevènement

« L'abdication de la démocratie, selon Pierre Mendès France, peut prendre deux formes : soit le recours à une dictature intérieure... soit la délégation de tous les pouvoirs à une autorité extérieure, laquelle, au nom de la technique, exercera en réalité la puissance politique. » Nous y sommes.

Au cœur du traité de Maastricht, il y a, en effet, « l'union économique et monétaire », c'est-à-dire le transfert du pouvoir monétaire, apaisage et cœur de la souveraineté, à une banque centrale indépendante. Indépendante à l'égard des gouvernements et donc des peuples, mais non à l'égard des marchés financiers. Gardienne vigilante de l'orthodoxie monétaire, cette banque centrale indépendante sera à la fois une Buba (1) bis et un FMI européen, gendarme des continents. Une telle union se

réduirait à contre-courant de l'histoire, aux six ou sept pays qui pourraient satisfaire aux critères posés par le traité. Bien loin de constituer une zone de croissance forte, elle risque au contraire, par la pratique perpétuée de taux d'intérêt très élevés, de nourrir la spéculation financière, de gonfler encore le chômage, de creuser les inégalités entre les régions et d'accroître la fracture historique entre une Europe occidentale avancée et les pays de l'Europe centrale, orientale ou méditerranéenne qui ont besoin de débouchés pour combler leur retard.

Dans cette union économique et monétaire dont le seul principe affirmé est celui d'une économie de marché ouverte, où la concurrence est libre, les marges de manœuvres budgétaires, fiscales, ou réglementaires des États sont vouées à disparaître. La logique de Maastricht est celle d'une zone de

libre-échange à laquelle se superposera paradoxalement une bureaucratie de l'empêchement, la « politique de la concurrence » tenant lieu de toute autre politique. Il est vrai que la majorité des parlementaires qui voteront le traité ne le feront pas pour des raisons de fond mais d'opportunité. Il suffit déjà de les entendre. Ils ne voteront ce « mauvais texte » qu'avec le ferme espoir qu'eux-mêmes tenant la barre, il ne s'appliquera jamais.

Lire la suite page 2

(1) Buba, diminutif de la Bundesbank.

### A nos lecteurs

En raison de la fête du travail, le *Monde*, comme chaque année, ne paraît pas le 1<sup>er</sup> mai. Notre prochain numéro sera publié samedi (daté 3-4 mai).

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA; Maroc, 8 DH; Tunisie, 750 mt; Allemagne, 2,50 DM; Autriche, 25 SCH; Belgique, 40 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Danemark, 14 KRD; Espagne, 180 PTA; G.-B., 85 p.; Grèce, 220 DR; Irlande, 1,20 £; Italie, 2,200 L; Luxembourg, 42 R.; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 2,75 FL; Portugal, 170 ESC; Sénégal, 480 F CFA; Suède, 15 KRS; Suisse, 1,90 FS; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.





## DÉBATS

Maastricht

## Pour pouvoir redresser l'Europe

Suite de la première page

Mais à supposer même que la monnaie unique ne voie pas jour, sa seule perspective sera comme un puissant levier au service de l'orthodoxie libérale et monétariste.

L'économie française condamnée à suivre le taux d'intérêt de la Bundesbank, majorés d'une insupportable « prime de risque », restera tout au long de cette décennie, à la remorque de l'économie allemande, à ce détail près que l'Allemagne a un projet et que la France n'en a pas.

En 1983 un gouvernement de gauche a choisi de se priver des moyens d'intervention qui lui auraient permis de mener une politique industrielle et de préserver la cohésion sociale. Maastricht, en 1992, apparaît comme un renouvellement définitif des vœux de conversion au libéralisme, prononcés dans la précipitation il y a bientôt dix ans.

## Tête-à-queue idéologique

Paradoxalement, les mêmes qui vantent à l'époque les avantages du SME pour la compétitivité et pour l'emploi, nous en décrivent aujourd'hui la réalité - celle d'une zone mark - et les méfaits - la dépendance à l'égard de la politique économique et monétaire allemande - pour mieux nous faire valoir les bienfaits supposés, mais jamais démontrés, de la monnaie unique. Ils nous expliquent, sans rire, que la France retrouvera sa souveraineté monétaire, dans un nouveau « Conseil des régents », où le gouvernement de la Banque de France - préalablement dénationalisée - n'aura pas besoin de faire reconnaître par ses pairs une orthodoxie en effet hors de pair. C'est ainsi que les marchands de bon-

heur feront au moins le bonheur des marchands.

Je puis comprendre que François Mitterrand trouve dans le traité de Maastricht le point d'orgue d'un « grand dessein » conçu au lendemain de la seconde guerre mondiale dans une Europe ravagée et divisée. Mais pour le parti d'Epinal, je ne pourrais voir dans l'approbation donnée à Maastricht que l'aboutissement d'un complet tête-à-queue idéologique.

Comme je n'imagine pas que des socialistes puissent accepter le renouveau des politiques publiques qui en sera l'inévitable résultat, force m'est de leur dire qu'ils ont passé avec les libéraux un compromis illusoire. En acceptant dans l'immédiat une véritable Constitution libérale (l'UEM) gravée dans le marbre d'un traité, ils ont lâché la proie pour l'ombre. Jamais des politiques publiques efficaces au niveau communautaire ne compenseront les effets ravageurs du « tout marché » auquel ils ont consenti. L'idée fédérale est le leur dont ils se bercent pour couvrir leurs renoncements successifs : hier l'acceptation du SME ou la libération des capitaux sans contrepartie, aujourd'hui eux Buba bis. Comme l'explique Jean François-Poncet : « Dans un avenir proche, la Communauté ne s'élargira pas de nouveaux membres, ce qui rendra les perspectives fédérales de plus en plus difficiles à réaliser » (2).

Que MM. Giscard d'Estaing, Peyrefitte, Madelin, etc., voient dans Maastricht un moyen de « faire reculer le socialisme » ou d'interdire à l'avenir une politique autre que la leur, je vois la logique de cette position pourtant fort peu démocratique. Mais où est la logique, pour des socialistes ou même tout simplement pour des républicains ?

Dans la conception républicaine, le citoyen est un ensemble d'équilibres et d'indépendances de droits et de devoirs. L'accélération de la dévolution du pouvoir non seulement monétaire mais également législatif et réglementaire au profit d'organismes technocratiques ou dépourvus de légitimité ne peut manquer d'aggraver la crise de l'identité républicaine de la France : que manque le citoyen, alors il n'y a plus de Français.

Le transfert de compétences nationales à une autorité supranationale n'est acceptable que si le contrôle des citoyens peut continuer à s'exercer, et de préférence à travers leur Parlement national. La démocratie implique en effet un débat public et par conséquent des valeurs et des références partagées. Tant qu'un « espace public de débat » européen n'existera pas, la nation restera le cadre pertinent du débat démocratique, seul à même de fonder une autorité légitime. Aucune décision communautaire ne devrait en tout cas pouvoir être prise autrement que par une autorité représentative (le conseil), elle-même soumise à un contrôle public vigilant.

Or le principe de subsidiarité, si peine affirmé dans le texte du traité, est aussitôt démonté par la liste impressionnante des « compétences », attribuées à l'Union européenne. Qui fera respecter ce

principe ? Le Parlement français ? Dès aujourd'hui, la loi française, même postérieure, plie devant le règlement communautaire. Sera-ce la Cour de justice de Luxembourg ? L'inspiration supranationaliste de sa jurisprudence (« le droit fédéral brise le droit local ») aurait plutôt tendance à réduire les États au rang de simples collectivités locales, si ce n'est de services extérieurs de la Commission. Au modèle républicain fondé sur la souveraineté populaire et le citoyen se substitue insidieusement le modèle du Saint-Empire, avec ses princes électeurs (les chefs d'Etat et de gouvernement), son empereur en son conseil aulique (le président en sa Commission), sa diète à Strasbourg, son tribunal impérial à Luxembourg. Comme sous le Saint-Empire, la jurisprudence - et non la loi - constituera le principal instrument d'autorité.

Comme le principe de subsidiarité, la citoyenneté européenne est affirmée avec d'autant plus de force qu'elle est en fait dépourvue de contenu véritable : le droit d'aller et de venir dans les limites de la Communauté en volant aux élections européennes et municipales est le modeste attribut d'une citoyenneté destinée à servir d'ornement et surtout à faire oublier la disparition bien réelle de la citoyenneté nationale, happée dans le trou noir du nouveau Saint-Empire. Celui-ci servira les oligarchies. Il n'est pas difficile de montrer que la logique de développement du « grand marché » a jusqu'ici épuisé celle des multinationales - pas forcément européennes - en voie de mondialisation, et pas toujours au bénéfice de l'Europe (3). L'écu servira les intérêts du capital financier plus que les activités productives.

Quant à la politique étrangère et de sécurité commune, « compatible avec l'OTAN », elle risque bien de n'être qu'une des modalités de l'installation du « nouvel ordre mondial », tant il est vrai que nos partenaires nous attireront plus sûrement vers l'OTAN que nous le les rapprocherons d'une défense européenne, capable d'affirmer notre autonomie stratégique et politique vis-à-vis des États-Unis. Pendant une période sans doute encore lointaine, l'Allemagne ne revendiquera pas de rôle militaire propre. L'économie, où ses entreprises et ses banques peuvent déployer leur stratégie, lui suffit.

Maastricht ouvre ainsi sur un condominium : à l'Allemagne l'économie, aux États-Unis, la politique étrangère et de sécurité. Le destin de la France est-il de se fonder dans ce nouveau Saint-Empire américano-germanique du capital ?

## Réinventer la République

La France, depuis qu'elle s'appelle la République, est une éponge exigeante. Deux fois blessée en ce siècle, dans sa chair puis dans son âme, la nation française a perdu confiance en sa capacité à signifier et à penser elle-même. Depuis plus d'un demi-siècle, la France, ou plutôt ses oligarchies, cherche son salut dans une hégémonie extérieure. Maastricht et la guerre du Golfe procèdent à cet égard du même esprit. L'Allemagne de son côté, fut longtemps « une patrie difficile ». Le souvenir du nazisme qui pèse encore sur elle comme un cauchemar, la tourne naturellement vers le rêve d'une organisation qui reproduirait le modèle nazi, mais moins inégalitaire, auquel sa tradition l'a accou-

tumée : celui du Saint-Empire. Le post-otonal, auquel elle aspire reproduirait ainsi le stade antérieur à l'événement des nations et de la démocratie.

La stratégie lilliputienne qui consiste à se ligoter soi-même dans l'espoir de mieux ligoter l'Allemagne est une politique de Grillo. Elle trouvera vite ses limites. Je crois à l'importance décisive pour l'Europe et le monde d'une solide amitié franco-allemande, mais elle n'existera jamais qu'entre deux nations maîtresses d'elles-mêmes et d'abord de leur passé.

Pour relever les défis qui sont devenus ceux (le chômage, l'arrivage de l'Europe de l'Est et du Maghreb, la défense de nos intérêts face au Japon et aux États-Unis) le traité de Maastricht sera de peu d'utilité quand il ne sera pas un obstacle. L'élargissement nécessaire vers la grande Europe entrera bien vite en contradiction avec la logique de l'approfondissement à douze.

Pour équilibrer la superpuissance américaine, point d'est besoin d'un « Etat-continent ». À l'heure où les nations revivent sur les décombres des empires, il est préférable, et plus raisonnable d'ailleurs, d'édifier une confédération européenne riche de ses nations, et ouverte sur toutes les cultures du monde.

Une initiative européenne de croissance doublée d'un « plan Marshall » vers l'Est et vers le Sud se heurtera bien vite au fondamentalisme monétariste de l'UEM. Donnons-nous des objectifs plus accessibles pour associer les autres pays à notre croissance en leur permettant, peu à peu, de nous rejoindre. Gardons à l'écu son statut de monnaie commune, sans prétendre vouloir l'imposer, aux forces, comme monnaie unique.

Redonnons le pouvoir aux citoyens en exigeant des organes de contrôle populaire dans les Parlements nationaux et auprès des institutions communautaires. Revendons un schéma républicain, inscrivons la subsidiarité dans notre Constitution sous le contrôle de juridictions nationales, le peuple seul, en cas de conflit grave, étant habilité à trancher.

Cessons enfin de démolir la France en faisant de l'Europe la promesse de nos insuffisances. Une France politiquement et spirituellement libre est nécessaire si l'on veut éviter la paralysie qui guette à l'évidence l'Europe procédurale de Maastricht.

Le président de la République a assez insisté sur l'importance de ce traité pour que chaque député, élu du suffrage universel et comptable de ses actes devant le peuple français, doive et puisse voter en son âme et conscience.

Demain, quod les illusions se seront dissipées, quand l'ampleur des réorientations nécessaires apparaîtra, il faudra redresser l'Europe et pour cela réinventer la République. Pour pouvoir le faire avec quelque chance de succès, il vaudra mieux ne pas avoir voté les accords de Maastricht.

Ceux-ci sont, nous dit-on, à prendre ou à laisser. A tant de questions complexes, nous n'en avons qu'une simple : Laissons.

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

(2) Libération du 22 avril.  
(3) Une certaine idée de la République n° 207 à 209, Albin Michel, 1991.

REVUES

FRÉDÉRIC GAUSSEN

## Les enjeux du sport

Avec l'explosion du nombre des pratiquants et l'importance des investissements financiers, le sport est devenu un enjeu considérable, sur le plan économique et politique. Son importance se voit aussi dans le domaine international.

La nomination au gouvernement d'un homme qui doit sa notoriété à un club de football a pu apparaître comme l'illustration du rôle joué par le sport dans la vie publique. C'est pourquoi on ne s'étonne pas que la revue *Pouvoirs*, dont la vocation est d'étudier les questions « constitutionnelles et politiques », consacre son dernier numéro à cette activité.

Le phénomène n'est certes pas nouveau. Il y a longtemps que la puissance des nations se mesure au nombre de leurs médailles olympiques et que les gouvernements cherchent à faire du sport un instrument de propagande et de contrôle des populations. Mais il a pris, depuis quelques années, une ampleur considérable en raison, à la fois, de l'explosion du nombre des pratiquants, de l'ampleur des manifestations et du rôle des médias dans leur diffusion, et du poids économique d'une activité qui représente un marché de plus en plus considérable.

Cette influence est manifeste sur la scène diplomatique. Le Comité olympique international, qui dispose maintenant, grâce à l'action de son président Juan Antonio Samaranch, d'importantes réserves financières, a le poids des grandes organisations mondiales. On voit les États nouvellement créés se présenter à sa porte, avec le même empressement qu'à celle de l'ONU. Et l'on sait l'arme politique que représente, pour les États, le boycottage des grandes compétitions (à l'encontre de l'Afrique du Sud à cause de l'apartheid, les JO de Moscou de 1980 par les États-Unis, après l'invasion de l'Afghanistan...).

## Le règne de l'argent

La grande mutation qu'a connue le sport dans les vingt dernières années provient évidemment du rôle de l'argent. En France, ce sont les collectivités locales qui, après les lois de décentralisation, ont supporté l'essentiel de la facture (elles ont dépensé, en 1991, 24,4 milliards pour le sport, contre 7,5 en provenance de l'Etat et 5 des entreprises). Et l'on voit aujourd'hui les exco, auxquels, dans certains cas, ont conduit les ambitions ou les mélores des municipalités. Mais pour les sports les plus coûteux et les plus populaires, comme le football, les collectivités publiques ne peuvent plus suivre le rythme des investissements, et ce sont les sponsors et les médias qui ont pris le relais.

Jean-François Bourgeois montre les grandes étapes qui ont fait passer, en un siècle, le football d'une activité associative à une logique industrielle, avec l'introduction du salariat, puis, à partir des années 50, l'internationalisation des compétitions, la médiatisation des rencontres et la pénétration des capitaux d'origine extrapatriote (l'abaissement étant l'annonce de l'introduction de l'Olympique de Marseille en Bourse). Alors qu'en 1970 le football était financé à 80 % par les spectateurs, ceux-ci ne fournissent plus, en 1990, que 35 % des recettes, contre 23 % venant de la télévision et 22 % des sponsors.

Cette dérive économique conduit à concentrer les investissements sur un très petit nombre d'équipes capables de suivre l'inflation des salaires des très bons joueurs et d'atteindre le niveau européen. Elle contribue à dénaturer le jeu, en faisant passer le résultat (qui seul intéresse les sponsors) avant la qualité du spectacle.

Dans cette poussée sociale du sport, l'Etat joue un rôle ambigu. Si la France est l'un des rares pays au monde à

avoir un ministère de la jeunesse et des sports, celui-ci, explique Pierre Gaborit, n'a jamais été à la hauteur de ses ambitions (excepté à ses débuts, lorsque Maurice Herzog fut chargé par le général de Gaulle de relancer la dérive des athlètes français aux JO de Rome, en 1960). « Le ministère de la jeunesse et des sports est davantage une administration d'accompagnement que d'impulsion et de régulation », écrit Pierre Gaborit.

Cette inertie ministérielle contrarie vivement Charles Pasqua, qui souhaiterait que l'Etat s'engage beaucoup plus activement « en faveur du sport ». « Demain, annonce-t-il, l'Etat devra prendre ses responsabilités pour doter enfin la France d'un grand projet sportif, susceptible de répondre aux aspirations de ses citoyens et aux besoins de son avenir ».

Il est vrai que l'action de l'Etat, en la matière, est rendue difficile par le rôle joué par les fédérations, qui, traditionnellement, sont les véritables détenteurs du pouvoir sportif, même si elles éprouvent quelques difficultés à s'adapter aux évolutions économiques. Les fédérations doivent, en particulier, se donner les moyens de gérer les multiples partenariats dans lesquels elles sont engagées, avec les collectivités publiques, les entreprises et les médias.

## Plaisir et modernité

Anne-Marie Waser étudie, par exemple, dans *Actes de la recherche en sciences sociales*, les conséquences qu'a eues l'intervention de l'Etat dans la construction des courts de tennis sur les stratégies des présidents de club, les amenant à redéfinir leur politique et à faire des choix entre « sport de masse » et « de haut niveau ».

Mais sans doute la timidité relative de l'Etat en matière sportive tient-elle aussi au désir des politiques de ne pas retomber dans le travers de l'embarquement, qui a marqué, de façon si dramatique, les expériences totalitaires de ce siècle et qui n'a pas entièrement épargné la démocratie elle-même. Pierre Arnaud rappelle, dans le *casus Motos*, comment le libéralisme naissant exaltait la militarisation de la jeunesse dans les bataillons scolaires et les sociétés de gymnastique. Et Jean-Louis Gay-Lesot relève la continuité des thèmes et du langage entre Léo Lagrange, le sous-secrétaire d'Etat aux sports du Front populaire, et Jean Borotra, le commissaire à l'éducation générale et sportive de Vichy, de 1940 à 1942.

Avec le recul historique, cette commune apologie de l'hygiène sportive, de la pureté olympique, d'une jeunesse saine au service de la nation fait évidemment un drôle d'effet... (Après 1942, avec le commandant Pasquet, le propos deviendra nettement plus militaire et raciste.)

On lira avec d'autant plus d'intérêt, dans cette perspective, le texte - fort bien tourné - que Frédéric Bredin, l'ancien successeur de Léo Lagrange, consacre à la modernité du sport dans *Pouvoirs*. Tout en relevant l'importance de la compétition et du spectacle, elle insiste sur « l'envoie des pratiques » et sur la place prise par les sports de glisse (ski, surf, planche à voile, delta-plan...), qui développent l'habileté, le réflexe, le légèreté, « l'énergie capricieuse ». Les sports de l'épanouissement personnel et de l'autonomie, et non plus du contact ou de la rivalité. Des sports qui mêlent le jeu et l'invention, le plaisir et l'effort. Un mélange de jouissance subtile et de performance high-tech...

► *Pouvoirs* n° 61, PUF.  
► *Actes de la recherche en sciences sociales*, mars 1992, n° 91-92, 85 F (54, boulevard Raspail 75006 Paris).  
► *Motos* n° 25, décembre 1991, 80 F. Presses de la Fédération nationale des sciences politiques 127, rue Saint-Guilhem, 75341 Paris Cedex 17.

## Le Monde

Edité par la SARL Le Monde  
Comité de direction :  
Jacques Lescaur, gérant  
directeur de la publication  
Bruno Frappat  
directeur de la rédaction  
Jacques Gili  
directeur de la gestion  
Manuel Luchet  
secrétaire général

Rédacteurs en chef :  
Jean-Marie Colombani  
Robert Solé  
adjoints au directeur  
de la rédaction

Yves Agnès  
Jacques Annand  
Thomas Farnet  
Philippe Harrois  
Jacques-François Simon

Daniel Vernet  
directeur  
des relations internationales

Anciens directeurs :  
Hubert Beuve-Méry (1944-1959)  
Jacques Fauvet (1959-1982)  
André Laurens (1982-1985)  
André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FALGUIÈRE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-26  
Télécopieur : 40-65-25-58  
ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : 40-65-30-10

## Le Monde

Edité par la SARL Le Monde  
Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944  
Capital social :  
620 000 F

Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les rédacteurs du Monde »,  
« Association Hubert-Beuve-Méry »  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde  
Le Monde-Entreprises,  
M. Jacques Lescaur, gérant.

Reproduction interdite de tout article,  
sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57 437  
ISSN : 0593-2031  
PRINTED IN FRANCE  
Renseignements sur les microfilms  
et index du Monde au (1) 40-65-29-33

Impression  
du « Monde »  
12, r. M.-Gautier  
94852 IVRY Cedex

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FALGUIÈRE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : 40-65-25-99  
Téléc : 206.806 F

## Le Monde PUBLICITE

Jacques Lescaur, président  
Michel Crou, directeur général  
Philippe Dupuis, directeur  
15-17, rue de Calvados-Pierre-Arta  
75002 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 46-62-72-73  
Téléc : MONDPUB 634 128 F  
Téléc : 46-62-96-73 - Société Réda  
de la SARL Le Monde et de Média et Magis Europe SA.

## Le Monde

TÉLÉMATIQUE  
Composer 36-15 - Tapez LEMONDE  
ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS  
PAR MINITEL  
36-15 - Tapez LEMONDE  
code d'accès ABO

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-65-30-10  
Téléc : 261.311 F

## ABONNEMENTS

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-32-90

FRANCE	SUR-SEINE	PAIS-BAS	AUTRES PAYS
3	460 F	572 F	798 F
6	890 F	1 123 F	1 590 F
12	1 620 F	2 066 F	2 980 F

ÉTRANGER : par voie  
aérienne tarif sur demande.  
Pour vous abonner,  
renvoyez ce bulletin  
accompagné de votre règlement  
à l'adresse ci-dessus

Changements d'adresse définitifs ou  
provisaires : nos abonnés sont invités  
à formuler leur demande deux  
semaines avant leur départ, en  
indiquant leur numéro d'abonnement.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE	
3 mois	<input type="checkbox"/>
6 mois	<input type="checkbox"/>
1 an	<input type="checkbox"/>

Nom : \_\_\_\_\_  
Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Code postal : \_\_\_\_\_  
Localité : \_\_\_\_\_  
Pays : \_\_\_\_\_

Vous êtes abonné(e) à \_\_\_\_\_  
Veuillez avoir l'obligeance d'indiquer vos  
noms propres en capitales d'imprimerie.  
PP. P. 1007 01







## DIPLOMATIE

La visite à Paris de M. Kiichi Miyazawa

Le « grand bond en avant »  
des relations franco-japonaises

Le premier ministre japonais vient d'effectuer une brève visite de travail en France, au cours de laquelle il s'est entretenu avec le président Mitterrand et avec M. Pierre Bérégovoy. M. Kiichi Miyazawa a quitté Paris, jeudi 30 avril, pour Bonn. Cette visite a confirmé l'intensification récente des relations entre les deux pays.

Après le temps des récriminations, voici venu celui de la grande réconciliation. A M. Edith Cresson, passée aux oubliettes des relations franco-japonaises - qui parle encore de l'invitation qui lui avait été faite de se rendre à Tokyo? - a succédé M. Bérégovoy, qui bénéficie d'une excellente image de marque sur le Kabuto-cho, la Bourse japonaise. La journée parisienne bien remplie de M. Miyazawa, un des rares dirigeants nippons à pouvoir s'exprimer dans une langue étrangère (l'anglais) et à pouvoir lire le français, l'a démontré.

Ainsi le président Mitterrand a-t-il utilisé devant son interlocuteur l'image - chinoise - du « grand bond en avant » pour qualifier l'intensification des échanges politiques et économiques franco-japonais « ces derniers temps », selon l'expression de M. Anne Lauvergeon, secrétaire générale adjointe de l'Elysée, qui a qualifié la rencontre de « franche, directe et extrêmement cordiale ». La France est ouverte aux investissements japonais, « avec prudence mais sans complexité » (si l'on excepte le secteur « un peu spécifique » de l'auto-

mobile) et, dans le dialogue entre Tokyo et Paris, il n'y a plus « aucun interdit ».

Ce dialogue doit s'intensifier. Grande puissance tout court - et non plus réduite à l'économie - le Japon a désormais son mot à dire sur tous les grands problèmes. Si la question d'un scrapontin à la CSCE, comme l'aurait souhaité Tokyo, n'a pas été évoquée, M. Lauvergeon a souligné que « le dialogue politique entre le Japon et l'Europe, le Japon et la France, le Japon et le reste du monde doit être renforcé ». Et s'il n'y a « pas de lieux de discussions » encore, il faut « faire preuve d'imagination » pour en trouver, car « il est logique, devant le rôle croissant du Japon, qu'il puisse s'exprimer sur toutes les questions concernant le monde ».

L'aide  
à la Russie

Et en premier lieu sur la situation dans l'ex-URSS. Français et Japonais ont la même vision « assez optimiste » de l'évolution de la CEI, une fois passé un moment très difficile durant lequel une aide massive est indispensable. La différence entre Paris et Tokyo tient à l'existence d'un contentieux territorial nippon-russe sur les quatre îles Kouriles du sud, revendiquées par le Japon. M. Miyazawa, qui met comme condition à une aide massive à Moscou un accord sur la restitution de ces « territoires du nord », avait été choqué par l'annonce unilatérale par le président Bush d'une aide occidentale de 24 milliards de dollars, à laquelle le Japon participe modestement.

Pour Tokyo, l'affaire des Kou-

riles dépasse le plan bilatéral : selon le porte-parole de M. Miyazawa, M. Numata, la solution de ce problème - désormais internationalisée par Tokyo - serait un test de la volonté de la Russie de mettre en pratique sa nouvelle diplomatie, basée sur le droit et la justice, et de mettre fin à une politique « stalinienne ». Sans jamais reprendre à son compte la revendication nipponne, M. Mitterrand a rappelé qu'il s'agissait avant tout d'un problème « à régler sur un plan bilatéral ». « Ce que l'Allemagne a fait (avec l'ex-URSS), le Japon peut le faire », a-t-il déclaré. M. Roland Dumas - qui est attendu à Tokyo fin mai - a abordé la question avec M. Mitsune et Kozurev.

« Oui, le Japon, c'est possible », titre une nouvelle brochure distribuée par la délégation japonaise. C'est possible parce que le climat est meilleur, parce que le déséquilibre des échanges est moins béant (M. Numata a parlé d'un quadruplement des exportations françaises en quatre ans), les investissements nippons ou français plus substantiels, et, surtout, que les relations franco-japonaises ont dépassé le stade « réducteur » du contentieux commercial pour prendre le rythme de croisière normal entre grandes puissances.

Mais beaucoup reste encore à faire, ce serait-ce que sur le plan des contacts économiques : face aux 30 000 hommes d'affaires japonais qui ont visité la France l'an dernier, quelque 2 000 Français seulement ont fait le voyage inverse!

PATRICE DE BEER

La politique méditerranéenne  
des DouzeLes droits de l'homme  
clef d'un nouveau  
partenariat entre  
la CEE et le Maghreb

Le commissaire européen responsable de la politique méditerranéenne, M. Abel Matutes, a présenté, mercredi 29 avril à Bruxelles, une proposition sur l'avenir des relations entre la Communauté et les pays du Maghreb, qui doit être discutée par les ministres des affaires étrangères de la CEE le 11 mai prochain et lors du sommet des Douze en juin à Lisbonne.

Le document, adopté par le collège des commissaires, met toutefois l'accent sur la question des droits de l'homme, en soulignant que les relations entre la CEE et les pays du Maghreb « sont basées sur des accords conclus à une époque où cette composante ne représentait pas autant qu'aujourd'hui une priorité ». Les accords de coopération avec les pays du Maghreb datent de 1976. « Il va de soi que ce qui apparaît aujourd'hui comme une anomalie devra être corrigé à l'occasion de la conclusion des accords euro-maghrébins », souligne M. Matutes.

« La Commission, ajoute-t-il, entend mettre sur pied dans un proche avenir un programme de promotion des droits de l'homme en Méditerranée qui aura pour caractéristique principale de laisser l'initiative et la mise en œuvre de ses actions aux associations locales actives dans ce domaine ». Les nouveaux liens que la CEE envisage de nouer avec chacun des trois pays du Maghreb sous la forme d'accords euro-maghrébins reposent sur quatre piliers : un dialogue politique, une coopération politique, la création d'une zone de libre-échange et une coopération financière. Le Maroc apparaît aujourd'hui comme le pays le plus intéressé par la négociation d'un accord de ce type. Des rencontres exploratoires sont prévues avec la Tunisie. - (AFP)

Les États-Unis allègent à nouveau leur embargo contre le Vietnam. - Le département d'État a annoncé, mercredi 29 avril, un nouvel allègement de l'embargo américain contre le Vietnam en autorisant les ventes de produits de base (médicaments, engrais, vêtements...) et la mise en œuvre de projets par des organisations non gouvernementales (ONG). Ce nouveau geste américain vient dans le processus de normalisation avec Hanoi, qui a accueilli les recherches des soldats américains disparus en Indochine, principal différend entre les deux pays, et soutenu le plan de paix des Nations unies au Cambodge. - (AFP)

Les tâches  
de la diplomatie allemande

Suite de la première page

Enfin, l'opinion n'a plus pour but d'adopter les conséquences de la division du Vieux Continent, et ce premier lieu de l'Allemagne, mais d'évaluer les défis politiques et économiques ne succédant au communisme dans les États d'Europe centrale et orientale.

A cet environnement transformé s'ajoute le poids spécifique nouveau de l'Allemagne, qui ne sait trop quoi faire de sa puissance. Si, forte des leçons de l'histoire, elle en use avec parcimonie, elle est accusée de manquer à la solidarité occidentale (comme pendant la guerre du Golfe); si elle se laisse aller à l'activisme (comme dans la crise yougoslave), elle est vite soupçonnée d'avoir retrouvé ses vieux démons. « Quel que nous fassions, nous sommes critiqués », dit-on à Bonn comme pour exposer l'absence d'une ligne de conduite claire.

Il y a, bien sûr, ceux, très minoritaires mais cependant actifs, qui dans la direction de la démocratie chrétienne, qui prônent une politique étrangère dépourvue de tout complexe. Ils sont les descendants de ceux qu'on appelait jadis « les casques d'acier ». Pour eux, la nouvelle Allemagne doit donner la priorité absolue à ses intérêts nationaux, sans trop se soucier de ceux de ses alliés atlantiques ou de ses partenaires de la Communauté européenne. Elle doit jouer de sa Mitteleuropa (de sa position centrale) pour retrouver une influence décisive en Europe orientale et servir de pont entre l'Est et l'Ouest.

Ces « nationalistes » privilégient, d'une part, une alliance triangulaire avec les États-Unis et le Japon pour tenter de stabiliser l'Est du continent, de la Pologne à la Sibérie, éventuellement avec d'autres pays de la CEE qui le voudraient (mais ils ne se font guère d'illusions), et d'autre part, la création d'une zone de sécurité en Europe centrale et orientale, de la Baltique à l'Adriatique, dont l'Allemagne serait évidemment le pivot.

L'engagement  
de la Bundeswehr

Le chancelier Kohl connaît suffisamment les dangers de telles conceptions pour les rejeter. Selon lui, l'Allemagne doit avant tout faire valoir ses idées auprès de ses alliés, au sein de la Communauté, en étroite association avec la France, et dans les organisations internationales, tout en assumant pleinement ses responsabilités.

Il serait paradoxal par exemple que Bonn réclame mezza voce le statut de membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies et s'interdise de participer à des opérations de maintien de la paix avec les « casques bleus ». Or

le débat qui se poursuit en Allemagne depuis des mois sur l'engagement éventuel de la Bundeswehr dans la zone de l'OTAN (par exemple en Yougoslavie), c'est pas encore tranché.

Bien que tous les juristes ne soient pas du même avis, les hommes politiques de la coalition comme de l'opposition estiment qu'il faut une réforme de la Loi fondamentale. Mais ils ne sont pas d'accord sur l'étendue des missions qui pourraient être confiées aux soldats allemands.

Cette discussion a des conséquences sur les relations entre Paris et Bonn, qui ont du mal à formuler les missions du corps d'armée allemand dont François Mitterrand et Helmut Kohl ont décidé la création. Ce devrait cependant être chose faite au prochain sommet qui aura lieu à La Rochelle, les 21 et 22 mai. Le corps d'armée franco-allemand devra participer à la défense des deux pays dans le cadre de l'alliance atlantique, de tâches de maintien de la paix et de missions humanitaires. C'est surtout le deuxième point qui a fait problème; le texte qui devrait être approuvé à La Rochelle fait référence aux « provisions constitutionnelles », pour ne pas préjuger de l'issue du débat allemand. Comme le corps d'armée commun ne sera pas opérationnel avant deux ans, on espère que d'ici là, Bonn aura révisé sa Constitution.

Une Communauté  
à vingt

Le deuxième grand problème auquel la diplomatie allemande va devoir s'attaquer est « l'après-Maastricht ». La ratification de l'accord ne fait guère de doute depuis que l'opposition social-démocrate a décidé de voter le texte. Les Allemands regretteront certes la disparition du deutschmark au profit de la monnaie unique, mais si Francfort bénéficie du siège de la future banque centrale européenne, ils auront le sentiment que leur légendaire stabilité ne sera pas entamée.

Pour l'Allemagne, « l'après-Maastricht », c'est surtout l'élargissement. Lors d'une récente rencontre franco-allemande, M. Genscher a évoqué une Communauté d'une vingtaine de membres d'ici à la fin de la décennie, les membres de l'AELE étant appelés à adhérer avant 1995, le groupe des Visegrád (Tchécoslovaquie, Hongrie, Pologne) un peu plus tard, tandis que les autres pays de l'Europe centrale et orientale devraient être associés dans la perspective de devenir un jour membres à part entière. Pour que ces élargissements réussissent, il faut que les menées à bien, non aide de la Com-

Les négociations de paix à Washington

Echange de propositions  
entre Israéliens  
et Palestiniens

A la veille de la clôture de la cinquième session des négociations de paix de Washington, Israël a proposé, mercredi 29 avril, aux Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza de leur céder la gestion des hôpitaux dans ces territoires. Les Palestiniens de leur côté ont fait des propositions concernant des « questions vitales », telles que la levée de la censure, la suspension de l'allocation des terres aux colons et le transfert du contrôle des ressources en eau de ces mêmes territoires, a indiqué le porte-parole israélien, M. Hanane Ashraoui, en ajoutant que le projet israélien d'élections municipales a été « mis de côté ».

Le ton est par ailleurs monté au sein du forum israélo-libanais de ces pourparlers. « Les Israéliens nous ont dit que nous serions le vent et ils ont récolté la tempête avec nos demandes répétées d'appliquer la résolution 425 du Conseil de sécurité de l'ONU - qui exige le retrait inconditionnel d'Israël d'une bande de 1 000 km<sup>2</sup> au Liban sud - a-t-il indiqué le chef de la délégation libanaise, M. Souheil Chammas. Les Israéliens, pour leur part, se sont plaints de la poursuite des « opérations terroristes » du Hezbollah et du Djabah islamique à partir du Liban.

Parallèlement, Israël a proposé aux États-Unis un compromis qui permettrait la présence - à laquelle il était jusqu'à présent hostile - de Palestiniens dans la disposition aux négociations multilatérales sur les réfugiés et le développement économique. Selon une source diplomatique, ce compromis prévoit la présence aux débats de représentants des Palestiniens déplacés de leurs foyers depuis 1948, à condition qu'ils ne fassent pas partie de la délégation officielle palestinienne. - (AFP, Reuters)

munauté est indispensable, mais les Allemands estiment que le change financier serait encore plus lourde si les riches Européens n'assumaient pas leurs responsabilités.

« Nous savons qu'à la longue ça ne peut pas aller bien en Europe occidentale si ça va durablement mal en Europe », a déclaré M. Genscher dans la déclaration annonçant sa démission. En attendant, Bonn veut promouvoir tout ce qui peut favoriser le dialogue politique entre les deux parties de l'Europe, utiliser toutes les organisations paneuropéennes existantes, sans se soucier pour l'instant de la question de savoir si elles font double emploi.

Et ces organisations sont d'autant plus nombreuses, plus actives à Bonn, quand les États-Unis en font partie. Car à l'instar des nouvelles démocraties d'Europe orientale, les Allemands veulent retenir les Américains sur le Vieux Continent. Réciproquement, la RFA apparaît toujours comme le partenaire privilégié de l'Allemagne, par rapport à une Grande-Bretagne trop loin de l'Europe et à une France inconstante. En 1989, le président Bush avait proposé à Bonn « un partenariat dans la direction » (partnership in leadership), dans un discours prononcé à Bonn, quand les États-Unis en font partie. Car à l'instar des nouvelles démocraties d'Europe orientale, les Allemands veulent retenir les Américains sur le Vieux Continent. Réciproquement, la RFA apparaît toujours comme le partenaire privilégié de l'Allemagne, par rapport à une Grande-Bretagne trop loin de l'Europe et à une France inconstante. En 1989, le président Bush avait proposé à Bonn « un partenariat dans la direction » (partnership in leadership), dans un discours prononcé à Bonn, quand les États-Unis en font partie.

Sans doute cette alliance privilégiée avec les États-Unis provoque-t-elle quelques agacements avec la France, mais cette situation dure depuis plus de trente ans, et les Allemands sont passés maîtres dans l'art de ménager les uns et les autres, de concilier les inévitables et de trouver des formules de compromis qui leur évitent ce qu'ils ont le plus en horreur : choisir. L'éditorialiste du Frankfurter Allgemeine Zeitung remarquait, après l'annonce de la retraite de M. Genscher, que « près d'un an, les objectifs (de la diplomatie allemande) sont incontestables, mais ensemble ils font problème, car ils sont parfois contradictoires ».

Ce n'est pas si grave puisque la République de Bonn, depuis sa création, a appris à vivre avec ces contradictions. Aujourd'hui, c'est sans doute plus difficile, car la réunification, les rapports Est-Ouest étaient l'alpha et l'oméga de la politique extérieure allemande; depuis, l'horizon s'est élargi. Helmut Kohl est convaincu que seule une politique extérieure continue à l'Europe évitera à l'Allemagne la tentation de faire cavalier seul. C'est pourquoi il est urgent de ne pas attendre.

DANIEL VERNET

## PROCHE-ORIENT

Golfe : la guerre  
réévaluée

Suite de la première page

D'autres considéreraient que ces dernières analyses, peut-être plus fiables, sont à posteriori une réécriture de l'histoire destinée à couvrir d'un nouvel écran de fumée la réalité des performances d'une armée, dans le cadre du débat budgétaire qui oppose la Pentagone au Congrès.

La conclusion de ces travaux est double : non seulement l'armée irakienne était très loin d'être la « quatrième armée du monde » comme l'a prétendu à l'époque le secrétaire américain à la défense, M. Dick Cheney, mais encore les armements des États-Unis n'ont pas eu l'efficacité au combat dont on a cru pouvoir les créditer sur l'instant.

A en croire le rapport du Congrès, qui se déclare en accord avec le travail du Pentagone, les quarante-deux divisions des forces armées irakiennes totalisant 382 000 hommes, soit un effectif inférieur de 185 000 hommes à l'estimation initiale des États-Unis.

Pendant les raids aériens, 9 000 soldats irakiens ont été tués, 17 000 blessés, et 153 000 ont déserté (le Monde du 25 avril). Ce qui signifie que 183 000 irakiens ont pris part à la phase terrestre des combats. Parmi eux, 63 000 ont été faits prisonniers et il y aurait eu 60 000 morts ou disparus.

Le président de la commission de la Chambre, M. Las Aepin, considère, dans ces conditions, que les alliés, avec leurs 700 000 hommes, n'ont jamais trouvés en face d'eux plus de 180 000 soldats irakiens à la fois, dans quelques phases du conflit que ce soit, et donc, que la rapport des forces était de 5 contre 1 à l'avantage du camp anti-Saddam Hussein.

« Zéro  
mort »

De même, pour ce qui est des performances des matériels de la coalition, les nouvelles études font état de résultats moindres que les bilans triomphalement annoncés dès le début.

L'armée de l'air américaine, par exemple, aet revenue sur l'efficacité de ses avions « furtifs » F-117, dont on avait dit qu'ils avaient atteint 80 % à 90 % de leurs cibles. On avance aujourd'hui une estimation de 60 %, étant entendu que les 40 % restants incluent des missions qui ont atteint tout de même des objectifs secondaires, en raison du mau-

vais temps. Les missiles de croisière, Tomahawk sont crédités, aux, de 50 % de réussite.

De son côté, l'armée de terre américaine, qui a engagé ses missiles anti-missiles Patriot contre les Scud irakiens, évaluait maintenant à 40 % et 70 % ses taux de succès en Israël et en Arabie saoudite (contre 50 % et 80 % précédemment). En revanche, elle se déclare satisfaite des conditions dans lesquelles ses hélicoptères ont pu remplir leurs missions.

Souvent classifiés, ces données ont relancé aux États-Unis le débat sur l'intérêt des armes de nouvelle technologie.

Cependant, de l'avis général, les nouveaux systèmes d'armes, très par leurs services à distance de sécurité pour eux, ont un vertu qu'il ne faut pas sous-estimer. Ils sont les outils privilégiés d'une guerre « zéro mort », comme on dit dans les États-majors, c'est-à-dire qu'ils sont censés sauver des vies de soldats alliés en s'en prenant en priorité à la profondeur du territoire adverse pour empêcher le moral de l'agresseur. Dans la plupart des pays occidentaux, où la dissuasion nucléaire - qui a imposé le principe de la non-guerre - a fait oublier que « la guerre tue », l'argument ne manque pas de quelque pertinence.

En attendant, M. Saddam Hussein a tiré, de son côté, les leçons de la guerre. Des informations d'origine britannique donnent à croire qu'il a restructuré son armée, la faisant passer d'une armée de recrues - capable de rappeler sous les drapeaux quelque 1 million d'hommes - à une armée d'élite professionnelle, aujourd'hui estimée à 300 000 hommes. De nombreux responsables militaires ont été mutés ou démis.

L'armée de terre irakienne, en particulier, comprend désormais six corps d'armée après dissolution ou regroupement d'unités. La Garde républicaine, de son côté, a été réorganisée et limitée à cinq divisions (au lieu de huit précédemment), puis des dix régiments de la guerre) qui totalisent 120 000 hommes au régime.

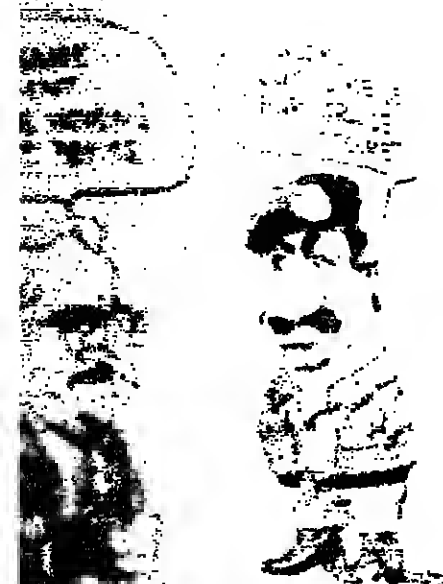
Trois des divisions de la Garde sont en position défensive permanente autour de Bagdad. Les trois autres gardent les champs pétrolifères ou sont basées dans la région d'oc, sont originaires de la famille de M. Saddam Hussein et la plupart des dignitaires irakiens.

JACQUES ISNARD

« Des preuves partielles de la destruction d'armes chimiques par l'Irak. - Des experts des Nations unies qui viennent d'achever une mission en Irak n'ont pu obtenir que des « preuves partielles » de la destruction par l'Irak de 10 000 roquettes porteurs d'ogives chimiques, a déclaré, mercredi 29 avril, le chef de cette mission, M. James Knapp. La mission, qui a visité plusieurs sites, a pu voir les débris de multiples mentions

armes et équipements chimiques que les irakiens affirment avoir détruits ou incinérés avant notre arrivée », a indiqué M. Knapp lors d'une conférence de presse. Des échantillons ont été prélevés sur ces sites pour examen. Un rapport sera présenté au président de la commission spéciale de l'ONU chargée de désarmement irakien, qui décidera si l'Irak respecte ou non ses engagements. - (AFP, AP)





## AFRIQUE

SIERRA-LÉONE : situation confuse à Freetown

### Des militaires affirment avoir renversé le gouvernement

Une junte militaire, composée de cinq membres et appelée le « Collectif des officiers et soldats patriotes des forces armées sierra-léonaises », a affirmé, mercredi 29 avril, à la radio, avoir pris le pouvoir à Freetown, après une série d'accrochages. Ce collectif a déclaré vouloir mettre fin à l'« oppression » et à la « gabegie ».

Quelques dizaines de soldats ont investi les rues de la capitale, mercredi à l'aube, et se sont emparés de la présidence et de deux stations de radio. De violents échanges de rafales d'armes automatiques ont été entendus pendant toute la nuit. Le président Joseph Momoh, dont la garde rapprochée est constituée de soldats guinéens, serait en sécurité dans sa résidence.

Dans la matinée, le chef de l'Etat a pris la parole à la radio nationale, affirmant que les mutins étaient des « mécontents » qui ont

été « trompés ». Ceux-ci seraient arrivés dans la capitale la veille, en provenance du front. L'armée sierra-léonaise est en effet positionnée depuis plus d'un an dans le sud-est du pays, à la frontière avec le Libéria, où des combats sporadiques opposent à des rebelles dirigés par l'ex-capitaine Foday Sankoh et à des maquisards libériens du Front national patriotique du Libéria (FNPL) de Charles Taylor.

#### Une classe politique discréditée

Alors qu'à ses débuts le « coup » semblait motivé par des revendications matérielles — les soldats n'ont pas été payés depuis sept mois, les rations alimentaires ont diminué —, une déclaration à la radio du capitaine Strasser, commandant de la région est, a dévoilé le caractère politique des événements. Les sierra-léonais « ont désarmé la possibilité de commencer une nouvelle ère dans le processus de reconstruction », après l'échec du gouvernement du président Momoh, a

déclaré le capitaine au nom du « collectif », des mutins. Dirigée depuis sept ans par le général Momoh, la Sierra-Léone est un pays à l'économie en ruine, où corruption et contrebande discréditent la classe politique. Le chef de l'Etat avait annoncé l'organisation d'élections en novembre prochain, à l'expiration de son mandat, tout en arguant des incursions des rebelles libériens pour évoquer un éventuel report.

Le 26 avril, il avait annoncé que le gouvernement avait « réussi, à un coût financier extrêmement élevé », à contenir l'infiltration des hommes de Charles Taylor, qui combattent le Mouvement uni de libération pour la démocratie au Libéria (ULIMO), une faction composée de soldats fidèles à l'ancien président libérien Samuel Doe, et retranchée sur le territoire sierra-léonais. Mais, selon des diplomates occidentaux, il n'y a pas eu de véritable combat à la frontière libérienne depuis janvier.

## SOMALIE

### L'ex-président Syad Barre s'est réfugié au Kenya

Après avoir été chassé de Gueleda, son fief et village natal, où il s'était installé depuis sa fuite de Mogadiscio, en janvier 1991, l'ex-président Syad Barre a dû se rendre à la frontière avec le Kenya. Accompagné par près de deux mille partisans, voyageant à bord d'un convoi de quatre-vingt véhicules, il se serait présenté à la frontière, mardi 28 avril. Le secrétaire d'Etat kenyan aux affaires étrangères, M. Sally Kosgei, a confirmé la présence de M. Syad Barre, soulignant que son gouvernement était prêt à l'accueillir temporairement, pour des raisons humanitaires.

#### Luttes claniques

Depuis son renversement, M. Syad Barre n'avait, semble-t-il, pas perdu l'espoir de reprendre le pouvoir, s'estimant seul capable de reconstruire l'unité du pays, déchiré par les luttes claniques. La semaine dernière, les troupes de l'ancien président avaient été repoussées par les combattants du général Aidiid, alors qu'ils ne se trouvaient qu'à une trentaine de kilomètres de Mogadiscio. Poursuivant leur contre-offensive, les hommes du général Aidiid avaient pris le contrôle, mardi, de Gueleda, dans le sud-ouest du pays, dernière place forte du clan marabout — auquel appartient M. Barre.

□ RWANDA : les maquisards avaient « conquis » une partie du nord du pays. — Le Front patriotique du Rwanda (FPR) a affirmé, mercredi 29 avril, à Kampala (Ouganda), avoir « conquis » une bonne partie du nord du Rwanda, à savoir les trois quarts du district de Biumba et tout le comté de Butaro, dans le district du Ruhengeri. « Pour la première fois depuis 1990, nous sommes en mesure de tenir les territoires conquis », a précisé le porte-parole du FPR.

## EUROPE

### PAYS-BAS

### La coalition gouvernementale traverse une grave crise

Le gouvernement de coalition néerlandaise, qui regroupe le Parti chrétien-démocrate (CDA) et le Parti travailliste (PVD), traverse une grave crise, due à un désaccord sur la politique des revenus. La menace d'écroulement a été conjurée, pour le moment, mais les divergences au fond restent.

d'un dogme politique cher aux travaillistes, celui du resserriment de l'échelle sociale. C'est pourquoi M. Kok montait très vite au créneau des principes et déclarait, samedi soir à la télévision, qu'une politique produisant de tels effets ne serait pas acceptable.

#### Le mariage de raison au divorce

Lorsque les groupes parlementaires CDA et PVD se rangèrent derrière leur porte-parole respectif à la tête du gouvernement, l'impression s'imposa que la bataille décisive allait se jouer. Grâce au compromis élaboré lundi par M. Lubbers, Kok et les chefs des groupes parlementaires, elle n'aura pas lieu. Pas pour l'instant, du moins, tant que les partis de la coalition, qui sont tous deux en baisse dans les sondages, n'auront aucun intérêt à rompre le pacte gouvernemental qui les unit depuis l'automne 1989.

Mais c'est là, semble-t-il, le seul motif qui les pousse encore à « vieillir ensemble » alors que leur mariage de raison tourne de plus en plus ouvertement au divorce.

Une étape supplémentaire vient, en l'occurrence, d'être franchie, puisque, pour la première fois, le torse d'un ministre a été vu sans le visage. Le duo Lubbers-Kok avait, jusqu'à présent, résisté à toutes les tentatives au sein de l'équipe gouvernementale. Il était parvenu à constituer l'ultime parcelle de cohésion, mais il est frappé à son tour par le mal qui, de l'avis général des commentateurs, mine irrémédiablement le cabinet : la défiance mutuelle. En d'autres termes, la question est moins de savoir si la coalition PVD-CDA attendra ou non le terme de la législature en 1994 que de savoir quand elle franchira son dilemme : la paralysie ou l'écroulement.

CHRISTIAN CHARTIER (AFP)

#### LA HAYE

##### de notre correspondant

Le compromis est une spécialité définitivement néerlandaise... En tombant d'accord, au début de la semaine, sur une formule stipulant que « le cabinet fera à l'extrême son possible pour limiter la baisse du pouvoir d'achat » des allocataires sociaux (chômeurs, retraités, invalides, mères divorcées), le premier ministre chrétien-démocrate, M. Ruud Lubbers, et le vice-premier ministre travailliste, M. Wim Kok, ont parvenu, lundi 27 avril, à conjurer la menace d'écroulement qui planait sur la coalition depuis la fin de la semaine dernière.

Un grave conflit avait éclaté au sommet du gouvernement, à propos de la politique des revenus pour 1993. M. Lubbers avait annoncé que les quatre millions d'allocataires sociaux pourraient voir l'an prochain leur pouvoir d'achat baisser de 1 % au maximum alors que celui des salariés progresserait de 1,5 % au plus. A peu près simultanément, M. Kok, qui est également ministre des finances, donnait une autre interprétation des orientations du gouvernement, en indiquant que celui-ci n'avait encore arrêté aucun chiffre et qu'il ferait tout, d'ici au bonclage du budget, est épuisé, pour aboutir à un développement « équilibré » des revenus.

Au-delà des pourcentages d'évolution des pouvoirs d'achat, le gouvernement semblait annoncer, par la bouche de M. Lubbers, la fin

#### MAROC : pour préparer les élections

### Hassan II a annoncé la création de commissions avec « tous les partis »

Hassan II a annoncé, mercredi 29 avril, dans une allocution radiotélévisée, la création d'une « commission d'arbitrage » chargée de veiller à la préparation des élections professionnelles, locales et législatives, prévues d'ici à l'automne. Cette commission, qu'il précédera, sera « composée des responsables de tous les partis politiques, des ministres de la justice, de l'intérieur et du secrétaire général du gouvernement ».

Le roi a, en outre, annoncé la création d'une « commission politique », composée des dirigeants de tous les partis et chargée de superviser les diverses consultations électorales, comme le lui réclamaient les formations de l'opposition. « Il est impératif », a-t-il estimé, que des antennes de cette commission soient placées dans les différentes régions du pays pour que les élections se déroulent dans les meilleures conditions possibles.

De leur côté, les trois syndicats d'opposition, la CDT, l'UGTM et le SNE-Sup, ont annoncé, mercredi dans un communiqué, qu'ils annuleraient leurs manifestations du 1<sup>er</sup> mai, afin de protester contre des restrictions imposées, selon eux, par les autorités à un défilé prévu dans une grande artère de Casablanca.

□ Trente et un étudiants condamnés à des peines de prison ferme. — Trente et un étudiants « basistes », impliqués dans des affrontements les ayant opposés, le 10 mars, aux forces de l'ordre, ont été condamnés, mardi 28 avril, à des peines d'un an à deux mois de prison ferme, par la cour d'appel de Fès, pour « entraînement armé sur la voie publique, destruction des biens publics et coups et blessures ». Les universités de Fès et d'Oujda avaient été le théâtre, à l'automne dernier, de violents heurts entre étudiants d'extrême gauche et étudiants islamistes.

### Le nouvel Afrique

- LETTRE OUVERTE A BOUTROS GHALI
- ANAFAT. Le récit exclusif d'un rasage
- LIBYE. Kadhafi face à la loi de la jungle
- ANGOLA. Le vrai visage de Savimbi
- SÉNÉGAL. Médias en mutation
- LA CAS DE M<sup>re</sup> Wade
- CÔTE-D'IVOIRE. Patrimoine chez Laurent Gbagbo
- MALI. La victoire de Konaré
- CONGO. Les enjeux pétroliers
- ALGÈRE. La gangrène de la corruption

Et des articles sur le Togo, le Maroc, le Tchad, le Bénin, l'Inde, etc. Ainsi que les réponses à notre concours CHN 92

Spécimen sur demande  
Le Monde, 3, rue de Metz  
75010 Paris

### Un des pays les plus pauvres du continent



- Superficie : 71 740 km<sup>2</sup>
- Capitale : Freetown (470 000 habitants)
- Population : 4,2 millions d'habitants
- Langue officielle : anglaise
- Religions : musulmane (60 %), chrétiens (30 %), animistes (10 %)
- Histoire : colonie britannique depuis le dix-huitième siècle, le pays est devenu indépendant le 27 avril 1961. Le président Siaka Stevens, qui l'a dirigé pendant dix-sept ans, a remis le pouvoir au major-général Joseph Momoh en novembre 1985.
- Régime : présidentiel ; la Constitution a été votée en juin 1991 pour le multipartisme, qui a été approuvé par référendum en août dernier.
- Économie : le pays est l'un des plus déshérités du continent malgré ses ressources (diamants, rutile — minerai de titane —, bauxite, minerai de fer, or) ; en 1989, le PIB était de 220 dollars par habitant ; la dette extérieure est estimée à plus de 1 milliard de dollars.
- Forces armées : 3 150 hommes.

### ALGÈRE : après la dissolution définitive du FIS

### Les principaux dirigeants islamistes seront jugés en juin

Le procès des sept principaux dirigeants du Front islamique du salut (FIS), parmi lesquels MM. Abassi Madani et Ali Benhadj, inculpés, depuis le 30 juin, à la prison militaire de Blida, aura lieu à la mi-juin, a indiqué, mercredi 29 avril, l'agence nationale APS. Ces responsables répondront « individuellement » de plusieurs chefs d'accusation, notamment de conspiration armée contre l'autorité de l'Etat. La défense, constituée de vingt et un avocats, avait demandé en vain pour ses clients le statut de prisonnier politique et le dessaisissement du tribunal militaire.

La Cour suprême avait entériné, mercredi, la dissolution du FIS, rejetant le recours en appel contre la décision d'interdiction du mouvement intégriste, prononcée le 4 mars (nos dernières éditions du 30 avril). Elle avait ainsi proclamé la « mort légale » d'un parti qui était en passe de remporter les premières élections législatives multipartites lorsque, à la mi-janvier, le gouvernement, appuyé par l'armée, a mis provisoirement fin au processus démocratique.

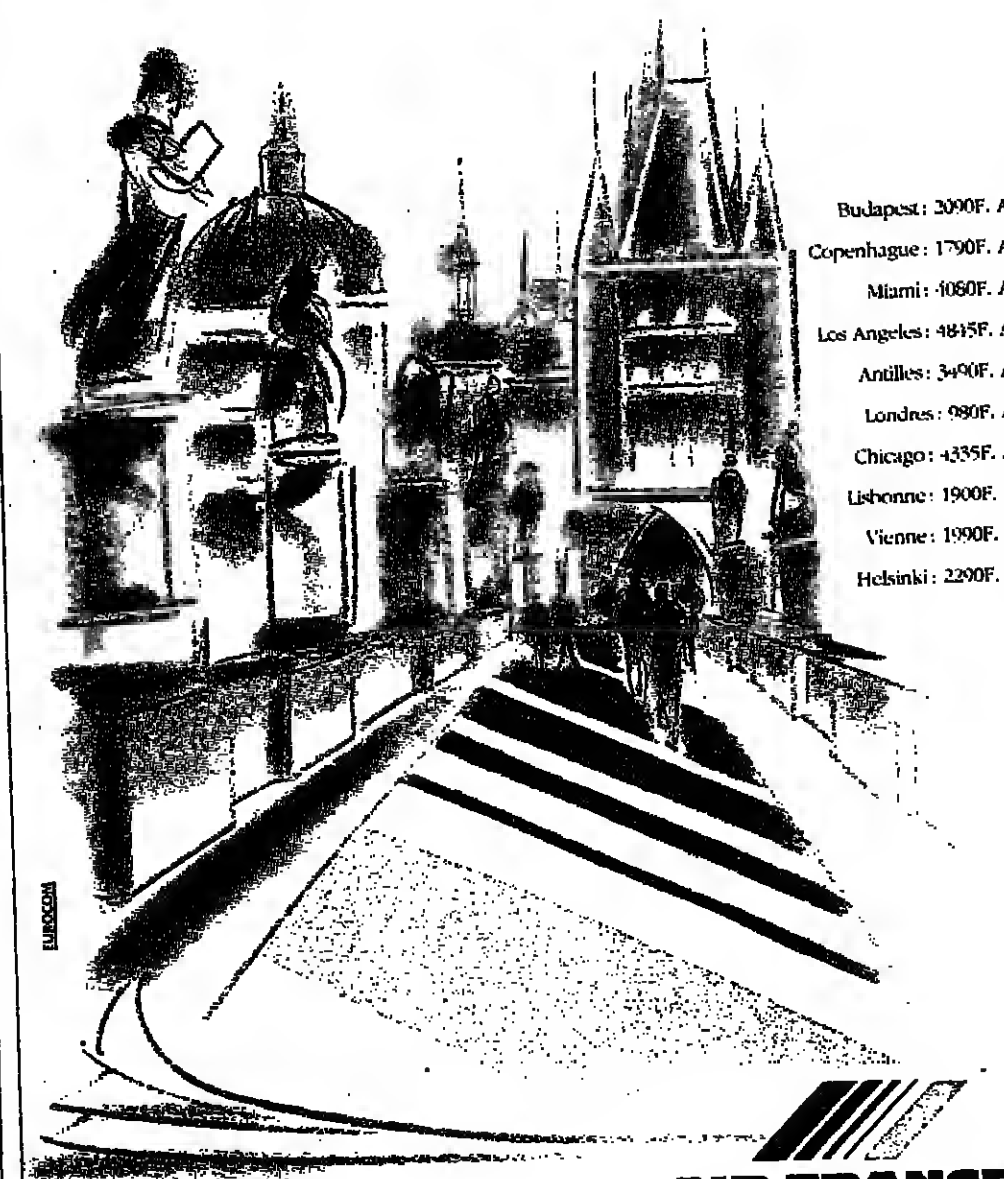
Les dirigeants du FIS avaient déclaré que la décision ne les impressionnait pas outre mesure, soulignant qu'ils représentaient la « conscience du peuple ». Ils avaient

averti que la dissolution de leur parti « exposait le pays à un avenir incertain ». Plusieurs milliers d'islamistes ont été arrêtés et placés, pour la plupart, dans des « centres de sûreté » au Sahara, après une vague de violences qui a officiellement fait cent trois morts et plus de quatre cents blessés, contraignant le gouvernement à proclamer, le 9 février, l'état d'urgence pour un an. Depuis cette date, plus de cinquante gendarmes et policiers ont été tués dans des embuscades ou des attaques isolées.

□ Reporters sans frontières dénonce les mesures contre la presse. — Dans une lettre adressée au premier ministre, M. Sid Ahmed Ghazali, Reporters sans frontières (RSF) s'inquiète de récentes mesures prises par les autorités algériennes à l'encontre de deux journalistes français, José Garçon, envoyé spécial de Libération, et Georges Marion, notre correspondant permanent, dont le refus d'accréditation « équivaut à une expulsion déguisée ». RSF invite aussi M. Ghazali à « cesser le harcèlement dont sont victimes certains journalistes algériens ».

### Prague: 1990F. AR

### Embarquement immédiat



- Budapest: 2090F. AR
- Copenhague: 1790F. AR
- Miami: 4060F. AR
- Los Angeles: 4815F. AR
- Antilles: 3490F. AR
- Londres: 090F. AR
- Chicago: 4335F. AR
- Shanghai: 1900F. AR
- Vienne: 1900F. AR
- Helsinki: 2290F. AR

AIR FRANCE

Tarifs aller-retour applicables au départ de Paris à partir du 11 mai 1992, sauf pour les USA où la validité est immédiate. Soumis à des conditions particulières de vente et de transport. Prix sous réserve de modifications en fonction de la réglementation en vigueur et soumis à l'approbation gouvernementale. Renseignements auprès de votre agence de voyages ou de votre agence Air France



## EUROPE

Après la création d'une fédération serbo-monténégrine

## Les promesses de trêve en Bosnie-Herzégovine sont restées lettre morte

Tandis qu'à Lisbonne, la CEE tentait de réduire le fossé entre les dirigeants des trois communautés - musulmane, serbe et croate - de Bosnie-Herzégovine, les combats reprenaient de plus belle, mercredi 29 avril, en plusieurs points de la République en dépit de l'engagement pris la semaine dernière par les belligérants d'observer une trêve jusqu'à l'obtention d'un accord sur l'avenir de la Bosnie.

BELGRADE

de notre correspondant

Comme chaque soir, les tirs d'artillerie ont retenti dans Sarajevo et Mostar. Pour le quatrième jour consécutif, cette dernière ville, située dans le sud-ouest de la Bosnie-Herzégovine et qui fut l'un des hauts lieux du tourisme dans l'ex-Yugoslavie, a été bombardée par l'armée serbo-fédérale. Les promesses de cessez-le-feu faites ces derniers jours par les parties en conflit aux différents négociateurs européens et américains n'ont jamais été tenues en dépit des multiples appels à la paix et des menaces de désengagement de la CEE du processus de paix. Les chances d'un règlement pacifique de la crise en Bosnie-Herzégovine semblaient, mercredi, de plus en plus minces.

L'armée serbo-fédérale, qui feignait jusqu'à présent l'impartialité en prétendant être la seule force susceptible de s'interposer entre les parties en conflit - en l'occurrence entre les diverses milices musulmanes, serbes et croates, - a finalement reconnu qu'elle se mettait au service des Serbes de Bosnie-Herzégovine. Depuis la création d'une nouvelle Yougoslavie réduite au Monténégro et à la Serbie, l'armée de la «deuxième Yougoslavie» n'a, officiellement, plus de raisons d'être stationnée dans une Bosnie-Herzégovine indépendante et reconnue internationalement. Mais, lorsque les

autorités bosniaques ont exigé, lundi, son retrait, elle a refusé, arguant qu'une telle décision était «irréfléchie, nulle et sans effet».

Les autorités bosniaques offraient aux militaires qui désiraient demeurer en Bosnie-Herzégovine la possibilité de rallier la défense territoriale bosniaque, embryon de la nouvelle armée de l'Etat indépendant. Ceux qui refusaient de se mettre au service des forces armées bosniaques seraient reconduits aux frontières. Or 80 % des effectifs stationnés en Bosnie sont originaires de cette République, et 90 % d'entre eux sont serbes. Pour eux, la proposition bosniaque est irrecevable car ils ne reconnaissent pas l'autorité du pouvoir central de Sarajevo et se battent actuellement contre ses forces armées, à leurs yeux «croato-musulmanes». Ils ne peuvent accepter de servir dans une armée «ennemie» et refusent, dans le même temps, de quitter leur terre natale.

## De l'armée «fédérale» à l'armée serbe

«L'armée yougoslave ne se retirera pas de Bosnie-Herzégovine», avait déclaré il y a quelques jours le commandant des forces serbo-fédérales stationnées en Bosnie-Herzégovine, le général Milutin Kukanjac. Les Serbes autochtones de l'armée de l'ex-Etat yougoslave resteront en Bosnie-Herzégovine pour servir désormais sous le drapeau de la «République serbe de Bosnie-Herzégovine» qui a fait sécession au lendemain de la reconnaissance internationale de l'Etat bosniaque. Belgrade n'a pas caché, dans un commentaire télévisé diffusé mercredi soir, que, «avec la fin de la deuxième Yougoslavie, on allait vers la création d'une armée serbe en Bosnie-Herzégovine»; sans, toutefois, préciser que l'on peut également s'attendre, selon le même principe, à la création d'une armée serbe dans les enclaves de Croatie, près de 90 % des effectifs ex-fédéraux toujours présents sur place étant originaires de cette République.

Ces bouleversements laissent présager une aggravation du conflit en Bosnie-Herzégovine, où deux armées ennemies, l'une serbe, l'autre bosniaque, s'affrontent ouvertement avec tout l'armement dont elles disposent. On peut s'attendre que les unités serbo-yougoslaves issues de l'armée serbo-yougoslave utilisent tous leurs moyens pour défendre les territoires de leur «République» sécessionniste.

En attendant, Belgrade et Sarajevo se livrent une guerre de communication qui ne peut que faire encore monter la tension. Ainsi, l'agence de presse serbe de Bosnie-Herzégovine, SRNA, a diffusé mercredi un pseudo-décret censé émaner des autorités bosniaques et annonçant le début d'une offensive contre l'armée yougoslave. Aux termes de ce document, la défense territoriale bosniaque aurait ordonné le blocus des casernes, la saisie de l'armement fédéral et le bombardement des positions militaires; ce qui a permis à la presse de Belgrade d'annoncer à la une : «La Bosnie-Herzégovine a déclaré la guerre à l'armée yougoslave». La nouvelle a immédiatement été démentie par les autorités bosniaques, et le document cité par SRNA s'est révélé être un faux.

FLORENCE HARTMANN

Un pont aérien franco-germano-autrichien pour la Bosnie-Herzégovine. - Un pont aérien franco-germano-autrichien pour acheminer plusieurs dizaines de tonnes d'aide humanitaire et de médicaments à Sarajevo devait débuter, jeudi 30 avril, selon un communiqué du ministère de la santé et de l'action humanitaire. L'avion français, qui doit effectuer plusieurs rotations sur Sarajevo, via notamment la capitale autrichienne, doit également «permettre d'évacuer des femmes et des enfants ayant une famille d'accueil à Belgrade ou à Vienne».

CEE : la rivalité russo-ukrainienne

## Kiev adopte une loi sur l'autonomie de la Crimée

Dans l'espoir de couper l'herbe sous le pied des partisans d'une Crimée rattachée à la Russie, le Parlement ukrainien a voté, mercredi 29 avril, une loi accordant une large autonomie à la presqu'île, créée en 1954 par Khrouchchev à l'Ukraine. Cette concession ne suffira pas nécessairement à éviter un référendum parmi les 2,5 millions d'habitants de la Crimée, majoritairement russes, sur «l'indépendance en union avec d'autres Etats». Une pétition signée par 246 000 habitants de la Crimée réclame une telle consultation, dont l'organisation doit être examinée le 5 mai par le Parlement de

Crimée. Mercredi également se sont ouvertes à Odessa (sud de l'Ukraine) de nouvelles négociations, entre vice-présidents des Parlements russe et ukrainien, sur le partage de la flotte de la mer Noire, décidées par les présidents Eltsine et Kravtchouk. Ces derniers sont vivement incités par les dirigeants occidentaux au compromis sur tout le dossier de leur rivalité : Crimée, flotte et armement, notamment nucléaire. M. Kravtchouk doit rencontrer la semaine prochaine le président Bush aux Etats-Unis, après une visite en Turquie les 3 et 4 mai. - (AFP, Reuters).

## EN BREF

GRECE : explosion de trois mille huit cents Albanais. - Trois mille huit cents Albanais sortis clandestinement en Grèce depuis le dimanche 26 avril ont été arrêtés et expulsés vers leur pays, a annoncé mercredi la police de Ioannina (dans le nord-ouest de la Grèce), qui estime que plusieurs centaines d'autres Albanais ont pénétré clandestinement en Grèce, de dimanche à mercredi, sans que les autorités puissent les arrêter. - (AFP).

IRLANDE DU NORD : na catholique tué. - Un catholique d'une trentaine d'années a été tué, mercredi 29 avril au nord de Belfast, en Irlande du Nord, le jour même de la reprise des pourparlers sur l'avenir de la province entre les principaux partis nord-irlandais à l'exclusion du Sinn Féin, considéré comme la branche politique de l'IRA. - (AFP).

AUTRICHE : accord avec la CEE sur le transit des poids lourds. - La CEE et l'Autriche se sont entendues, dans la nuit du mercredi 29 au jeudi 30 avril à Bruxelles, sur la question du transit routier, qui menaçait d'empêcher la signature, prévue samedi au Portugal, d'un accord créant un espace économique européen (EEE) entre

la CEE et l'Association européenne de libre-échange (AELE). Les deux parties se sont mises d'accord sur un nombre annuel de 1,264 million de passages de camions. - (AFP).

ALLEMAGNE : le Parti libéral a désigné M. Sabine Leutheusser-Schnarrenberger comme nouvelle ministre de la justice. - M. Sabine Leutheusser-Schnarrenberger, quarante ans, a été désignée, mardi 28 avril, par la direction élargie du Parti libéral (FDP) pour devenir ministre de la justice du gouvernement allemand, en remplacement de M. Klaus Kinkel, qui doit succéder au ministère des affaires étrangères à M. Hans Dietrich Genscher. M. Leutheusser-Schnarrenberger est député fédéral depuis 1990 et membre du parti libéral depuis 1975. Après des études de droit, elle avait occupé des postes de haut fonctionnaire. - (AFP).

RUSSIE  
Les funérailles de Vladimir Romanov à Saint-Petersbourg

Les funérailles du grand-duc Vladimir Kirilovitch Romanov, héritier des tsars de Russie décédé le 24 avril à Miami, se sont déroulées, mercredi 29 avril à Saint-Petersbourg, en présence de quelques milliers de croyants ou de curieux, sensibles à ce symbole de l'expulsion et des liens retrouvés avec la «Sainte Russie».

Le cercueil a été amené dans la grande cathédrale Saint-Isaac, où le patriarche Alexis II a célébré quatre heures de liturgie. Quelques familles d'émigrés russes entouraient la veuve du grand-duc, sa fille Maria - devenue chef de la Maison impériale - et son fils de onze ans, Georgi. Avant d'être enterré dans quarante jours dans la chapelle de la forteresse Pierre-et-Paul, où reposent les grands-ducs, le cercueil a été conduit au cimetière du monastère de la Trinité-Alexandre-Neviski. - (AFP, Reuters).

M. Eltsine promet que l'activité des chantiers navals de Severodvinsk sera poursuivie. - En tournant dans le nord de la Russie, le président Eltsine a promis, mercredi 29 avril, de «continuer et même renforcer» l'activité de la base militaire de Severodvinsk, sur la mer Blanche, dont les 250 000 habitants construisent «les plus grands sous-marins atomiques du pays». - (Iltar-Tass).

## ANGLAIS ! ANGLAIS ! ANGLAIS !

A partir de £144 par semaine  
30 heures de cours - pension comprise  
THE REGENCY ENGLISH SCHOOL - RAMSGATE-KENT  
Tél. : 843-59-12-12 Fax : 843-85-00-35  
ou Tél. Paris : 48-04-99-97.

François MITTERRAND  
Président de la République

sera l'invité  
de Jean-Pierre Elkabbach  
Vendredi 1<sup>er</sup> Mai  
de 8 h 15 à 9 h sur Europe 1

EUROPE 1



# POLITIQUE

La révision de la Constitution et la ratification des accords de Maastricht

## Le RPR, l'UDF et l'UDC ont déposé quatre amendements communs

Les trois groupes de l'opposition à l'Assemblée nationale ont déposé, jeudi 30 avril, devant la commission des lois quatre amendements communs au projet de révision de la Constitution, préalable à la ratification du traité sur l'Union européenne. Trois autres amendements seront défendus par un ou deux groupes, l'accord n'ayant pu être trouvé sur l'ensemble des points en discussion. L'opposition demandera, en outre, au gouvernement qu'il s'engage, à travers une déclaration de principe, sur des «garanties» à apporter à la mise en œuvre du traité de Maastricht.

L'opposition n'ira pas totalement unie à la bataille des amendements sur le projet de loi de révision de la Constitution. Elle défendra toutefois quatre amendements communs, dont deux touchent véritablement aux questions de fond soulevées par le traité.

En premier lieu, l'opposition s'est entendue pour refuser d'inscrire la notion de «transfert de compétences» dans le projet de révision de la Loi fondamentale, ainsi que le propose le gouvernement. Elle suggère de récrire le nouvel article 88-1 proposé par le projet de loi constitutionnelle de la manière suivante : «La République française participe à la Communauté européenne et à l'Union européenne, dont les États membres ont choisi librement d'exercer en commun certaines compétences», soit

une formule moins «fédéraliste». En second lieu, l'opposition souhaite voir le Parlement français davantage associé au processus de décision communautaire.

Elle propose d'insérer dans la Constitution un article 88-3 ainsi rédigé : «Les projets de règlements et de directives, quand ils comportent des dispositions de nature législative, sont soumis pour avis à l'Assemblée nationale et au Sénat préalablement à toute transmission au Conseil de la Communauté». Cette consultation donnerait lieu au vote de résolutions. Il s'agit là d'une exigence traditionnelle des parlementaires qui dépasse très largement les frontières de la seule opposition. Les socialistes déposent un amendement allant dans le même sens.

Les deux derniers amendements de l'opposition sont plus formels. Elle propose d'intituler le nouveau titre, non pas «De l'Union européenne», mais «De la Communauté européenne et de l'Union européenne». Enfin, le dernier amendement vise à ajouter à l'article 2 de la Constitution, où sont identifiés l'ambition et l'hymne de la nation ainsi que la devise de la République, la précision suivante : «Le français est la langue de la République». Faisant référence aux concours d'entrée à la Commission

de Bruxelles où la langue exigée est l'anglais, M. Jacques Toubon (RPR, Paris) a expliqué qu'il s'agissait là de réaffirmer «l'identité nationale française».

Pour le reste, les groupes RPR, UDF et UDC présenteront des amendements en ordre dispersé. La suppression du nouvel article 88-2 de la Constitution proposé par le gouvernement, relatif au droit de vote et à l'éligibilité aux élections municipales des ressortissants de la Communauté résidant en France, est ainsi exigée par le seul RPR. De la même manière, l'UDF sera seule à défendre un sous-amendement précisant que les États membres de la Communauté exercent en commun certaines compétences «selon le principe de subsidiarité».

Elle souhaite ainsi que le gouvernement s'engage à «associer le Parlement à la mise en œuvre de l'union économique et monétaire tout au long du processus», vœu qui fait écho à l'exigence d'une consultation parlementaire préalable au passage à la «troisième phase» de l'union monétaire, c'est-à-dire la disparition du franc au profit de l'euro. L'opposition demande ensuite que le gouvernement «confirme» l'interprétation fournie en commission des lois par M. Guigou de l'article 100-C du traité de Maastricht sur la politique commune en matière de visas, à savoir que les États membres pourront adopter, si leur sécurité intérieure l'exige, «les mesures de protection nécessaires».

Les groupes UDF, RPR et UDC souhaitent, en outre, que le gouvernement «s'explique» sur la «sécurité» de Maastricht - le fameux

### Quatre «demandes de garanties»

Le RPR et l'UDC ont refusé de le cautionner, estimant que l'inscription dans la Constitution du principe de subsidiarité présentait «plus de dangers que d'avantages», ainsi que l'avait expliqué devant la commission des lois M. Elisabeth Guigou, ministre délégué aux affaires européennes (le Monde du 30 avril). En revanche, le RPR et l'UDF mèneront leur voix pour demander qu'il soit précisé dans

«paquet Delors II» - et «confirme» que ces nouveaux engagements financiers feront l'objet d'une ratification par le Parlement, ainsi que l'avait annoncé M. Guigou. Enfin, les députés de l'opposition demandent que le gouvernement «définisse sa position» sur le nombre de députés à l'Assemblée européenne avant la décision attendue sur ce sujet à la fin de 1992, afin, a précisé M. Toubon, que «l'on n'apprenne pas par surprise la décision d'augmenter le nombre de sièges dans tel ou tel pays». A ce catalogue de «garanties», le RPR a ajouté, seul, son souhait de voir le gouvernement «réaffirmer la pérennité du compromis de Luxembourg».

En fonction du travail effectué, jeudi 30 avril, en commission des lois et des réponses apportées par le gouvernement lors de l'examen en première lecture du projet à l'Assemblée à compter du 5 mai, l'opposition envisage «Nous pourrions éventuellement demander à remettre l'ouvrage sur le métier», a indiqué M. Toubon. M. Pierre Mazeaud (Haut-Rhin) défendra, au nom du groupe, une motion de renvoi en commission.

FRÉDÉRIC BOBIN

## Les difficultés du contrôle parlementaire

par Thierry Bréhier

L'EXIGENCE d'une association étroite du Parlement français à la construction européenne n'est pas neuve. Elle remonte, en fait, à 1979 et à la décision de faire élire le Parlement européen au suffrage universel direct. Jusqu'alors celui-ci était composé de députés des Parlements nationaux. Ni l'Assemblée nationale ni le Sénat ne pouvaient donc se plaindre d'être tenus dans l'ignorance des travaux des instances européennes. Cette époque révolue, il faut bien trouver un autre lien. Il fut imposé par les députés gaullistes, qui, déjà, hurlaient contre ce qu'ils affirmaient être une atteinte portée à la souveraineté nationale. Ils obtinrent la création dans chacune des deux Chambres du Parlement d'une délégation pour les Communautés européennes.

Dans l'esprit de leurs initiateurs, ces délégations devaient être des gardiennes soucieuses de l'indépendance nationale. Dans les faits, elles furent bien vite de très efficaces propagatrices de l'idée européenne dans leur Assemblée. Toutefois, si elles multipliaient les rapports, en général de qualité, elles ne parvinrent guère à intéresser les commissions permanentes des Assemblées à leurs travaux.

En 1988, devant la grogne croissante des députés et des sénateurs contre l'accroissement de la législation européenne, conséquence de la mise en place du «grand marché» voulue par l'Acte unique, les présidents des deux délégations - M. Jacques Gandon pour le Sénat et M. Charles Josselin pour l'Assemblée - voulurent augmenter les pouvoirs de celles-ci. Leur tentative se heurta au conservatisme de la majorité sénatoriale, qui n'accepta pas, en particulier, que les délégations - se comportant comme une septième commission permanente, alors que la Constitution en limite le nombre à six - examinent la traduction dans la loi française de tout acte communautaire et puissent d'autorité se saisir de tout projet concernant les domaines européens.

### Les contraintes de la Constitution

Le Sénat, qui, sous l'impulsion de M. Alain Poher, fait un gros effort de suivi de l'action de la Communauté, a pris deux initiatives intéressantes. Dès la discussion du budget pour 1990, sa commission des finances a présenté un rapport spécial sur les relations financières de la France avec la Communauté européenne. En 1991, il a institué une procédure spéciale de questions au gouvernement, avec débat, sur les affaires européennes. L'Assemblée nationale, elle, a simplement prévu, en juin 1989, que les rapports sur les projets «portant sur des domaines couverts par l'activité» des Communautés comporteraient en annexe «des éléments d'information sur le droit européen applicable et la législation en vigueur dans les principaux pays de la Communauté».

Est-il possible aujourd'hui d'aller plus loin ? L'état, actuel de la

Constitution rend la chose difficile. Contrairement à ce qui se passe dans la plupart des grandes démocraties occidentales, elle ne permet pas au Parlement de voter des résolutions ou des avis. Elle ne l'autorise à se prononcer que sur les projets et les propositions de lois ou lorsque le gouvernement engage sa responsabilité. Ainsi, lorsque M. François Mitterrand a voulu faire approuver par l'Assemblée et par le Sénat sa position dans la guerre du Golfe, il a dû demander au gouvernement de M. Michel Rocard d'engager sa responsabilité.

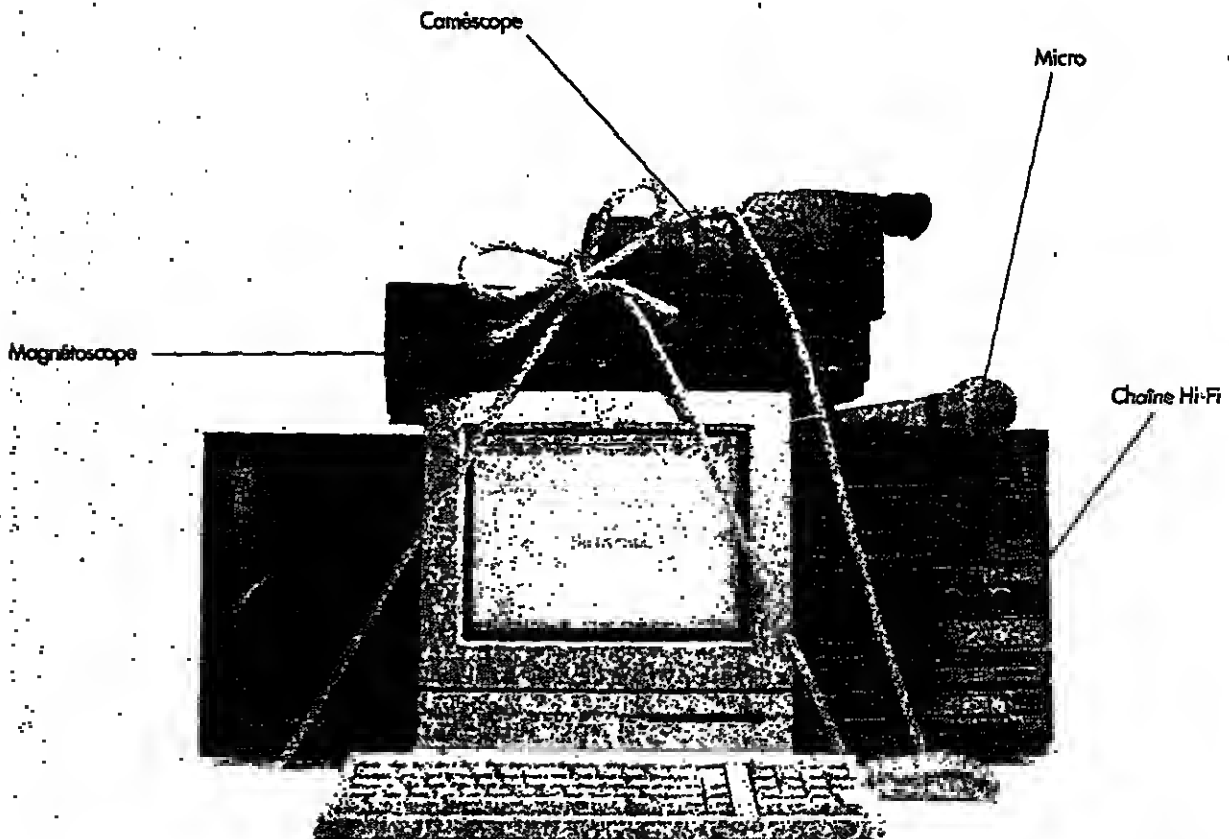
La proposition d'amendement de l'opposition permet de lever cette impossibilité constitutionnelle. Mais elle introduit une véritable «révolution» dans les institutions voulues par le général de Gaulle comme dans la pratique traditionnelle de la République française. Depuis toujours, l'exécutif a eu la pleine maîtrise de la conduite des relations internationales, le législatif n'intervenant que pour autoriser la ratification des traités à la négociation desquels il n'a pas été associé.

La participation à une Communauté à laquelle est délégué un pouvoir législatif important impose certainement une entorse à cette tradition. Mais demander que le gouvernement négocie directives (actes qui ne fixent que le but à atteindre, le moyen étant laissé à la compétence des États membres) et règlements européens (actes directement applicables dans les douze pays de la Communauté) sous l'étroit contrôle du Parlement risquerait d'aboutir au retour du régime d'Assemblée, ce qui n'est certainement le souhait ni de la droite ni de la gauche. D'autant que la plupart de ces actes européens concernent des domaines qui, en France, relèvent du domaine réglementaire. Or la distinction entre la loi, qui doit être votée par le Parlement, et le règlement, qui est de la seule compétence du gouvernement, est un des apports essentiels de la Constitution de 1958.

Députés et sénateurs, en tout état de cause, seraient mieux armés pour demander une extension de leurs prérogatives constitutionnelles s'ils avaient pleinement usé de toutes celles dont ils disposent déjà. L'expérience des délégations pour les Communautés prouve qu'en la matière, comme en bien d'autres, ils sont loin de l'avoir fait. C'est notamment en usant de cet argument que M. Elisabeth Guigou, lors de la séance publique de la commission des lois de l'Assemblée nationale, s'est montrée réticente devant les demandes des députés.

M. Michel Vauzelle, en revanche, n'a pas oublié, que du temps où il siégeait sur les bancs du Palais Bourbon, il était un des plus ardents partisans de l'association des Parlements nationaux au fonctionnement des institutions européennes. Mais c'est ainsi reconnaître que la Communauté n'est pas tout à fait le simple lieu d'une coopération interétatique.

Afin de vous faire comprendre ce qu'apporte QuickTime à votre Macintosh, nous avons utilisé pour une fois une ficelle publicitaire.



QuickTime n'est pas le nom de code d'une machine qui concasserait méthodiquement la Hi-Fi et la vidéo pour les faire rentrer dans Macintosh. QuickTime est simplement une extension système sur une disquette toute bête, très facile à installer. Vous poussez la porte de votre revendeur Apple, vous lui donnez une disquette, il vous recopie QuickTime, vous ne payez rien, vous retournez chez vous, vous rentrez la disquette dans votre Macintosh, vous glissez l'icône QuickTime dans le dossier système, vous redémarrez, et voilà votre Macintosh est devenu une plateforme multimédia.

Avec QuickTime, il est donc aussi facile de copier et de coller du son et de l'image animée que du texte ou de l'image fixe. Cela fonctionne sur tous les Macintosh, anciens ou nouveaux, équipés des processeurs 68020, 68030, 68040 ou du système 6.0.7 ou 7. En rajoutant une carte d'acquisition vidéo, vous pouvez enregistrer sur votre Macintosh tous les films que vous désirez, qu'ils viennent de votre caméscope ou de votre magnétoscope. Avec un logiciel de montage vidéo, vous couperez et monterez vos séquences préférées pour les insérer dans n'importe quel document, présentation à des clients,

note ou mémo à des collaborateurs, etc. Tout devient beaucoup plus animé. Mélanger texte, graphique, images animées et sons devient aussi facile que mélanger de la sauce tomate avec des spaghetti par exemple. Bref vous ne le savez pas encore, mais vous venez de rentrer dans le monde des réalités virtuelles, aussi simplement que si vous rentriez dans Macintosh. Pour connaître le nom du revendeur agréé Apple le plus proche de chez vous, tapez 3614 code Apple.

QuickTime.



La technologie multimédia sur Macintosh.



Apple



## POLITIQUE

Le débat sur les accords de Maastricht

## M. Chevènement est isolé au sein du PS

La réunion commune du comité directeur et des groupes parlementaires socialistes (de l'Assemblée nationale, du Sénat et du Parlement européen), destinée à confirmer officiellement, mercredi 29 avril, la position du PS sur la ratification du traité de Maastricht et la révision constitutionnelle préalable, n'a duré que deux heures. Elle n'a attiré qu'une partie de ceux qui étaient appelés à y participer, MM. Jacques Delors, Michel Rocard et Lionel Jospin, notamment, ne jugeant pas nécessaire de s'y rendre.

Après un exposé introductif de M. Gérard Fuchs, rocardien, chargé des relations internationales au secrétariat national, qui a déclaré que le traité sur l'Union européenne est « une chance pour la souveraineté de la France, (...) pour l'emploi, (...) pour la paix, (...) pour le socialisme démocratique », un bref débat a permis à M. Jean-Pierre Chevènement, seul dans son cas, de faire valoir ses arguments contre Maastricht. L'ancien ministre de la Défense a revendiqué la « liberté de conscience » lors du vote au Parlement, tandis que M. Laurent Fabius a souligné, en conclusion de la réunion, que les parlementaires socialistes sont tenus de respecter les décisions prises par les instances délibératives de leur parti.

Le premier secrétaire n'a cependant pas insisté sur ce sujet, précisant même devant les journalistes : « Personnellement, par tempérament, je ne suis pas quelqu'un qui veut manier, sans cesse les procédures disciplinaires. »

Ni M. Fabius ni M. Roland Dumas, qui a assisté à une partie de la réunion, n'ont manifesté l'intention de demander l'exclusion du PS de M. Chevènement et de ses amis du courant Socialisme et République. M. François Mitterrand avait déclaré, le 12 avril, à la télévision : « Il y a des gens très honorables, qui sont de mes amis, en lesquels j'ai grande confiance, qui vont plaider contre la ratification. »

« Le comité directeur et les groupes parlementaires du Parti socialiste ont décidé d'engager, aux côtés du président de la République et du gouvernement, tous leurs efforts afin que soit acquiescé la ratification du traité de Maastricht, qui constitue une nécessité et une chance pour la France et pour l'Union européenne » : telle est la motion qui a été adoptée à l'unanimité, moins les onze voix « contre » de M. Chevènement et de ses amis et l'abstention de M. Jacques Roger-Machart, mauroyiste, député de la Haute-Garonne.

P. J.

## Les sénateurs UDF affirment qu'ils seront « efficaces, rapides et constructifs »

Pas une voix ne s'est élevée parmi les sénateurs UDF réunis autour de M. Valéry Giscard d'Estaing, mercredi 29 avril, au palais du Luxembourg, pour s'opposer à la ratification des accords de Maastricht souhaitée par le président de l'UDF. On craignait bien quelques réticences, certains parlementaires du groupe des Républicains et indépendants, qui rassemblent notamment les sénateurs UDF-PR, estimant en effet, quelques jours auparavant, que M. Giscard d'Estaing s'était engagé trop rapidement en faveur du traité européen, mais la réunion d'information, prévue de longue date, a balayé ces rares inquiétudes.

Cette réunion a donné l'occasion à M. Giscard d'Estaing de se réjouir tout d'abord de la position adoptée mardi 28 avril par M. Chirac, au cours du conseil national du RPR, avant d'exhorter les sénateurs, en réponse à une intervention de M. Christian Bonnet (Rép. et ind., Morbihan), qui avait estimé que « les Français ne comprennent rien à Maastricht », à faire preuve de « pédagogie politique ». Le président de l'UDF a montré la voie en déclarant le traité sur l'Union européenne comme « un habillage, une souche mise autour de l'union monétaire », qui est, selon lui, le seul enjeu. Après les interventions des européens convaincus que sont MM. Jean Lecanuet (Union cent., Seine-Maritime) et Jean François-Poncet (Rass. dém. Lot-et-Garonne), M. Giscard d'Estaing a affirmé que l'argument le plus convaincant en faveur de la ratification est que « le traité de Maastricht sera appliqué par notre majorité » après 1993.

A l'issue du débat, les présidents des trois groupes de l'UDF, M. Daniel Hoefel pour les centristes, M. Marcel Lucotte pour les Républicains et indépendants, et M. Ernest Cartigny au nom du Rassemblement démocratique et européen, ont donc assuré qu'il

n'était pas question pour le Sénat de « traîner les pieds ». « N'engageons pas trop sur les termes », a ainsi indiqué M. Hoefel. « Ce traité est un aboutissement, nous serons efficaces, rapides et constructifs », a renchérit M. Lucotte.

## La prudente réserve de M. Pasqua

L'UDF, rangée en ordre de marche, attend maintenant que son puissant allié, le RPR, fasse de même. M. Hoefel a assuré qu'il « aller dans le sens de la ratification du traité de Maastricht était conciliable avec le souci de l'union de la majorité sénatoriale RPR-UDF ». Pour l'instant, la concertation sénatoriale qu'il anime est cependant en chômage technique. M. Charles Pasqua, qui préside aux destinées du groupe gaulliste, s'en tient toujours à une prudente réserve. Il est resté totalement silencieux lors du dernier conseil national de son mouvement, laissant M. Philippe Séguin, qui fut son allié dans son offensive contre M. Jacques Chirac, en janvier 1990, affronter quasiment seul la direction du RPR.

M. Pasqua a beaucoup à perdre dans cette affaire. Soucieux de ménager l'UDF pour des raisons tactiques liées à la prochaine élection à la présidence du Sénat, il doit également tenir compte du courant hostile à Maastricht qui perdure dans son groupe en dépit de la nouvelle orientation plus favorable à l'Union européenne que semblent avoir adoptée MM. Jacques Chirac et Alain Juppé (le Monde du 29 avril). Avant l'examen en Sénat du projet de loi relatif à la révision constitutionnelle, le président du groupe RPR dispose désormais d'une quinzaine de jours pour aboutir à une synthèse difficile au sein de sa famille et, partant, au sein de la majorité sénatoriale.

GILLES PARIS

La LCR contre l'Europe « des marchandises et de la finance ». — Le comité central de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), réuni les 25 et 26 avril, a adopté à l'unanimité moins quatre abstentions une déclaration dans laquelle elle affirme son hostilité au traité de Maastricht, qui crée, selon elle, une Europe « des marchandises et de la finance », « des inégalités et des exclusions », et « de la bureaucratie et de l'arbitraire ». « Dire non à Maastricht, ce n'est pas pour autant se retrancher dans des frontières nationales dépassées, ajoute l'organisation trotskyste. Il est donc urgent de sortir du dilemme entre un ralliement résigné à Maastricht et un isolement dans la coquille de l'Etat nation. Le mouvement social doit être capable de se mobiliser par-delà les frontières, sur des objectifs communs contre le racisme, le fascisme et pour les droits sociaux. »

Précision. — M. Jacques Toubon, député RPR de Paris, dont nous avons indiqué (le Monde du 30 avril) qu'il avait été un des quatre dirigeants du RPR à applaudir

le discours de M. Séguin devant le conseil national du mouvement, n'approuve pas pour autant les thèses de l'ancien ministre, comme la rédaction de notre article pouvait le laisser croire. Il est, au contraire, parmi les orateurs qui ont exprimé leur désaccord avec lui. « Cette révision constitutionnelle », a notamment dit M. Toubon, « doit être l'occasion de réaffirmer notre engagement pour la construction européenne. »

Sondage BVA : M. Mitterrand gagne sept points. — Une enquête de BVA publiée dans le numéro de Paris-Match daté du 30 avril indique que la cote de popularité du président de la République enregistre, en avril, une hausse de sept points. 38 % des personnes interrogées, au lieu de 31 % le mois dernier, assurent avoir une « bonne opinion » du chef de l'Etat, 55 % déclarent en avoir une « mauvaise ». M. Bérégovoy dispose, pour sa part, d'un solide positif de bonnes opinions (42 % contre 28 % de mauvaises). Ce sondage a été réalisé du 15 au 21 avril auprès de neuf cent trente-cinq personnes.

Les travaux parlementaires

## Les députés approuvent l'ouverture partielle du capital des groupes publics d'assurances

Les députés ont adopté, mercredi 29 avril, le projet de loi adaptant au marché unique européen la législation applicable en matière d'assurances et de crédit, présenté par M. Michel Sapin, ministre des finances. Le projet, qui prévoit notamment l'ouverture partielle du capital des groupes publics d'assurances, a été voté par le seul groupe socialiste, l'UDF et l'UDC se sont abstenues ou n'ont pas participé au scrutin, ainsi qu'une partie du RPR, l'autre votant contre, tout comme le groupe communiste, résolument hostile au projet.

Le gouvernement s'est précédemment soucieux de réserver aux députés la primauté de certaines informations. Après M. Pierre Joxe pour les restructurations militaires et M. Jean-Noël Jeanneney pour la préemption du réseau de la Cinq par le gouvernement, M. Sapin a pris le relais en annonçant aux députés l'accord de principe donné par le gouvernement français à la BNP à propos d'un projet de rapprochement avec une banque allemande, la Dresdner Bank (lire page 13).

Le ministre de l'économie et des finances a profité de l'occasion qui lui était offerte par l'examen du texte adaptant au marché unique européen la législation applicable en matière d'assurance et de crédit. Le projet prévoit notamment que l'Etat ne pourra dorénavant contrôler que 50 % du capital des groupes publics d'assurance (UAF, AGF et GAN) au lieu de 75 % actuellement. Il modifie également le statut de la Caisse nationale de

Le Sénat ratifie le traité de non-prolifération des armes nucléaires. — Les sénateurs ont ratifié à l'unanimité, mercredi 29 avril, le traité de non-prolifération des armes nucléaires présenté par M. Georges Klejman, ministre délégué chargé des affaires étrangères. Au cours du débat, M. Guy Cabanel (Isère, Rép. et ind.), rapporteur du projet de loi autorisant la ratification du traité, a demandé l'organisation d'un débat sur les orientations de défense de la France.

prévoyance, qui devient une société anonyme, ce qui lui permettra, selon M. Sapin, de « trouver plus facilement des fonds propres ».

Pour parvenir à ces privatisations partielles, deux solutions sont envisageables : soit le gouvernement autorise les sociétés publiques à augmenter leur capital par appel à d'autres investisseurs, ce qui diminuerait automatiquement sa propre participation, soit il cède des actifs, cette deuxième solution permettant également de répondre en partie aux problèmes budgétaires qui se posent actuellement.

M. Sapin a expliqué que l'Etat a consenti « de très gros efforts » à l'égard de ces sociétés et qu'il ne serait pas injustifié qu'il recueille aujourd'hui, en partie par des cessions directes, « le retour normal de l'accroissement

de la valeur de ces groupes auquel il a beaucoup contribué ». Il a ajouté, comme l'avait indiqué M. Michel Charasse, le mardi 28 avril au Sénat, que « certaines cessations d'intervention pour financer les mesures pour l'emploi ».

An cours de la discussion, les députés ont décidé, sur une proposition de M. Raymond Duuytre (PS, Sarthe) et contre l'avis du gouvernement, que l'expert chargé par l'assureur d'établir un plan d'indemnisation, en cas de catastrophes naturelles, doit visiter les lieux affectés en présence du sinistré.

Les parlementaires socialistes ont approuvé un autre amendement de M. Douyère, soutenu par M. Jean-Paul Flanchon (PS, Seine-et-Marne), rapporteur du projet, qui élargit le champ d'intervention des institutions finan-

cières spécialisées (qui interviennent dans les circuits de financement de l'économie depuis le déclassement bancaire de 1984) à des activités concurrentielles autres que celles affectées à l'emission. L'adoption de cette disposition a conduit une partie des députés de l'opposition à voter contre le texte.

M. Sapin a enfin profité d'un amendement, repoussé par l'Assemblée nationale, de M. Charles Millon (UDF, Ain), instituant un plan d'épargne en actions, pour indiquer à nouveau que le gouvernement avait l'intention de déposer « au cours de la session parlementaire de printemps » un projet de loi sur ce sujet.

G. P.

La lutte contre l'extrême droite

Les défilés syndicaux du 1<sup>er</sup> mai feront une large place au combat contre le racisme

Plusieurs manifestations sont prévues le vendredi 1<sup>er</sup> mai, jour de traditionnels défilés syndicaux, contre le racisme et contre l'extrême droite. Un appel à la « remobilisation » contre le Front national avait été lancé en mars dernier par des intellectuels et des artistes. Place de la République, à Paris, vendredi après-midi, la CGT a prévu de manifester pour « la défense des valeurs de progrès social et de justice » et contre « la montée de l'extrême droite ».

Une trentaine d'organisations régionales ou nationales ont décidé de participer à cette manifestation, parmi lesquelles la CFDT, la FEN, SOS-Racisme, le MRAP, la Ligue des droits de l'homme, le FAIST (solidarité avec les travailleurs immigrés), des associations d'homosexuels et de lesbiennes, des travailleurs immigrés (Marocains, Turcs, Italiens, Irlandais, Kurdes), le SNES, le SNUI (impôts), l'UNEF, la JOC, le CASIF (assistants sociaux).

La direction nationale du la CFDT organise, de son côté, au même moment, un rassemblement syndical européen à Halluin, près de la frontière franco-belge, en liai-

son avec la Fédération de l'éducation nationale et l'UNEF-ID. Des délégations venant de Belgique, de Grande-Bretagne, d'Allemagne, de Bulgarie et de Hongrie sont attendues à cette rencontre, dont le mot d'ordre sera « le syndicalisme pour la démocratie, contre les exclusions ». Une table ronde doit associer, notamment, MM. Jean Kaspar (CFDT), Guy Le Nouanec (FEN), Jean-Claude Winkler (GAF) et Philippe Campinchi (UNEF-ID). Elle sera suivie d'une fête.

Force ouvrière, qui est réunie en congrès à Lyon, mettra fin à ses assises par un « 1<sup>er</sup> mai international » qui débutera « dans la matinée, devant le Musée des canuts ».

**Le Monde**  
PUBLICITE  
TOURISME-GASTRONOMIE  
Renseignements  
46-62-73-75

## DE QUOI PRENDRE DES DECISIONS. PAS DES LEÇONS.

Cette semaine,  
NUMERO SPECIAL PATRIMOINE :  
Comment bien acheter des actions  
à Paris en 1992.

Quelle fiscalité pour quel placement.

ISF : comment faire votre déclaration.

Gestion de fortune :  
les conseils de 6 spécialistes  
pour 3 cas concrets.

Assurance vie :  
comment choisir le bon produit.

**ECONOMISTE**  
CHAQUE SEMAINE, ANALYSEZ, DECIDEZ !

## Le blâme privé de M. Ceyrac

Au cours de sa réunion hebdomadaire, mardi 28 avril, le bureau politique du Front national a infligé un blâme à M. Pierre Ceyrac, membre du comité central. Il n'est décidé que cette sanction ne serait pas rendue publique mais garderait un caractère interne.

Représentant en France de la secte Moon, député européen et conseiller régional du Nord-Pas-de-Calais, M. Ceyrac avait publié, le veille, dans le Figaro, un article critique à l'égard de M. Bruno Mégret. Véritable réquisitoire contre le délégué général accusé d'avoir développé une « stratégie » dans la période précédant les dernières élections (le Monde du 29 avril), cet article, en revanche, ne mentionnait pas le nom de M. Jean-Marie Le Pen. Devant le bureau politique, M. Ceyrac a été défendu, dit-on, par un « bon avocat », en la personne du président du

(Il Le calendrier fixe la fête de Jeanne d'Arc le deuxième dimanche de mai.)

Daguet







## SOCIÉTÉ

Le maire d'un village de Haute-Saône inculpé

## Le rêve perdu d'Auxon

L'homme d'affaires italien qui devait faire d'Auxon une « tête de pont économique européenne » fait l'objet d'un mandat d'arrêt international. Et le maire de ce village de Haute-Saône, qui avait promis monts et merveilles à ses administrés, est aujourd'hui inculpé de faux en écritures et ingérence.

VESOUL

de notre correspondant

M. Hubert Fournier, préfet de Haute-Saône, a demandé sa démission en tant que maire d'Auxon. M. Louis Locatelli (divers droite). A quarante-huit ans, cet import-exportier forestier qui fut réélu maire en 1989 grâce à son projet industriel de démolition depuis huit mois qu'il a perdu la confiance de ses huit collègues du conseil municipal.

Le préfet ne peut tolérer que la commune reste sans budget pour 1992. M. Locatelli, dont l'entreprise est en redressement judiciaire depuis le 27 février, est inculpé de faux en écriture et d'ingérence depuis le 20 février et plusieurs décisions communales sont attaquées devant le tribunal administratif.

M. Locatelli a qualifié de « cadeau de Pâques », fait aux conseillers devenus ses adversaires, son dernier acte de maire : il a arrêté lui-même que le maire poursuivra en paiement les

six élus regroupés en comité de défenses et la commune était condamnée dans le cadre de la liquidation de l'entreprise de travaux publics et de travaux routiers chargée de réaliser le rêve né à la veille des élections cantonales de 1988. Lequel des 370 villageois n'aurait pas perdu le 20 hectares du prés que la commune se devait d'acquiescer à la Roguissou ? Le maire, industriel en bois, annonçait l'arrivée de cinq sociétés, dont une usine de lamellé-collé pour les marchés mondiaux et un édifice en verre pour « recommander la Haute-Saône comme emplacement idéal d'entreprises ». Depuis la Suisse voisine, la commune et le département se voyaient offrir des investissements pour « 50 millions de francs français ».

Le projet était présenté par un certain Gianfranco Ramoser, dirigeant de la SIFA Engineering AG, à Kreuzlingen, en Suisse. Cet Italien de trente-six ans « parlait peu, mais laissait entendre beaucoup », rapportent ses partenaires français qui recevaient les plaquettes de la maison mère, SIFA, la grande entreprise de construction du Frioul. Parmi les actionnaires intéressés par Auxon, n'y avait-il pas, en page de sérieuse, John Berger, le transporteur autrichien père du pilote automobile ?

Avec Lidie, sa secrétaire, qui se faisait passer à l'occasion comme chargée de mission d'un

ministère italien, Gianfranco Ramoser organisait même un voyage en Allemagne pour que les élus voient les usines déjà en plein travail. Les Français s'étaient accordés à lui, permis et subventions. C'est ainsi que la commune, dont le budget annuel est de 1 million de francs, emprunta 400 000 francs pour acheter les prés. Puis 100 000 mètres cubes de déblais et remblais furent versés pendant l'été 1990 et les deux permis accordés...

## Une « vraie-fausse » délibération

Aujourd'hui, le maire d'Auxon ne peut pas payer. L'affaire a éclaté le 10 juillet 1991, jour où deux banquiers suisses sont venus réclamer 30 millions de francs français. Le maire étant absent, les adjoints tombèrent des nues : la banque de Thurgovie présentait le copie d'une « délibération » municipale du 11 août 1989, garantissant le paiement de plus de 29 millions. Or, sur le registre communal, c'est l'état budgétaire du percepteur qui figure à cette même page 197... Qui a donc rédigé cette prétendue caution, qui ne fut pas envoyée en préfecture et où la signature du maire et du cachet communal paraissent les seuls éléments authentiques ?

La réponse intéresse la chambre d'accusation de la cour d'appel de Besançon, qui dirige l'enquête confiée à la gendarmerie, mais aussi un juge d'instruction de Thurgovie, assise d'une

plainte en escroquerie de la banque TKB et d'autres délégués pour avoir suivi après la faillite de la société d'ingénierie helvétique. N'est-ce pas grâce au « vrai-faux » d'Auxon qu'un crédit de 6 millions de francs suisses fut accordé à la société de M. Ramoser ? Un directeur de banque a été licencié et un dirigeant de la société suisse serait déjà arrêté.

Le bel Italien et son ami suisse ont fui la Suisse. Et les enquêteurs découvrent non seulement des faillites de succursales en Suisse et en Allemagne, mais aussi des ardoises au Val d'Ajol, dans les Vosges, et à Valentigney, dans le pays de Montbéliard.

A Auxon, la démolition est amère. Le liquidateur de SIFA Construction France, dans laquelle M. Locatelli avait lui-même 1 % d'actions, vient de demander à la commune 950 000 F de dédommagement pour les « 5,7 millions de travaux entrepris ». Le juge des référés se déclare incompétent. « Je n'ai rien à dire à la presse », se contente de répondre le maire, dont la démission est attendue par les conseillers. « Il ferait mieux de s'en aller de lui-même », indique M. Jean-Marie Valder, le deuxième adjoint, qui élève ses moutons face à la plate-forme inachevée et désormais inutile qui défigure un paysage bucolique.

ANDRÉ MOÏSSÉ

## SPORTS

L'Atlantique à la rame  
Onze hommes  
à bon port

Les onze rameurs de la yole le Mondiale, partie des Canales le 25 mars pour traverser l'Atlantique d'est en ouest (le Monde du 26 mars), sont arrivés, mercredi 29 avril, à Fort-de-France (Martinique), après trente-six jours de mer et une équipe de 4 700 km. « Il était temps que ça s'arrête », a confié Charles-Henry de la Moynerie, un décorateur parisien qui, comme ses camarades, pour la plupart d'anciens champions d'aviron, a donné plus de 400 000 coups de rame au cours de cette traversée inédite.

Pour les uns, le plus dur aura été les reliefs de nuit, puisque l'équipage ne s'écordait qu'une seule pause générale, à l'heure du dîner. Pour d'autres, ce fut l'extériorité des cabines, conçues pour deux, où il fallait s'entasser à quatre pour dormir. Tous estiment que seule une emittie vieille de vingt-cinq ans leur a permis de triompher des vicissitudes du quotidien. Inévitables sur un bateau de trois mètres de large sur seize mètres de long.

Malgré certaines tensions dues à la fatigue, le radiologue Jean Juras n'a pas eu à faire usage des tranquillisants embarqués le jour du départ. En revanche, les rameurs ont consommé de nombreux cachets d'aspirine pour calmer douleurs dans le dos, tendinites ou escarres aux fesses.

Jamais depuis les gélères royales du dix-huitième siècle, qui avaient à une vitesse de cinq à six nœuds, des rameurs ne sont allés aussi vite en haute mer, puisqu'ils ont réussi à tenir une moyenne de trois nœuds à l'heure.

LOTTO		MERCREDI 20 AVRIL 1992	
1	5	10	17
20	31	26	
20035			
2	16	20	25
35	45	18	

Les numéros gagnants de la loterie sont : 1, 5, 10, 17, 20, 26, 31, 35, 45, 18.

## A trois mois de l'inauguration

Les Jeux de Barcelone menacés  
par la surpopulation olympique

A trois mois de l'inauguration des Jeux d'été qui auront lieu du 25 juillet au 9 août, les installations sportives de Barcelone sont prêtes. Mais le Comité d'organisation (COOB) ne pourra accueillir que 15 000 participants, alors que 18 000 personnes ont demandé leur accréditation.

Visite de chantier pour tout le monde. Samedi 25 et dimanche 26 avril, les Barcelonais ont en la primure du village olympique eussent les épreuves. Dans une ambiance de kermesse, ils ont découvert les 2 012 appartements, la marina, le centre commercial dominié par des gratte-ciel jumeaux ; ils ont enfin pu se promener sur la plage, à quelques minutes du centre-ville ; Barcelone s'offre à la mer après lui avoir tourné le dos pendant des décennies.

Le « plus grand projet immobilier de la ville depuis un siècle » est aujourd'hui fermé et passé au peigne fin par les forces de sécurité. Les athlètes et leurs accompagnateurs l'occupent pendant les Jeux, les Barcelonais reviennent s'y promener à la mi-août et les propriétaires pourront prendre possession de leur bien à l'automne : 65 % des logements ont d'ores et déjà été vendus, sans exception. L'air conditionné a été installé pendant la durée des Jeux, la ville ne pouvant fournir assez d'énergie pour faire oublier les 35 degrés qui règnent l'été dans la capitale catalane.

A trois mois des Jeux, le village est à l'image des installations olympiques, fiévreux. Les responsables du Comité d'organisation (COOB) s'attachent pourtant les cheveux : 10 000 athlètes et 5 000 accompagnateurs étaient prévus (contre 13 500 à Séoul). Ils sont 18 000 (12 000 athlètes et 6 000 accompagnateurs) à frapper à la porte du village... et 31 des 176 pays invités n'ont pas encore renvoyé leur demande d'accreditation au Comité international olympique (CIO).

L'éclatement de l'empire soviétique et l'arrivée des pays baltes, la reconnaissance de l'Afrique du Sud, les « imprévus » expliquent pas tout. Le CIO déplore les ambitions inflationnistes de certains Comités nationaux olympiques (CNO). Parmi les « gourmands », l'Espagne, la Chine et la France. 399 athlètes tricolores se sont inscrits (361 en sports olympiques,

48 en sports de démonstration) et 229 officiels. Une importante délégation du Comité national olympique et sportif français (CNOSF) s'est récemment rendue à Barcelone afin de négocier ce dépassement des quotas.

La défense  
contre la démesure

« Il n'y a pas de quoi s'alarmer, estime Jean-Michel Oprodeck, directeur des sports de haut niveau au CNOSF. Chaque délégation envoie toujours un nombre supérieur de demandes d'accreditation en espérant que toutes ses équipes seront sélectionnées. En France, les sélections se poursuivent jusqu'au 12 juillet. Par exemple, nous avons 75 sportifs en athlétisme. Ils seront sans doute 55 en 56 à Barcelone. Il est vrai que nous allions trop d'accompagnateurs. Avec l'accord du COOB, nous logerons 70 d'entre eux hors du village olympique, à nos frais », Jean-Michel Oprodeck s'inquiète, pourtant : 390 places « françaises » sont réservées au village olympique, il en faudrait 80 de plus « dans l'optique d'une demande raisonnable d'inscriptions » (1).

« Il est hors de question d'installer des athlètes hors du village olympique, pour des raisons d'hygiène et de sécurité », explique Michèle Verdier, directrice de l'information du CIO. Nous allons demander aux

FOOTBALL : les barrages pour l'accès à la première division. Les équipes de deuxième division d'Angers et de Strasbourg n'ont pu se départager (1-1), mercredi 29 avril, à Angers, en match « aller » des barrages pour l'accès à la première division. La seconde manche doit avoir lieu samedi 2 mai co-Auxois. L'équipe qualifiée devra ensuite affronter le club classé à la dix-huitième place du championnat de première division.

Finale de la coupe de l'UEFA. Les Néerlandais de l'Ajax Amsterdam et les Italiens du Torino n'ont pu se départager (2-2), mercredi 29 avril, à Turin, à l'occasion du match « aller » de la finale de la coupe de l'UEFA européenne (UEFA). Avant la seconde manche, le 13 mai aux Pays-Bas, l'Ajax paraît bien placé pour remporter son premier trophée européen depuis son triple succès en coupe des clubs champions (1971-1972-1973).

mauvais élèves de revoir leur copie, de dégraisser les listes. S'il y a encore des contentieux, nous franchirons. Cette augmentation est le résultat de la sélection. Le nombre des disciplines, aussi, va être révisé à la baisse. Des sports nouveaux sont entrés au gotha olympique quand d'autres disparaissent des Jeux. Il restera sept sports de la saison 1994, mais les sports nouveaux sont entrés au gotha olympique quand d'autres disparaissent des Jeux. Il restera sept sports de la saison 1994, mais les sports nouveaux sont entrés au gotha olympique quand d'autres disparaissent des Jeux.

Depuis deux ans, le Comité international olympique planche sur ce dossier. En 1996, tous les sports olympiques devront se soumettre à des sélections. Le nombre des disciplines, aussi, va être révisé à la baisse. Des sports nouveaux sont entrés au gotha olympique quand d'autres disparaissent des Jeux. Il restera sept sports de la saison 1994, mais les sports nouveaux sont entrés au gotha olympique quand d'autres disparaissent des Jeux.

BÉNÉDICTE MATHIEU

(1) Il existe deux autres lieux de résidence pour les athlètes : le collège Le Sully, situé près des épreuves de canoë-kayak (20 Français) et le village de Barcelone qui accueille les participants aux épreuves d'aviron (dont 38 Français).

CORRESPONDANCE  
La crise du hockey  
sur glace français

Nous remercions de M. Jean-Marie Quintard, président du Hockey Club Amiens-Somme la lettre suivante :

J'ai lu avec surprise dans l'article de Bénédicte Mathieu sur la crise du hockey sur glace français (le Monde du 28 avril) que le club d'Amiens était cité comme club en redressement judiciaire. Je tiens à vous signaler qu'effectivement le club (ASC) avait connu de grosses difficultés auparavant, mais que, depuis janvier 1991, le nouveau club (Hockey Club Amiens-Somme) est repassé sous la forme d'association, loi 1901, à statuts renforcés, ce qui impose un contrôle d'un commissaire aux comptes officiels. Grâce à l'aide de nos principaux partenaires (ville d'Amiens, conseil général et régional) et à une gestion rigoureuse, les finances sont saines.

## CARNET DU Monde

## Naissances

M. Frédéric DARDEL et M. Dominique Brunet, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils  
Alexandre.  
Paris, le 25 avril 1992.

## Mariages

M. Jacques-Hubert AUBRIOT et M. Catherine Bataillon, ont la joie d'annoncer le mariage de leur fils  
Christophe  
avec  
M. Mireille CALVET.  
Le samedi 2 mai 1992, à 14 h 30, en l'église abbatiale Saint-Etienne de Caen.  
17, rue de l'Académie, 14000 Caen.

## Décès

Patrick Bloche, Et les militants de la section XI-Charonne du Parti socialiste, ont la grande tristesse de faire part du décès, le 24 avril 1992, dans sa soixante-dix-huitième année, de leur commandeur.  
Maurice BERLEMONT, conseiller de Paris (onzième arrondissement) de 1943 à 1978, chevalier de la Légion d'honneur, médaille de la Résistance, croix du combattant volontaire de la guerre 1939-1945.  
Les obsèques ont eu lieu le jeudi 30 avril.

(Né en 1914 à Mennetou (Aisne), employé de banque, Maurice Berlemont, militant et membre du Parti communiste avant la guerre, avait été arrêté à Paris en application du décret relatif à la lutte contre les activités communistes, le 10 mai 1940. Il avait été libéré en septembre 1940 en raison de son appartenance au parti Hitler-Staline. S'étant engagé deux mois plus tard à la fin de la guerre, il était entré dans la clandestinité et avait été arrêté en 1945. Il avait été réintégré dans le parti communiste au Conseil de Paris de 1971 à 1978, année où il était démis de son mandat pour raisons de santé. Fils de Henri Fajon et de son épouse, il avait quitté le PCF et rejoint le PS au début des années 80.)

M. et M. Jean-Michel Biquard, M. et M. Francis Biquard, les familles Léon, Schul, Holler, Simonner, Cassiot et Nady, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Pierre BIQUARD, professeur honoraire à l'école de physique et chimie de la Ville de Paris, officier de la Légion d'honneur, médaille de la Résistance, survenu le 28 avril 1992, dans sa quatre-vingt-onzième année.  
La levée du corps aura lieu le samedi 3 mai, à 8 h 45, à l'amphithéâtre de l'hôpital Cochin, où un hommage lui sera rendu. L'inhumation aura lieu à 12 heures, au cimetière de Bagneux-Ode (Yvonne).

Le secteur protection sociale de la COT, Les camarades, ont la tristesse de faire part du décès de

Claude LASSUS, collaborateur du bureau confédéral, administrateur de la Caisse nationale d'assurance-maladie, survenu le 27 avril 1992.

Le président de l'université Paris-VII, Le directeur de l'UFR de physique, Ses amis et collègues de l'université, ont la tristesse de faire part du décès de

Jocelyne GARBAY, agrégée de physique, docteur d'Etat en sciences physiques, maître de conférences à l'université Paris-VII.

Le premier président de la Cour des comptes, Le procureur général près la Cour des comptes, Les magistrats et les fonctionnaires de la Cour des comptes, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Pierre LAVAU, chevalier de la Légion d'honneur, conseiller maître.

à la Cour des comptes, président de la Chambre régionale des comptes de Poitou-Charentes, survenu le 25 avril 1992.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 30 avril, à 14 heures, en l'église de l'Assommoir-Notre-Dame, 43, rue du Dôme, 4-Boulogne-sur-Seine.

Le 25 avril 1992, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

M. René DEFANCE, née Madeleine Thiery, s'est endormi dans la Paix du Seigneur.

M. et M. Robert Defance, M. et M. Georges Rille, M. et M. Jean-Claude Defance, M. et M. Thierry Defance, ses enfants, Bruno et Sylvie Gassin-Delye, Laure, Adèle, Bruno, Benoit et Brigitte Defance, Romario, Benjamin, Axel, François et Anne de Palus, Amadou, Aurélien, Michel et Laurence Nandy, Guilhem, Corentin, Héli, Jacques et Béatrice Marney, Baptiste, Clémentine, Olivier, Jacques et France Piau, Karine, Alexandra, Denis et Marie-Hélène Rille, Gwenélie, Valentin, Thibault, François et Marie-Pia Daillez, Marion, Alice, Renaud et Cécile Defance, Arthur, Juliette, Isabelle (17).

Mario-Benoît, Jean-Guillaume Defance, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants.  
Les familles Laurent et Thiery, vous invitent à vous joindre à eux dans leurs prières, à l'occasion de la cérémonie religieuse qui a eu lieu le mercredi 29 avril.

(Voir le Monde du 25 avril)

M. René Fréchet, sociologue et écrivain, La famille et les amis de

M. René FRÉCHET, professeur honoraire à l'Institut d'études anglo-françaises de la Sorbonne, ont la douleur de faire part de son décès, survenu le 24 avril 1992.

Les amis qui voudront se joindre à la famille pour porter les restes mortuaires au cimetière parisien de Bagneux, le lundi 4 mai, à 14 h 15.

Pierre Moatti, Denise et Charles Delannoy, Roger et Pierre Lang, et leurs familles, font part du décès, dans sa centième année, de

M. CL. MOATTI, professeur honoraire à l'Université de Paris, Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, le mardi 28 avril.

Schellhammerstrasse 79, 1100 Vienne (Autriche), 6, rue de la République, 69100 Bron.

## Anniversaires

1<sup>er</sup> mai 1988.  
Léon HOBER  
vit en ses jours.  
Ayez une pensée pour lui.

La mort  
de Francis Gross

Frère de pub

La famille et les amis : Francis Gross, décédé d'un cancer à cinquante-sept ans le mardi 28 avril, aura mille les deux tout au long d'une carrière éclectique. Son père, Maurice, lui a dédié à la fin des années 60 les films de Georges Barbs, fondés par son grand-père Jules. Le commandant s'y révèle avec l'invention de nouveaux « trucs » pour attirer la clientèle, comme les nocturnes, les buffets gratuits, ou le mariage publicitaire (le Monde du 29 novembre 1971).

Le gérant n'a moins de rétroscopie. Les difficultés du magasin de meubles le conduisent à rejoindre en 1974 son frère Gilbert, l'inventeur, en France, des centrales d'achat d'espaces publicitaires. Expansif, jamais à court d'une anecdote ou d'une métaphore, toujours bon, Francis Gross travaille au développement des filiales. Cela l'amènera pendant quatre ans, à partir de 1979, à se lancer dans la restauration avec la franchise française de Burger King.

Mais le vin de la pub - Marcel Bleustein-Blanchot n'était-il pas le parrain de Francis ? - devient excentrique au milieu des années 80. Le groupe est en rapide expansion, les deux frères en assument la direction après le départ de l'associé des débuts, Michel Doliner. La société familiale GMDM, française et suisse, devient un groupe européen, Canal, côté de Bouyer, elle s'ouvre à des « managers » anglais. Francis sauve la responsabilité de l'homme d'affaires à succès, la Légion d'honneur et les voyages, en surveillant le dossier international. Rompu à toutes les négociations, Francis Gross avait notamment mené celles du mariage de Canal avec Eurocom, l'autre géant de la publicité française, mariage rompu avant d'être consommé.

M. C. L.



# CULTURE

ARTS

## Un entretien inédit avec Francis Bacon

« Un désastre se prépare »

Parce que le Musée Picasso et la Musée des beaux-arts de Montréal préparent pour la fin de l'année une exposition consacrée aux Crucifixions de Picasso, et parce que Francis Bacon a souvent dit sa passion pour ces œuvres, Jean Clair, directeur du Musée Picasso, s'est rendu à Londres, en août 1991, pour rencontrer l'artiste. Leur entretien avait porté sur Picasso, évidemment, mais aussi sur la peinture de Bacon lui-même, la littérature, le tragique et la mort. Nous publions ici de larges extraits de cette conversation inédite, dont l'intégralité sera publiée par la Réunion des musées nationaux, dans le catalogue de l'exposition. Celle-ci s'ouvrira au Musée Picasso le 17 novembre. On y verra la triptyque de Francis Bacon, Trois études pour la base de la Crucifixion, l'une de ses œuvres essentielles.

« Je sais que j'ai été très influencé par Picasso, surtout quand j'étais jeune. Vous savez, pour moi, le plus grand artiste de ce siècle, c'est lui. Etiez-vous plus intéressé par ses sculptures ou par ses peintures ?

J'aime beaucoup les peintures. Mais j'aime aussi les sculptures. C'était un artiste tellement complet. Et même si dans tout ce qu'il a fait très tard, en matière de peinture, il y a beaucoup de choses que je n'apprécie pas beaucoup, il y a des dessins merveilleux. — **Surtout les autoportraits.** — Ils sont extraordinaires. Et je me souviens, je ne sais pas comment c'est venu, je ne me souviens d'avoir discuté un jour avec Michel Leiris, on parlait du surréalisme, j'ai dit que oui, bien sûr, Picasso était le meilleur peintre surréaliste. Et il m'a répondu, bien sûr, qu'il n'avait rien à voir avec le surréalisme. Ça qui est sans doute vrai — il n'appartenait pas au parti des surréalistes — mais peut-être qu'après tout les Espagnols sont fondamentalement surréalistes. — **A cause de sa manière paroxystique de traiter la figure ? De sa proximité avec la mort ?** — Ça va toujours de pair chez tous les grands artistes. — **Vous avez déjà vu la Crucifixion de Picasso ?** — Je ne l'ai jamais vue. Je n'ai vu qu'une reproduction. Mais les dessins ! Il y a quelques très beaux dessins autour de la Crucifixion. — **Où, nous avons environ treize dessins de 1932, qu'il semble avoir faits d'après Grünewald, à Colmar.**

— J'aime particulièrement celui où l'on voit un morceau de tissu, avec simplement une épingle à nourrice. Mais il y a énormément de choses de Picasso que je n'aime pas du tout. Comme ses versions de Las Meninas. — **Pourquoi ? Vous pensez qu'elles sont trop formelles ?** — Je pense que... Je trouve que c'est une chose tellement parfaite qu'on n'aurait rien dû faire avec Las Meninas. — **On ne peut rien ajouter, transformer ?** — Exactement. C'est comme les choses stupides que j'ai essayé de faire moi-même un jour, à partir de ce grand pape de Velasquez. Et c'était vraiment très stupide, parce qu'on ne peut rien ajouter à quelque chose d'aussi parfait. Je regrette encore beaucoup d'avoir fait ces tableaux. Je les déteste. — **Ils sont considérés comme vos chefs-d'œuvre.** — Eh bien, je n'aime pas. Je ne pense pas qu'ils fonctionnent — pour moi. Je regrette toujours beaucoup de les avoir faits. — **Pour revenir à la Crucifixion, pensez-vous que vous pourriez ajouter quelque chose à une scène que l'on représente depuis presque deux mille ans ?** — Je pense que c'est stupide de faire ça, mais il y a une des images de la Crucifixion, la figure sur la croix, qui figure au Musée Guggenheim, que j'aime toujours — le panache. — **Vous pensez au premier pain-neu ?** — Non, au troisième, en fait. — **Mais nous nous éloignons de la Crucifixion elle-même avec ce troisième pain-neu. C'est plus qu'une crucifixion, c'est presque un massacre, une boucherie, de viande et de chair pilée.** — Bon, mais c'est ça la crucifixion, après tout. Vous pensez que c'est doux ? — **C'est devenu une chose très banale, on porte ça sur la poitrine, sur le corps, comme un bibelot, par exemple, un bijou.** — Exactement. C'est tout à fait vrai. Avec vous, c'est étonnant, vous êtes catholique ? Bien entendu, vous avez présumé, il est inévitable qu'on voie les choses sous cet angle, d'après la manière dont on a été élevé. On y pense de tout ça, mais en fait on ne peut rien imaginer qui soit plus barbare que la crucifixion, et que cette manière précise de tuer quelqu'un. — **Est-ce que le fait d'être irlandais a eu une influence pour vous ?** — En fait, je ne suis pas irlandais. Je suis né à Dublin, mais mon père et ma mère étaient anglais tous les deux. Mon père a vécu là-bas parce



Francis Bacon : « Etude pour un autoportrait », 1985-1986.

qu'il était entraîné de chevaux de course. Ça revenait bien moins cher de travailler là-bas plutôt qu'en Angleterre, c'est la seule raison. En réalité, je ne suis pas irlandais. Ça m'est égal d'être anglais ou irlandais, mais ce qu'il y a, évidemment, c'est que, comme je suis resté là-bas jusqu'à quinze ou seize ans, ça détermine beaucoup, toute l'atmosphère irlandaise. C'est un pays de littérature, de poésie, de peinture. Pas du tout. Mais c'est à cause de l'Église, bien sûr, que des gens comme Joyce et, pour une grande partie de son temps, Yeats aussi ont dû vivre en dehors de l'Irlande parce que... — **Pour survivre ?** — Oui. Et il y a un livre très intéressant qui est sorti après la mort d'Elliot avec la correction des originaux, et puis les corrections faites par Ezra Pound. Ezra Pound en avait fait quelque chose de dix fois mieux. Et bien sûr, si on avait ça en peinture, ce serait absolument merveilleux, quelqu'un qu'on puisse aller voir, quelqu'un qui nous dirait : « Ne

fais pas ci, jette ça... » et plein de choses du même genre. Mais il n'y a personne — je n'ai jamais eu la chance de connaître quelqu'un. —

### « Un sens très fort de la tragédie »

— **Et William Blake ? Vous avez fait deux fois le portrait de Blake.** — Je ne m'intéresse pas du tout à William Blake. Quelqu'un m'a demandé de faire ces portraits, c'est tout. — **Mais ça vous intéressait de les faire ?** — Pas vraiment. — **Non ?** — Ça m'intéressait plutôt de faire les textes. Quelqu'un m'a donné un manuscrit de son masque mutuel, c'est tout. Mais je n'aime pas vraiment. Je déteste le travail de Blake. Non, pas ses poèmes, mais ses des-

sin et toutes ces choses-là, je les déteste. Je veux dire que je les déteste intensément. Je les déteste de la même manière que je déteste les œuvres préraphaélites. — **Je peux imaginer cela, plus facilement. Mais pour revenir au triptyque de 1944, vous l'avez appelé une « Base pour la Crucifixion ».** — Bon, je vais vous dire quelle était l'idée... Je n'ai jamais fait la Crucifixion, l'idée était que j'allais mettre ces images autour de la base et puis je n'ai jamais fait la Crucifixion, alors... — **Parce que la base suffisait ?** — Non, ce n'est pas ça. Je ne sais pas ce qui s'est passé. Je n'ai jamais continué, c'est tout. J'ai juste essayé de faire autre chose. Je n'ai jamais continué et dans mon idée elle devait se placer autour de la base, et la Crucifixion serait venue par-dessus. Et puis je n'ai jamais fait la Crucifixion... Parce que, vous comprenez, ces figures étaient tellement influencées par Picasso, par les dessins de Picasso, de 1926 à 1928, tous les dessins et les tableaux de cette période. — **Où.** — En fait, Picasso était un homme extraordinaire. Pour moi, c'est le plus grand génie de ce siècle. Je me trompe sans doute complètement à ce sujet, mais vous savez... quand je pense à Matisse et à Giacometti et à des gens comme ça, je ne peux pas les comparer, je pense qu'ils sont très en dessous, j'ai peut-être tort, en dessous des qualités de Picasso, parce que je pense que Picasso a un sens tellement universel des choses. Et un sens très fort de la tragédie. — **Vous aussi, vous avez un sens de la tragédie.** — Ce serait naturel pour moi. Après tout, je suis né en 1909... Je ne me souviens, quand j'avais cinq ans, mon père m'a parlé du début de la première guerre mondiale. Et à l'époque nous étions en Irlande pendant tout le temps de ce qu'on avait l'habitude d'appeler « les troubles » de ce

temps-là. Et puis la seconde guerre mondiale. C'est ça, la raison. Alors ce n'est pas tant... ce sont les circonstances de l'époque durant laquelle on a vécu. — **Mais pensez-vous que la vie dans les années 30, la vie quotidienne, était beaucoup plus — comment dirais-je... — pas plus terrible, mais... Est-ce qu'il n'y avait pas plus de détails horribles dans les journaux chaque jour, plus qu'aujourd'hui ? On est devenu plus civilisé, d'une certaine manière, plus hypocrite, aussi.** — En fait, on est devenu plus civilisé pour se rapprocher de l'horreur (rire). Aujourd'hui, on l'accepte comme quelque chose de quotidien. On en est nourri, d'une certaine façon. — **Quand on regarde les journaux de l'époque, ils sont remplis de crimes et d'horreurs de toute sorte.** — Mais c'est toujours le cas. — **Vous ne voyez aucune différence ?** — Pas tellement, non. Bien sûr, on ne voit pas aujourd'hui ce qui s'est passé en Allemagne avec Hitler, mais on sent qu'un désastre se prépare. Un autre désastre. On ne peut rien y faire, parce que je crois que la vie est comme ça. Je pense qu'on a juste la chance, parfois, de traverser des périodes où on peut être heureux. Mais ce que je veux dire, ce qui se passe, c'est que, quand je dis ça, je suis très, très... je suis très optimiste de nature, mais là-dessus je ne suis pas optimiste du tout. Il n'y a pas de quoi être optimiste. Après tout, ça nait pour mourir. Il n'y a pas de quoi être optimiste, jamais. Picasso redoutait la mort, n'est-ce pas ? — **Je le pense, oui. Si on regarde les derniers autoportraits, alors on peut voir...** — Oui, on peut voir à quel point la mort le dégoûtait.

Propos recueillis par JEAN CLAIR

MUSIQUES

## Le festival éclaté

Chanson, rock, variétés : le Printemps de Bourges essaie de reconstituer le puzzle

BOURGES

de notre envoyée spéciale

Le chanteur de rock-flamenco Rodé essaye bien de reproduire sa formule parisienne des « foras », ses « boras », multiraciaux et joyeux du Rex, mais il a manqué aux trois premiers jours de Bourges 1992 une sorte de bête conviviale pour que la saute prenne. On attend donc le week-end salvateur et Stephen Eicher. L'esplanade qui mène de la Maison de la culture au très gracieux chapiteau du Magic Mirrors est longue. En chemin, on croise le Taraf de Haïdouks, une bande de Tziganes roumains qui font la manche avec naturel et jouent merveilleusement bien sur des instruments craqueurs de feu. On aperçoit des élus cravatés (en 1992, ils auront apporté aux alentours de 2,6 millions de francs à un budget global de 21 millions de francs), des sponsors, les habitués junkies aux cheveux teints, les très dynamiques entrepreneurs du Cher, dynamiques entrepreneurs de l'Etat (2 millions de francs). On écoute Pat (guitare électrique) et Véro (chapeau tarte et écharpe rouge, à la Bruni), noir et écharpe rouge, à la Bruni, interprétant Edith Piaf avec un talent chaviré au blanc sec, Yvonne Guilbent ou une Marcelline version pacifiste. Belle voix, Véronique, mais quel avenir ? Et d'ailleurs, qu'est-ce que la chanson, le rock, la variété aujourd'hui ? Le Printemps de Bourges, qui, depuis sa création en 1971, a toujours voulu être le reflet de l'année musicale écoulée, a du mal à retrouver la trace d'une quelconque idée fédératrice dans le dédale de la programmation de 1992. Non conformiste à tendance écologiste et

régionaliste à sa naissance (François Béranger, Colette Magny, Catherine Ribeiro, Jacques Higelin, Charles Trenet, les Frères Jacques...), le plus grand des festivals français de la chanson a évolué, dans les années 80, vers la puissance machinerie du rock. Un saint qualitatif qui fait passer du paysage rock français (encore timide (Téléphone en 1979) au royaume anglo-saxon (Cure, Tuxedo Moon, Rip, Rig and Panic, en 1982). Signe avant-coureux des temps, la world music tombe officiellement dans le giron de Bourges en 1989 (Cheb Khaled, Flaco Jimenez, Kassav, les Têtes brisées). Evénement, la chanson (française, rock, traditionnelle, bulgare...) ne fonctionne-elle pas comme autant d'antennes branchées sur le quotidien ?

« A partir de 1960, explique Daniel Colling, directeur du Printemps de Bourges et du Zénith parisien, la musique s'est développée autour d'un conflit de générations : la jeunesse était une force au monde adulte. Dans les années 70, il fallait dire d'une même voix. C'était la grande époque Dylan ou Maxime Le Forestier. Puis surgit l'éclatement des styles et des goûts. Même le rock officiel des rivalités d'écoles. Le public se morcelle. » Le Printemps, constate également Daniel Colling, a depuis quelques années, et malgré sa cure d'amalgamisation forcée pour cause de dépôt de bilan en 1989, multiplié les nombres de ses programmeurs (huit aujourd'hui) : « Un symphonie. Nous sommes arrivés à une époque où les nationalismes s'affirment. » Particularisme, identité,

cohabitation. Mais avec quelles règles du jeu ? En rendant un hommage vibrant au Réuninnois, artiste luthier, militant de la langue celtique (qui passait en première partie de Jacques Higelin à Bourges mardi soir), le public a montré ses choix. Même enthousiasme pour Juliette Gréco (le Monde du 28 avril) et pour le bluesman-cuisinier blanc Bill Wharton, chargé de nourrir en musique les trois cents spectateurs réunis presque en famille au Magic Mirrors. A des générations et des styles de différence, ils ont en commun d'être européens.

### Vingt-quatre antennes régionales

Une fois sa tâche culinaire-musicale terminée, Bill Wharton, qui n'est plus tout à fait un jeune homme, a recouvert son panama blanc, pour aller écouter son compatriote Leo Kottke. Surprenant guitariste acoustique, il proposait, après Bob Brozman, et avant la venue de Marc Ribot samedi prochain, un voyage solitaire au royaume subtil de l'instrument roi du blues. Ces musiciens-là jouent bien (et mieux que cela), et, s'il n'est sorti pas forcément transporté de leur concert, le public, une fois encore, apprécie. Tandis que CharliElia Couture, singulièrement empiété dans son image de rocker noir, Joe Cockor ou Steel Pulse, Anglais de Birmingham mariés aux Brésiliens de Rio Cidade Negra par la grâce du reggae — universel, lui, — font ce qu'ils font d'habitude.

Bourges, qui a aussi le souci de rétablir son assise financière, vou-

drait aller plus loin, mais ne sait pas comment. Il lui faut, certes, étendre ses ramifications, notamment par le biais du Réseau Printemps, vingt-quatre antennes régionales plus sept en Europe, chargées de déboucher les Découvertes du Printemps, trente et un groupes ou chanteurs sélectionnés parmi onze-cents candidatures. Un vivier auquel s'intéresse le Studio des Variétés, école nationale de formation au spectacle, la FNAC Musique, associée cette année aux Découvertes de demain : Brigitte Barthelemy (Auvergne), qui chante d'une très belle voix de mauvais textes, ou les Chats maigres (Loire), bonne humeur dans la lignée des Nègresses vertes ? Pour mieux comprendre aujourd'hui, Bourges voudrait rattrapper son passé. L'Espace Printemps a été ouvert, il y a deux mois, dans une ancienne quincaillerie, à deux pas du Palais Jacques-Cœur. A l'étage, une exposition d'Hervé di Rosa, une exposition d'Hervé di Rosa, définitivement étiquetée « peinture rock ». En bas, des bornes d'écoute de visionnage qui devraient permettre la consultation de plus de cent heures d'archives vidéo, une discothèque réunissant les disques compacts des principaux artistes passés au Printemps. Pour le moment embryonnaire et décevant, l'Espace Printemps reçoit cependant par semaine depuis son ouverture. Porté par le Conseil régional du Centre (budget : 7,5 millions de francs), cet espace voudrait être la première pierre d'un centre national de la chanson, calqué sur l'esprit de la Cinéma-thèque française.

VERONIQUE MORTAIGNE

# RENÉ DUMONT

## UNE VIE SAISIE PAR L'ÉCOLOGIE

JEAN-PAUL BESSET

au Vil STOCK

184 p. 110 F.

Jean-Paul Besset, à travers l'histoire d'un fils de la terre, raconte l'histoire du vingtième siècle vécue par un citoyen du monde.

LE MONDE DIPLOMATIQUE

au Vil STOCK



فكرنا من النحل

## CULTURE

## CINÉMA

## Les amants paraboliques

LA SEMAINE DU SPHINX  
de Danièle Luchetti

Gloria est une rêveuse, ça se voit tout de suite. Elle fait des mots croisés, des concours idiots dans les magazines, elle porte un petit tablier blanc et sert des tortillons à des routiers qui ne voient pas qu'elle a de beaux yeux bleus parce qu'ils regardent la télé en mangeant. Nous sommes en Emilie-Romagne, autour d'un bout du monde. Et justement le télé tombe en panne.

C'est le point de départ modeste de la Semaine du sphinx, que Danièle Luchetti a réalisée en 1989, après *Domenica* et avant le *Porteur de serviette*. Personne ne signale ce nouveau caprice désinvolte de la réalisatrice, la film, en tout cas, sort de son placard plein de fraîcheur, de charme, ne demandant qu'à pleurer.

Donc, la télé tombe en panne et le réparateur, Eolo, arrive tel Zorro, dans sa belle salopette indigo. Gloria reçoit un coup d'entente parabolique en plein cœur, prend la première étreinte avec le voleur dépanneur pour

une promesse de mariage et le poursuit désormais de son amour naïf, désordonné, opiniâtre. Suivent ses péripéties sentimentales, Luchetti décrit un quotidien énigmatique dans sa banalité, plein de mélancolie drôle, d'émotions chaleureuses, de vitalité.

Passent des bonnes sœurs qui dansent le cha-cha-cha, un censeur effectueux (Silvio Orlando, le futur « porteur de serviette »), un curé ophthalmo, des vacances grégaires. On arrive sur une plage où trône un panneau « Bienvenue à l'été », et il pleut. Tout va mal et on rit. Gloria est triste mais pas désespérée, il y a toujours un moment où elle se sent capable d'élimer, de jeter son tablier blanc à tous les vents.

Margherita Buy, à une forte et molle ronde, est une formidable Gloria. Paolo Hendel, un hilarant don Juan catholique, et Luchetti s'affirment déjà ici, dans sa cruauté douce, comme l'émule le plus convaincant du jeune maître Moretti.

DANIÈLE HEYMANN

## Théorème glacé

VINCENNES NEULLY  
de Pierre Dupouey

Jérôme et Sophie, qui se disent frère et sœur (ils le sont vraiment), un lien incestueux les unit, mais Sophie prend à ses côtés un gars qui n'est que son frère. Jérôme devient l'amant de la fille de la maison et du père, un banquier qui tire un profit matériel. Ces petits escrocs de l'amour et du sexe vont tomber sur un bon gros qui Sophie prend à ses côtés un gars qui n'est que son frère. Jérôme devient l'amant de la fille de la maison et du père, un banquier qui tire un profit matériel.

Tirée d'un roman de Patrick Besson, cette histoire semble traversée de souvenirs des *Enfants terribles* (Coccioli) et de *Théorème* (Fassina). Elle pourrait, elle devrait être sulfureuse, inquiétante, perverse, et sur la fin, douloureuse. Elle l'est, passée les séquences d'exposition, qu'ennuie. Chef opérateur de talent, Pierre Dupouey a joué, pour son premier long métrage, la carte d'une mise en scène distancée, d'un regard froid, documentaire pourrait-on dire. Les comédiens (sauf peut-être Françoise Brion en paralytique, car elle en a vu d'autres...) paraissent maladroits et l'on ne sent jamais le feu sous la glace. J. S.

## Les remords du censeur

L'ÉVASION  
DU CINÉMA LIBERTÉ  
de Wojciech Marczewski

Chahut dans une salle de cinéma : les acteurs se sont révoltés contre les stupidités supervisées par les idéologues du bureau politique, et qu'ils ont été obligés de tourner. Ils font la grève sur le tas. Leur censeur - József Gajos - a des états d'âme. Sa fille d'adolescence a travaillé pendant deux ans, les bruits du dehors s'éloignent, se sent comme une lumière injuste.

Armé d'une caméra vidéo - son documentaire a déjà été diffusé par FR3 -, le cinéaste a parié, demandé, écouté, regardé, beaucoup, attendu, sagement, pour dessiner ce portrait en gros plan d'un prisonnier. Pas de scènes choc, pas de dénonciations grandiloquentes. Des faits, des mots, des visages et des regards. Et tous les clichés volent en éclats. *De jour comme de nuit* va et vient entre le centre de son sujet et la périphérie. Le périphérique, ce sont les gardiens, qu'on se garde de caricaturer, les familles, l'avocat au langage abstrait.

## Le regard entre les murs

DE JOUR  
COMME DE NUIT  
de Renaud Victor

Le bruit, d'abord. Avant même le labyrinthe des portes, les grilles, c'est une sonorité particulière qui signe l'arrivée de la prison - au point qu'au cours des rares échappées de cette maison d'arrêt des Baumettes, à Marseille, où Renaud Victor a tourné durant près de deux ans, les bruits du dehors s'éloignent, se sent comme une lumière injuste.

Victor interroge, laisse venir le discours convenu, puis le discours subtil - celui du pouvoir et de la bonne conscience, pour que surgisse enfin le mot secret, coupant ou tout doux, qui n'appartient qu'à chacun. C'est bouleversant sans jamais s'apitoyer, et souvent comique sans jamais se moquer. Ce remarquable travail pour mieux comprendre est le fruit d'un regard, celui de Renaud Victor, qui s'est forgé juste après la fin du film. Nous aurions besoin de lui.

JEAN-MICHEL FRODON

## L'amour sur un plateau

HOLLYWOOD MISTRESS  
de Barry Primus

Ce n'est pas une maîtresse cachée que Marvin (Robert Wahl), ex-futur brillant scénariste et réalisateur, entretient à Hollywood. Tournant de médiocres publicités, en attendant de réaliser sa vie dans un restaurant de New-York, il dissimule à sa femme, mais aussi à lui-même, une passion. Pour ce cinéma dont il a fait devenir un personnage en vue, Primus révèle lorsqu'un producteur sur le retour (le toujours excellent Martin Landau) exhume un de ses anciens scripts et se met en tête de lui en confier la réalisation.

*Hollywood Mistress*, récit de leurs tribulations pour financer le projet, est l'histoire de cette « dépendance » dont les gens du show-biz ne se défendent pas plus aisément que d'une drogue. Il est aussi le prétexte à un portrait satirique des mœurs hollywoodiennes, dont le cinéma américain semble

soudain friand (ce sera le thème de *Player* de Robert Altman, sélectionné à Cannes, et qui sortira le 13 mai). En comédie va son chemin, au fil des caricatures de divers types d'hommes d'affaires prêts à mettre une poignée de dollars dans le cinéma - un vieux requin, (El Wallach), un brave péquenaud (Danny Aiello), un mafioso (Robert De Niro) - et qui ont en commun de vouloir à tout prix faire jouer leur petite amie.

Mais si le film finit par dévoiler de tristes secrets qui bouleversent le manichéisme du pur artiste et des financiers pourris, il s'est depuis longtemps pris les pieds dans les ficelles du vaudeville, encaimant dans la préface de la réalisation. Elle ne persuade guère que le comédien Barry Primus ait eu raison de quitter sa casquette d'acteur pour celle de metteur en scène. Le cinéma, resté une maîtresse exigeante. J.-M. F.

## Sentiers battus

RUSH  
de Uri Yotzki

Voilà un film curieux à force de banalité. Le long métrage de Uri Yotzki, précédemment producteur d'œuvres qui ne cherchaient pas l'originalité : *Cocoon*, *Miss Daisy et son chauffeur*. Elle e d'ailleurs choisi un thème tellement rebattu qu'on se demande s'il peut encore inspirer des variations : un équipage de flics chargés d'infiltrer les milieux de la drogue se laisse prendre au piège.

Que l'équipe soit formée d'un homme - un dur à cuire - et d'une étudiante voulant seulement payer ses études n'apporte pas grand-chose de neuf : très normalement, le flic est impressionné, puis amoureux. Non plus le fait que l'action se passe dans les années 70, époque où l'on croyait encore - encore un peu - à certaines vertus des « voyages ». Ici, en dehors de la musique - Eric Clapton - c'est juste une question de vêtements et de coiffures. D'ailleurs on recommence à porter les cheveux longs.

L'action est menée d'une main ferme avec ce qu'il faut de violence, de rythme, d'effets de caméra. Les acteurs - Jennifer Jason Leigh et Jason Patric - jouent très sérieusement, et grimacent leur état de manque avec comme des souvenirs personnels dans le regard noyé. On a tellement vu de scènes souffrantes au cinéma et à la télé qu'on a l'impression de tout en connaître. C'est évidemment faux. C. G.

## Le cauchemar d'Adrienne

TRAHIE  
de Damian Harris

Goldie Hawn n'avait rien tourné depuis 1989. Voilà le film de son « come back ». Elle s'appelle Adrienne, elle est restauratrice d'objets d'art, bourgeoise de Manhattan, mariée à un conservateur de musée qu'elle a rencontré dans un restaurant et mère d'une petite fille.

Tout cela est assez longuement exposé. Puis les événements se bousculent : il y a un meurtre au musée, le mari, Jack Saunders (John Heard), périt carbonisé dans un accident d'automobile. Et Adrienne découvre que l'homme avec lequel elle a vécu heureuse avait pris l'identité d'un autre, mort depuis seize ans. Le faux Jack Saunders, elle l'apprend assez vite, s'appelle Frank Sullivan. Mais cela ne suffit pas pour éclaircir le mystère dans lequel Adrienne s'enfoncé comme dans un cauchemar.

Réalisateur du *Dossier Rachel*, piquante comédie de mœurs située à Londres, Damian Harris s'est voulu, cette fois, disciple de Hitchcock dans le thriller psychologique. Femme blonde en péril, révélations successives, mort qui rôde, effets d'angoisse garantis, insupportable tueur psychopathe : c'est très appliqué, très consciencieux et sans la moindre surprise. J. S.

D. Albert et Besson. - Quatre récitals réunissant le poète espagnol Rafael Alberti et le chanteur Paco Ibáñez auront lieu les 4, 5, et 6 mai au Casino de Paris (tél. : 49-95-99-99).

## DEMANDES D'EMPLOIS

## CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale Pour l'Emploi  
vous propose une sélection de collaborateurs :

- INGENIEURS toutes spécialisations.
- CADRES administratifs, commerciaux
- JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

DIRECTION GÉNÉRALE FINANCIÈRE SC. Po. - plus de 20 ans expérience réussie et diversifiée : secteurs d'activité et dimension d'entreprises personnelle ou familiale - relations bancaires confirmées.

RECHERCHE : mission auprès PDG - gestion conseil stratégique, restructuration financière ou management - cession - reprise - direction générale transition audit financier, gestion - Paris - province. (Section BCO/Cadros IV 2202.)

INGÉNIEUR COMMERCIAL EXPORT - solide expérience de la vente en Europe, USA et Amérique latine - bilingue anglais et espagnol.

RECHERCHE : responsabilité développement commercial à l'export : études de marché, plan marketing, création et animation réseau vente.

OUVERT : à toutes propositions - Formation ingénieur électromécanicien - marketing management - 35 ans. (Section BCO/JV 2203.)

DIRECTRICE DE BOUTIQUES DE LUXE - responsable des achats et du personnel - 28 ans, bilingue - anglais courant - 10 ans expérience prof. à Londres et à Paris. (Section BCO/JV 2204.)

RECHERCHE : poste de responsabilité dans une maison prestigieuse à Paris - disponible rapidement. (Section BCO/JCB 2204.)

47 ans - CADRE DE GESTION : économie, IAE, ICG, DESS finance - expérience de plus de 17 ans en comptabilité et fiscalité - contrôle interne et reporting - formation - mobilité géographique.

STUDIE : toute offre d'entreprises pour l'accompagner dans son développement par une politique rigoureuse d'économies et une maîtrise des risques. (Section BCO/BD 2205.)

CADRE SUPÉRIEUR COMMERCIAL ET MARKETING - mobile France - étranger - dynamique - grande expérience principalement dans le secteur industriel et de conseil des services - excellent animateur, meneur d'hommes - très bon gestionnaire - science Éco.

SOUHAITE : responsabilités animation commerciale France Export. (Section BCO/JV 2206.)

ANPE

ÉCRIRE OU TÉLÉPHONER :  
12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 03  
Tél. : 42-85-44-40, poste 27.

## ASSOCIATIONS

## Appel

Conférence publique  
à AQUARIUS, 20 h 30  
84, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, Paris 6.

Entrée libre et gratuite.  
« LA ROSE ET LA CROIX »  
RECONSTRUIRE  
L'HOMME ORIGINAL.

## Sessions et stages

DÉCOUVRIRE LE BROCOLIEN  
STAGES D'INITIATION  
(saïens, philosophiques...)

42-30-03-82 (jeudis)  
42-42-80-38 (18 h 30-20 h 30)

L'école par correspondance Suisse qui sort de l'ordinaire. De l'enseignement de base au diplôme supérieur. Devenez indépendant en tant que

**Graphologue MSI**

Avec 2000 analyses par an nous sommes clairement en tête. Infos gratuites chez : MSI-Ecole de Graphologie, Réf. MO Beau-Site 86, CH-2603 Pully/BE

## PUBLICATIONS JUDICIAIRES

## EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFIER DE LA COUR D'APPEL DE PARIS.

Par arrêt de la 9<sup>e</sup> chambre de la cour d'appel de Paris du 15 novembre 1991, M<sup>rs</sup> FANTON Nienis, épouse GARCIA, née le 6 août 1948 à JUVISY-SUR-ORGE (91), demeurant chez ses parents, 26, bd Marcel-Perdieu 91200 ATHIS-MONS, a été condamnée à 60 000 F d'amende, pour défaut de réunion de l'assemblée générale des associés, conclusions de postes sur le règlement des indemnités dues aux victimes d'accidents et d'abus de biens sociaux.

La Cour a, en outre, ordonné, aux frais de la condamnée la publication de cet arrêt, par extrait, dans le *Monde* et *France-soir*.

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition.

F. LE GREFFIER EN CHEF.

## EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFIER DE LA COUR D'APPEL DE PARIS.

Par arrêt de la 9<sup>e</sup> chambre, section B de la cour d'appel de Paris en date du 5 février 1992, M. CAILLOUET Yves Marie Maurice, né le 9 mars 1929 à PARIS (10<sup>e</sup>), enseignant juridique, de nationalité française, demeurant à PARIS, 48, rue de la Clef (75005), a été condamné à 1 an d'emprisonnement avec sursis et 20 000 F d'amende, pour FRAUDE FISCALE en matière de bénéfice non commercial (déclaration souscrite hors délai année 1985) - en matière de bénéfice commercial (déclaration minorée pour l'année 1986) - en matière de T.V.A. (commission de soumettre les déclarations dans les délais prescrits, du 1<sup>er</sup> décembre 1985 au 31 décembre 1986) - omission de passation d'écritures en 1986.

La Cour a, en outre, ordonné, aux frais du condamné la publication de cet arrêt, par extrait, au *Journal officiel* et dans le *Monde* et le *Figaro*. - L'affichage de cet arrêt, par extrait, pendant 3 mois sur les panneaux réservés à l'affichage des publications officielles de la commune de résidence du condamné.

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur général sur sa réquisition.

LE GREFFIER.

## Le Monde IMMOBILIER

## appartements achats

Collaborateur du journal, recherche appartements, Paris 100 m<sup>2</sup> env. Préférence ancien, même avec travaux, mais clair et calme. Ecrire sous n° 6 081.

LE MONDE PUBLI-CITÉ 15-17, rue du Colonel P.-Avis, tel. 75002 Paris, Cedex 15, ou tél. : 80-27-43-02.

## L'AGENDA

## Vacances

## Tourisme

ENTRÉE NIMES ET MONTPELLIER au GRADU-ROI 30 Part. loue petit studio, 10 m<sup>2</sup>, avec petit lit, 100 m<sup>2</sup> pièce, 1 ch. comm., proche site très agréable. JUILLET à 500 F/MOIS 48-47-55-28. A partir de 18 h 30, tel. 1181 75-55-38.

GRADU-ROI-ROI 30 Part. loue petit studio, 10 m<sup>2</sup>, avec petit lit, 100 m<sup>2</sup> pièce, 1 ch. comm., proche site très agréable. JUILLET à 500 F/MOIS 48-47-55-28. A partir de 18 h 30, tel. 1181 75-55-38.

## automobiles

## ventes

## de 5 à 7 CV

Particulier vend 205 ROLAND-GARROS JUN 91 Incid. cul. Vente option. Alerte. Escrowe antivol. Radio 4 HP. Garantie 3 ans. 14 900 km. Prix 78 000 F. T. : 43-52-15-97

Vente Mercedes Diesel. Année 1991. Moteur 2000 cm<sup>3</sup>. Prix 45 000 F. Tél. : 46-22-55-55.

## STAGE POUR ACTEURS METTEURS EN SCÈNE ET SCENOGRAPHERS

## THÈME

## LE MYTHE DE DON JUAN

Les différentes facettes du personnage mises en jeu

Période : mai-juin 1992

Prix du stage : 2 000 F.

Stage dirigé par :

Stéphane Boubill

metteur en scène

Renseignements :

ELI : 44-93-98-04

(Publicité)

Le sociétaire Arjo Wiggins S.A. exploite sur la commune de Joux-Morin, l'usine de Crèvecoeur, qui emploie 330 salariés et dont les productions sont au 2<sup>e</sup> rang mondial pour les papiers de sécurité.

Au cours des derniers mois, cette usine a émis des rejets polluants sur la rivière le Grand Morin.

Seule la présidence de M. le procureur de la République de Meuse, en accord avec les administrations concernées et en accord avec la fédération départementale des A.A.P.P. de Seine-et-Marne, et l'association nationale agréée de protection des salmonides (TOS), un règlement amiable est intervenu.

Ce règlement prévoit, notamment, une indemnisation, d'une part, de la fédération des A.A.P.P. et, d'autre part, de l'association TOS.

Par ailleurs, d'importants investissements de la part du groupe Arjo Wiggins Appleton dans de nouveaux équipements d'épuration, fonctionneront sous 18 mois et permettront d'atteindre la qualité 1 B pour l'eau du Grand Morin en conformité avec les normes de rejet définies conjointement avec les autorités administratives.

Ce programme ambitieux, dont se dote le groupe Arjo Wiggins Appleton, repose sur une étude lancée en 1989, et dont la faisabilité a été reconnue par l'ensemble des participants au processus de règlement amiable.

## THEATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES

3 MAI À 11 HEURES :

JEAN-PIERRE RAMPAL

MARIELE NORDMANN

BACH TELEMANN OVORAK

## CONCERTS

DU

DIMANCHE

MATIN

## Le Monde

RADIO

TELEVISION

Chaque samedi

à 19 heures



# ÉCONOMIE

## BILLET

### Chômage : la corde raide

Enorme par ses dimensions, le programme présenté par M<sup>me</sup> Aubry en conseil des ministres (le Monde du 30 avril) est aussi extraordinairement ambitieux. Il s'agit, ni plus ni moins, que de « traiter » 900 000 chômeurs de longue durée en six ans.

Sur la forme, il n'y a rien à redire. Plutôt que d'inventer de nouvelles formules, le ministre du travail a choisi de renforcer les dispositifs existants, ne serait-ce que pour éviter tout brouillage. Il est enfin proclamé que, face à un tel drama de société, la mobilisation de tous est indispensable. Tandis que l'ANPE se recentre sur son rôle — l'accueil et l'orientation des chômeurs —, l'ensemble du service public est appelé à la rescousse. Au-delà, toute l'administration doit apporter son concours. En première ligne, les préfets devront se charger d'alimenter la machine en persuadant les collectivités territoriales, comme les associations et les services publics, d'accueillir toujours plus de contrats emploi-solidarité (CES). Au mieux peut-on espérer que cette répartition des tâches perdurera, bien après les nécessités conjoncturelles. Mais, si M<sup>me</sup> Aubry affirme vouloir privilégier « la qualité » face à la « quantité » dans ce vaste plan d'action, les questions de fond demeurent. Pour réussir en si peu de temps, il faudrait que deux conditions soient remplies. D'abord, que les capacités de formation soient immédiatement disponibles, suffisamment nombreuses et crédibles pour que la reproche de « stages-parcours » ne s'exerce pas. Ce qui n'est pas sûr, en l'état des moyens. Ensuite, que l'offre de formation se développe considérablement. Or celle-ci dépend du dynamisme des entreprises intermédiaires et des entreprises dites d'insertion, encore en phase d'adolescence, pour une part, et de la volonté ou des besoins des collectivités territoriales et des associations, d'autre part. Les anciens TUC, comme les contrats emploi-solidarité, plafonnaient aux alentours de 300 000 avant que M. Michel Rocard les porte à 400 000 en avril 1991. Désormais, il faudra en placer 600 000, dont 300 000 pour les chômeurs de longue durée. Est-ce possible ? De deux choses l'une. Ou le dispositif deviendra une voie de garage et sera d'autant plus critiqué. Ou il annoncera le schéma d'emplois nouveaux qui, dans les services, permettront de découvrir des activités solvables, dont celles de l'environnement. Quel qu'il en soit, M. Bérégovoy et M<sup>me</sup> Aubry sont sur la corde raide.

ALAIN LEBAUZE

□ Ouverture de l'Année européenne pour la sécurité, l'hygiène et la santé en entreprise. — « L'Europe de l'hygiène, de la sécurité et de la protection professionnelle est une réalité », a déclaré, mardi 28 avril, M<sup>me</sup> Martine Aubry, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, à l'occasion de l'ouverture officielle de l'Année européenne pour la sécurité, l'hygiène et la santé sur le lieu de travail. L'Europe sociale va permettre « des échanges d'expériences entre les différents pays de la Communauté », a souligné le ministre, qui a rappelé l'augmentation du nombre d'accidents du travail en France depuis trois ans. « Cette situation n'est pas acceptable, ni pour les salariés ni pour les entreprises », a affirmé M<sup>me</sup> Aubry.

## Étape décisive du rapprochement franco-allemand dans la banque

### Le ministre des finances autorise des prises de participations croisées entre la BNP et la Dresdner Bank

Le rapprochement entre la BNP et la Dresdner Bank vient de prendre une forme officielle et quasi définitive avec l'annonce faite mercredi 29 avril à l'Assemblée nationale par le ministre de l'économie et des finances, M. Michel Sapin, de son « accord de principe ». Le gouvernement français a donné notamment son feu vert à un échange de participations croisées « à parité et dans la limite de 10 % du capital ».

La décision, politique, de rapprocher la BNP et la Dresdner Bank équivaut de fait à une privatisation partielle d'une grande banque au bénéfice d'un unique actionnaire étranger et a été beaucoup plus rapide que ne l'envisageaient même les dirigeants de la BNP. Elle va permettre d'apporter une touche finale à une coopération qui remonte à juin 1989 avec le premier échange d'administrateurs entre les deux établissements. Comme on l'expliquait à la direction générale de la BNP début avril, « l'échange de participations croisées est d'une grande importance car il a pour vocation essentielle d'assurer la pérennité de l'alliance ». On se souvient que mercredi soir « extrêmement satisfait de la décision gouvernementale » dans l'établissement du boulevard des Capucines.

Les caractéristiques techniques de cet échange de participations ne sont pas encore connues, et les

modalités pratiques sont encore à préciser, explique-t-on à la BNP. L'État français détient 72,3 % du capital de la BNP, compte tenu de la présence sur le marché boursier de certificats d'investissement (17,1 %) et d'un accord de participations croisées avec l'UAP (10 %). Logiquement, les actionnaires de la Dresdner se prononceraient sur un projet à la mi-mai lors de l'assemblée générale. Il sera ensuite examiné par la Commission européenne, qui s'assurera qu'il n'est pas contraire au droit européen en matière d'entente et de concurrence.

#### « Valeur voisine »

Enfin, la dernière étape devrait être l'évaluation des deux établissements. Fin 1991, M. Daniel Leboucq, le directeur général de la BNP, estimait que « les deux banques ont une valeur voisine ». La BNP, un peu plus grosse que sa partenaire. La Dresdner a réalisé en 1991 un résultat net de 651,9 millions de deutschemarks (2,2 milliards de francs) et la BNP de 2,9 milliards de francs. Le total du bilan de l'établissement allemand est de 294,85 milliards de deutschemarks (994 milliards de francs) et celui de la banque française de 1 429 milliards de francs.

Si a priori faire travailler ensemble la première banque publique française (à égalité avec le Crédit lyonnais) et la deuxième banque privée allemande n'était pas une mince affaire, la coopération s'est révélée plus facile et plus efficace

que prévu. L'échec en septembre 1991 du rapprochement Crédit lyonnais-Commerzbank n'a pas joué le rôle d'un mauvais présage. Comme l'explique un grand assureur français qui cherche à s'implanter en Allemagne : « D'un côté et de l'autre du Rhin, les équipes de la BNP et de la Dresdner ne cessent de se féliciter de leur travail en commun, c'est suffisamment exceptionnel pour être souligné ».

Le rapprochement s'était déjà nettement accéléré début avril lors de la publication des résultats de la Dresdner Bank avec l'annonce par son président, M. Wolfgang Röhler, de la signature d'un traité de coopération avec la BNP et d'une lettre d'intention jugeant notamment « utile » un échange de participations (le Monde du 8 avril). Pour M. Röhler, la coopération avec la BNP était « un pilier de sa stratégie internationale ».

Dans cette logique, les deux réseaux domestiques resteront en l'état : chacun demeurera maître chez lui mais coopérera étroitement sur les autres marchés. Toutes les implantations nouvelles à l'étranger seront décidées en commun et détenues à parité par les deux établissements. Les deux banques travaillent déjà ensemble lors d'opérations de syndication et plus encore pour bâtir une présence commune en Europe. Elles échangent depuis plusieurs années des cadres et disposent d'ares et de filiales communes en Tchèque, en Hongrie, en Suisse et en Turquie.

Un obstacle de dernière minute aurait pu surgir avec Allianz, le géant allemand et européen de l'assurance, actionnaire à 23 % de la Dresdner et peut-être indirectement à 49 %. Une éventualité qui le 23 avril « interpellait » M. Jean Peyrelevade, président de l'UAP. Mais, boulevard des Italiens, on se disait convaincu de « construire un accord de coopération avec une banque indépendante ».

ÉRIC LESER

## Les syndicats recourant à des arrêts de travail tournants

### La grève dans les services publics se poursuit en Allemagne

La grève déclenchée lundi 27 avril pour des augmentations de salaires dans les services publics allemands s'est étendue mercredi 29 avril aux employés de voirie et à certains services des hôpitaux. Environ 210 000 employés ont débrayé, d'après les syndicats, contre 75 000 lundi et 170 000 mardi. Les transports urbains sont les plus touchés, mais en alternance suivant les villes. Le train rapide Hambourg-Munich est paralysé. Une partie des services de la poste n'a pas fonctionné dans 48 villes.

FRANCFORT

#### de notre correspondant

Les syndicats vont ralentir leurs actions pour se concilier les Allemands en partance pour le long week-end du 1<sup>er</sup> mai. Il n'empêche que le syndicat OTV réclame que les employeurs mettent « une nouvelle et meilleure offre » sur la table des négociations avant d'accepter de s'y résigner.

Les employeurs ont refusé jusqu'ici de modifier leur proposition d'une hausse de 4,8 %. M. Kohl, dont la coalition politique est fragilisée par le départ de M. Genscher et la crise qui a suivi chez les libéraux, doit faire preuve de beaucoup de rigueur. Il est donc toujours aussi difficile de faire un pronostic sur la durée du mouvement.

Le conflit menace dans la métallurgie, où « le délai de paix » s'étant achevé, les premiers débrayages d'avertissement se sont produits. Le processus de dialogue n'est pas encore rompu dans ce secteur. Mais le patronat offre une augmentation des salaires de 3,3 % et le syndicat IG Metall estime qu'il s'agit d'une « provocation ».

En Allemagne, contrairement à la France, les grévistes sont payés pendant qu'ils font grève. Non par l'entreprise mais par leur syndicat. Du trésor de guerre de l'organisation

dépend donc directement la combativité des troupes. Le syndicat des services publics, OTV, a dit qu'il détient 600 millions de marks dans ses caisses, soit 2 milliards de francs. Chiffre invérifiable mais sans doute guère éloigné de la réalité. OTV a ajouté qu'une tranche de 10 000 salariés en grève lui coûtait 1 million de marks par jour. Dix mille, 600 millions, six cents jours... Le secret de la caisse et des chiffres servent de moyen d'intimidation.

La réalité est moins simple. En temps normal, dans les services publics (les systèmes sont similaires dans les autres secteurs), chaque salarié paie une cotisation mensuelle de 1 % de son salaire brut au syndicat. Pour un revenu de 3 000 marks (10 500 francs), il déboursera 30 marks. Lorsqu'il y a grève et que l'employé débraye et remplit une fiche pour l'absence, OTV lui reverse chaque jour trois fois sa cotisation mensuelle, soit 3 % de son salaire mensuel. Dans notre exemple, cela fait 90 marks (315 francs) par jour. Le syndicat ajoute une somme de 5 marks par enfant. Autrement dit, pour un mois d'arrêt de travail de vingt jours « ouvrables », le gréviste (sans enfant) récupérera 1 800 marks, soit 60 % de son revenu normal. Bon pour le salarié, ce système coûte cher à OTV, qui a 1,3 million d'adhérents. Si 1 million d'employés cessent le travail, le coût est de 100 millions de marks par jour et OTV ne peut tenir que six jours.

D'où la tactique des grèves tournantes. Les postes s'arrêtent un jour dans telle ville, le lendemain dans telle autre. Même chose pour les transports. Il suffit d'une étroite coordination. Il suffit aussi que le salarié ne déclare pas toujours sa grève ou qu'il alterne dans la même journée travail et débrayage. Un salarié qui se présente et veut travailler est payé même si la grève de ses camarades l'en empêche. La législation le permet. A ce compte là, en effet, OTV a de quoi tenir.

ÉRIC LE BOUCHER

## Les difficultés de l'électronique professionnelle et grand public

### Thomson SA a perdu 702 millions de francs en 1991

La contraction des marchés de l'électronique grand public (télévision, magnétoscope...) et le passage à vide de l'électronique professionnelle (le militaire) ont duré pour Thomson SA en 1991. Mais les résultats globaux du groupe — un chiffre d'affaires de 71,3 milliards de francs et un déficit net consolidé « part du groupe » de 702 millions — masquent, en réalité, la situation très contrastée de ses deux principales filiales : repli en bon ordre pour Thomson-CSF, graves difficultés pour Thomson Consumer Electronics (TCE).

1990 avait été une année difficile pour Thomson SA. 1991 n'a guère été meilleure. Le groupe, nationalisé à une nouvelle fois, payé son tribut aux difficultés de la conjoncture, à l'apreté de la concurrence dans l'électronique et à l'évolution rapide des politiques de défense dans le monde depuis l'éclatement de l'Union soviétique. En retrait déjà de 2 % en 1990, son chiffre d'affaires consolidé a reculé de 5 % l'an dernier, revenant à 71,3 milliards de francs contre 75,2 milliards en 1990 et 76,7 milliards en 1989.

En revanche, le résultat net consolidé « part du groupe » s'est redressé, les pertes revenant à -702 millions de francs l'an dernier contre -2,47 milliards en 1990. Un léger mieux que Thomson SA doit, en partie, à la renégociation par son PDG, M. Alain Gomez, d'un point de l'accord signé avec l'américain General Electric lors du rachat de RCA en 1987. Les deux groupes avaient décidé d'apporter leurs brevets en télévision — les anciens de RCA, les nouveaux de TCE — à une société commune, RCA Licensing, dont Thomson devait progressivement prendre le contrôle de 1993 à 1998.

Lors de la renégociation, cette prise de contrôle a été repoussée à 1999, en échange d'un versement — par l'américain au français — d'un dividende anticipé de 210 millions de dollars (1,17 milliard de francs). La manœuvre avait précipité la rupture entre M. Gomez et l'ancien PDG de la filiale, M. Bernard Issaoui, qui en contestait le bien-fondé. « C'est une bonne affaire pour le groupe, dont le produit servira à une augmentation de capital de TCE », assure-t-on chez Thomson.

En attendant, l'opération redonne des couleurs aux résultats de la maison-mère... à trois mois

de renouvellement du mandat de M. Gomez. Les résultats de Thomson SA ne doivent pas masquer les performances très contrastées des trois filiales du groupe. Le recul de 5 % du chiffre d'affaires de Thomson-CSF (de 37 milliards en 1990 à 35,1 l'an dernier) s'explique essentiellement, selon la société, par « la forte diminution des facturations du contrat Al Thakeb » (le Monde du 25 avril). Un contrat, fort rémunérateur, de 35 milliards de francs sur six ans dont Thomson-CSF ne doit aujourd'hui gérer la relève. Le carnet de commandes (atteint de 61,6 milliards de francs) et le résultat net consolidé progressent de 8 % à 2,35 milliards. Cette augmentation est facilitée par l'absence de provisions en 1991 (il y en avait eu pour 1,1 milliard de francs en 1990), mais l'état de la société n'inspire aucune inquiétude.

Celui de Thomson Electronique (TEM) non plus. La petite filiale, dont le chiffre d'affaires est resté quasiment l'an dernier à 5,07 milliards de francs, est sagement gérée. On sait ses résultats positifs même s'ils ne sont jamais rendus publics.

Le bilan de santé de Thomson Consumer Electronics (TCE) est, en revanche, beaucoup plus inquiétant. Avec un chiffre d'affaires de 31,15 milliards de francs l'an dernier, TCE est loin de ses performances de 1989 (un chiffre d'affaires de 36 milliards de francs environ). Son résultat demeure invariablement déficitaire : -2,47 milliards de francs (-2,7 milliards en 1990). Le marché a été « exécrable » l'an dernier. Les ventes de téléviseurs ont régressé en volume — une première historique — aux États-Unis, tandis que celles de magnétoscopes ont chuté en Europe. La guerre des prix livrée par les fabricants japonais — dont les résultats fondent aussi comme neige au soleil — a fait le reste. TCE a donc provisionné 1,5 milliard de francs l'an dernier pour « accélérer l'adaptation de [son] appareil de production (...) et faire face à l'évolution défavorable de ses marchés », comme le précise pudiquement le communiqué du groupe.

Le savant montage de Thomson-CEA-Industrie défendu par M<sup>me</sup> Edith Cresson avait notamment pour but de sauver — en la recapitalisant — TCE. Profondément repensé, le projet paraît aujourd'hui retardé. Le sauvetage de TCE ne peut, lui, guère attendre.

PIERRE-ANGEL GAY

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### LE GROUPE BNP EN 1991

- Résultat net confirmé : 2,936 milliards de francs pour la part du Groupe, soit +81,7 %
- Renforcement des fonds propres : 47,9 milliards de francs, soit +15,9 %
- Doublement du dividende : 15,75 francs par action, avoir fiscal compris

Le Conseil d'Administration, réuni le 23 avril sous la présidence de M. René THOMAS, a examiné les résultats consolidés définitifs de l'exercice 1991. Ceux-ci confirment les estimations provisoires qui ont fait l'objet du communiqué du 25 mars.

Les prêts bruts à la clientèle sont en hausse de 5,5 %, et atteignent 802 milliards de francs et les ressources de la clientèle, y compris les obligations, de 3,7 %, à 780 milliards de francs.

Le total du bilan consolidé s'élève à 1 429 milliards de francs, en baisse de 3,8 % en raison, notamment, d'une diminution de 15,9 % des emplois interbancaires.

Le Groupe a conforté en 1991 sa solidité financière :

- les fonds propres stricto sensu après répartition ont été portés à 47,9 milliards de francs, soit une augmentation de 6,6 milliards de francs. Cette augmentation provient pour 2,6 milliards des résultats non distribués, pour 4,5

milliards de la réévaluation d'une première tranche du patrimoine immobilier du Groupe et d'une baisse de 0,5 milliard des intérêts minoritaires ;

- le total des provisions et des fonds propres et titres assimilés atteint 103,9 milliards de francs, soit 13 % des prêts bruts à la clientèle. Le taux de couverture des risques-pays s'élève à 57 %, y compris l'ex-URSS ;

- le ratio de solvabilité du Groupe calculé selon les normes définitives s'établit à 8,9 %.

Le résultat net par action est de 41,51 francs, contre 23,63 francs en 1990.

Le Conseil d'Administration a décidé de proposer un dividende de 15,75 francs, avoir fiscal compris, contre 7,80 francs en 1990. Le montant de la distribution au titre de l'exercice 1991 représente 743 millions de francs en hausse de 109 % sur 1990.

#### GROUPE BNP

En millions de Francs	1991	1990	Variation 91/90	En %
ACTIVITE				
Prêts bruts à la clientèle	801.511	759.729	41.782	+ 5,5
Ressources de la clientèle	779.519	751.449	28.070	+ 3,7
Total du bilan	1.429.039	1.486.113	(57.074)	(3,8)
RESULTATS				
Produit Net Bancaire	37.930	35.807	2.123	+ 5,9
Frais de gestion	(27.082)	(26.131)	(951)	+ 3,6
Résultat d'exploitation	10.848	9.676	1.172	+ 12,1
Provisions	(8.083)	(7.097)	(986)	+ 13,9
Résultat net d'ensemble	2.765	2.579	1.865	+ 58,6
Résultat net, part du groupe	2.936	1.616	1.320	+ 81,7
Résultat net par action (en francs)	41,51	23,63	17,88	+ 75,7
Dividende (avoir fiscal compris)	15,75	7,80	7,95	+ 101,9



TOUT CE QU'UNE BANQUE DOIT VOUS APPORTER



هكسان النفل

## ÉCONOMIE

### SOCIAL

A l'issue de son dix-septième congrès

## La direction sortante de FO confirme ses orientations

LYON

de notre envoyé spécial

Seule contre tous. Force ouvrière demeure « l'instrument privilégié de lutte des travailleurs ». Pour convaincre ceux qui pourraient encore en douter, M. Marc Blondel, son secrétaire général, a prononcé mercredi 29 avril un discours fleuve de trois heures au ton particulièrement agressif.

N'excluant pas de réitérer son appel du 24 octobre à la grève générale « par exemple pour défendre l'assurance-chômage », il a relevé que « pas un seul des cent cinquante » militants qui ont pris la parole à la tribune du 17<sup>e</sup> congrès de la confédération — qui se terminera le 1<sup>er</sup> mai à Lyon — « n'ont parlé de l'affaiblissement du syndicalisme ». Un prétendu affaiblissement qui, assure-t-il, « est une invention médiatique pure et simple d'un syndicat ». Autrement dit, de la CFDT, à laquelle M. Blondel s'en est une nouvelle fois pris, fustigeant « ses militants bon chic, bon genre » et son secrétaire général, M. Jean Kaspar.

M. Blondel a également dénoncé les mesures annoncées par le gouvernement pour développer les emplois de proximité qui vont faciliter le

retour « de la bonne à tout faire » dans « les immeubles des beaux quartiers » au détriment des emplois stables. Revenant sur la construction européenne, le secrétaire général a quelque peu modéré les critiques exprimées lors de sa première intervention (le Monde du 29 avril). « L'Europe sociale sera si nous le gagnons par la lutte des travailleurs, sinon il n'y aura pas d'Europe sociale », a-t-il souligné.

Malgré l'adoption du rapport d'activité à une large majorité — 84,23 % des voix, un score cependant inférieur à ceux réalisés par M. André Bergeron, à l'exception notable du « congrès de la succession » de 1989 (63,5 %), — les orientations de M. Blondel suscitent quelques réserves. « Ceux qui utilisent leur temps de tribune pour commenter la politique des autres syndicats ne sont pas représentatifs du terrain. L'alternative n'est pas entre le sectarisme et la recomposition syndicale », a ainsi fait remarquer M. Christine Morelle (fédération des impôts). Souhaitant visiblement que FO utilise plutôt son énergie à combattre la montée de l'extrême droite, M. Morelle a réclamé « des prises de position fermes » à l'égard du Front national.

J.-M. N.

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

**wagons  
LITS**

Le conseil d'administration, réuni le 24 avril 1992 sous la présidence de Jean-Marie Simon, a arrêté les comptes de la compagnie pour l'exercice 1991, ainsi que les comptes consolidés du groupe.

Les données comptables figurent ci-dessous : pour donner une image du groupe plus proche de la réalité opérationnelle, le conseil a estimé utile de présenter également le résultat de gestion.

#### UN RÉSULTAT DE GESTION EN HAUSSE DE 23 %

Le résultat de gestion consolidé après impôts — résultat courant après retraitement du résultat exceptionnel comptable sur des bases internationalement admises — est en amélioration de 23 %.

Ce résultat est établi en affectant aux résultats des métiers l'ensemble des éléments liés à leur exploitation et en ne retenant en produits ou charges exceptionnelles que les éléments véritablement non récurrents et hors exploitation.

Millions BEF	1990	1991
Résultat de gestion	764	940
Exceptionnels retraités	(22)	1 056
Résultat net	742	1 996

L'évolution est donc favorable en dépit de la crise du Golfe qui a particulièrement affecté l'hôtellerie et, dans une moindre mesure, les activités ferroviaires. On constate notamment un premier redressement des résultats de l'activité location de voitures et une nette progression de la restauration, tandis que les agences de voyages ont pour leur part bien résisté à la conjoncture.

L'importance du résultat exceptionnel a pour origine essentielle deux plus-values de cession : l'une sur la restauration collective France, l'autre sur une option d'achat relative à un immeuble que le groupe occupe dans la région parisienne ; en sens inverse, diverses charges de restructurations ont été enregistrées.

#### UN RÉSULTAT NET PART DU GROUPE DE 1 828 M BEF

Le résultat net consolidé part du groupe progresse sensiblement, passant de 526 M BEF à 1 828 M BEF.

Les comptes sont présentés sous un nouveau référentiel 1990, en raison de l'adoption de nouvelles normes de consolidation qui sont en conformité avec les obligations légales belges. L'impact de ces nouvelles normes sur les résultats du groupe est peu significatif.

Millions BEF	1990	1990	1991
	Publi	Nouveaux normes	
Résultat avant exceptionnels	2 486	2 314	2 196
Résultat exceptionnel	(439)	(493)	1 290
Impôt sur le résultat	(1 285)	(1 242)	(1 490)
RÉSULTAT NET	762	742	1 996
part du groupe	547	526	1 828

#### UN CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDÉ EN PROGRESSION DE 8,8 %

En dépit d'une conjoncture peu favorable qui a particulièrement atteint les métiers du tourisme, le chiffre d'affaires consolidé — hors restauration collective France et Duty Free de Bruxelles qui ont fait l'objet d'une déconsolidation en cours d'année 1991 — progresse de 8,8 %.

Millions BEF	1991	Rappel 1990
Ferroviaire	10 872	10 464
Agences de voyages	23 729	18 489
Hôtellerie	14 263	14 080
Restauration	29 642	28 444
Location de voitures	11 576	11 369
Activités diverses	951	869
Restauration collective France et Duty Free Bruxelles	91 033	83 675
	91 033	98 474

Il convient de noter les très bonnes performances enregistrées dans le secteur des agences de voyages — dont l'activité du deuxième semestre a permis de rattraper le retard du début d'année — et dans celui de la restauration dont la progression réelle est masquée par un exercice exceptionnel de quatorze mois en 1990 sur certaines filiales françaises.

L'assemblée générale des actionnaires, convoquée pour le 27 mai prochain, sera appelée à statuer sur les comptes de la société-mère qui dégagent un bénéfice de 1 696 millions BEF contre 1 111 millions BEF en 1990. Il sera proposé un dividende unitaire net de 110 BEF (100 BEF en 1990) aux actions ordinaires, et 117,34 BEF aux actions AFV.



#### CONVOCAZIONE D'ASSEMBLEA

L'assemblée générale des actionnaires sera réunie le mercredi 13 mai 1992 à 11 heures, au siège social, 18/21, rue de la Bienfaisance à Paris 8<sup>e</sup>.

Un formulaire de vote par correspondance et de procuration ainsi que les autres documents prévus par la loi seront adressés aux actionnaires qui en feront la demande, au plus tard six jours avant la date de la réunion, par lettre recommandée avec accusé de réception adressée soit au siège de SOVAC, soit chez LAZARD Frères et Cie, 121, boulevard Haussmann à Paris 8<sup>e</sup>.

### Le plan de suppression d'emplois de Peugeot

## Le ton monte entre M. Calvet et M<sup>me</sup> Aubry

A mesure qu'il se prolonge, le différend qui oppose M<sup>me</sup> Martine Aubry à M. Jacques Calvet sur le plan de suppression d'emplois à l'usine Peugeot de Sochaux (le Monde des 25 et 29 avril) prend un tour plus passionnel. Interrogé sur RMC, mercredi 29 avril, le PDG du groupe PSA a feint de croire que le ministre du travail avait passé un accord avec lui en janvier. « Quand je passe des accords personnellement, je les respecte », a-t-il poursuivi. « C'est la première fois que je vois un chef d'entreprise utiliser délibérément des contre-vérités », a répliqué M<sup>me</sup> Martine Aubry, le soir même, au cours du journal d'Antenne 2. Pour elle, au vu de l'application du plan social de 1991, il est clair que M. Calvet n'a « pas tenu ses engagements ». Outre les préretraites FNE, le bilan connu en mars « montre qu'il a trouvé des solutions pour 15 salariés, et qu'il a mis les 520 autres sur le marché du travail ». Or, ce sont des salariés « de plus de cinquante-ans, qui vont être aux frais de la collectivité » jusqu'à soixante ans. « Pour ma part, je n'ai jamais vu ça », a continué le ministre du travail, qui a expliqué : « Quand M. Calvet est revenu me voir pour demander un deuxième plan social, j'ai souhaité qu'il y ait des assurances (...). Il n'a pas souhaité me les donner. La technique employée par PSA pesant sur les comptes de l'UNEDIC, en déficit, elle a ensuite souligné que les entreprises qui font des efforts de reclassement « en ont assez de payer pour celles qui se débarrassent sur la collectivité de leurs problèmes ».

Un nouveau plan social devait être présenté jeudi 30 avril au comité central d'entreprise. Il ne comporte pas les 685 préretraites FNE envisagées et prévoit le licenciement économique pour les salariés de plus de cinquante-ans et trois mois sur la base du « double volontariat ».

## La CGT appelle à de nouvelles grèves dans les ports

Alors que le secrétaire d'Etat à la mer, M. Charles Josselin, se félicitait dans un communiqué publié le 29 avril du « rapprochement » des points de vue entre le gouvernement et la Fédération des ports et docks CGT, celle-ci a annoncé une nouvelle grève dans les ports pour les 30 avril, 2 et 3 mai.

La Fédération CGT précise que les grèves déjà prévues avaient été suspendues pour ne pas hypothéquer la rencontre qui a eu lieu avec le secrétaire d'Etat le mardi 28 avril. C'est parce que la Fédération n'avait toujours pas reçu de réponse écrite et officielle du gouvernement à ses propositions mercredi soir 29 avril qu'elle a lancé l'appel à la grève. Mais la réponse écrite enfin arrivée jeudi 30 avril en début de matinée, on indiquait à la Fédération qu'« en fonction de la teneur du texte ministériel, le mot d'ordre pourrait, dans la journée, être modifié ».

## La CSMF hostile au projet de loi sur les dépenses de santé

La Confédération des syndicats médicaux français (CSMF), principale organisation de médecins, a condamné, mercredi 29 avril, le projet de loi sur la maîtrise des dépenses de santé qui doit être prochainement soumis à l'Assemblée nationale.

Ce texte, traduction législative de l'accord signé par la CSMF et les trois caisses nationales de sécurité sociale, est contesté sur deux points par le syndicat : la représentation distincte des généralistes et des spécialistes au sein des futures unités professionnelles de médecins, qui va engendrer « la division de la profession » ; la fixation au 15 juin et non au 1<sup>er</sup> mai des revalorisations tarifaires prévues (la consultation du généraliste passerait de 90 à 100 francs, celle du spécialiste de 130 à 140 francs) « prolonge délibérément la querelle entre médecins et caisses de sécurité sociale ».

### INDUSTRIE

## L'Italie à la rescousse

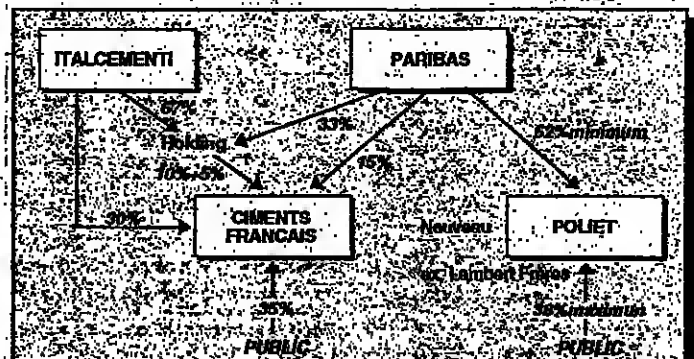
Suite de la première page

Côté Paribas, cette opération permettrait de renforcer son propre actionnariat, d'augmenter son capital, de réduire son endettement, et de consolider les résultats des deux sociétés (le Monde du 6 avril 1991).

Un an plus tard, en mars 1992, lors de la présentation des résultats de Paribas, qui se soie pour la première fois de son histoire par une perte, le président de la compagnie, M. André Lévy-Lang, évoque et nuance, circonstance obligée, l'activité de banque d'affaires du

présidé par M. Pierre Conso, cherchait un partenaire industriel minoritaire pour reprendre son développement et surtout pour réduire son considérable endettement, estimé à 8,7 milliards de francs, endettement dû à l'intense politique d'acquisition menée depuis plusieurs années. Faute de l'avoir trouvé, il a dû se résoudre à retenir un partenaire exigeant le contrôle de l'affaire.

Pour Italcementi, cette acquisition d'un groupe deux fois plus gros que lui (16,5 milliards de francs de chiffre d'affaires pour les Ciments Français contre 7,5 mil-



lards de francs) le hisse parmi les trois premiers mondiaux du secteur, aux côtés du français Lafarge et du suisse Holderbank, avec des ventes de ciments globales de 38 millions de tonnes. De plus, ce groupe italien, sécurisé et riche, possède à 51 % par la famille Freschi, sort de la Péninsule pour détenir 17 % du marché européen.

Pou après le changement d'actionnaires, une augmentation de capital des Ciments Français sera lancée pour réduire le montant des dettes et, dans le même esprit, la vente de certains actifs non stratégiques sera envisagée. Aux termes de ces opérations, Italcementi aura investi globalement 7,5 milliards de francs pour détenir directement 30 % du capital des Ciments Français et indirectement 15 % (voir notre graphique).

Paribas, de son côté, par la vente du bloc de contrôle à 500 francs l'action, récupérera 6 milliards de francs à la fin de l'année, ce qui représente une plus-value de 800 millions de francs. Ces liquidités lui permettront de réduire son endettement, estimé à 9 milliards de francs.

Paribas, de son côté, par la vente du bloc de contrôle à 500 francs l'action, récupérera 6 milliards de francs à la fin de l'année, ce qui représente une plus-value de 800 millions de francs. Ces liquidités lui permettront de réduire son endettement, estimé à 9 milliards de francs.

Paribas, de son côté, par la vente du bloc de contrôle à 500 francs l'action, récupérera 6 milliards de francs à la fin de l'année, ce qui représente une plus-value de 800 millions de francs. Ces liquidités lui permettront de réduire son endettement, estimé à 9 milliards de francs.

#### Un nouveau Poliet

A côté du maintien de cours sur Ciments Français, qui se fera en Bourse au prix de 470 francs, se déroulera la réorganisation de Poliet, privé de l'activité cimentière, autour de trois pôles d'activité : que sont les Point P, les Menuiseries Lapeyre, dont l'introduction en Bourse est prévue le 21 mai, et les activités industrielles. Cette évolution passe par l'absorption de Lambert Frères par Poliet. A raison de deux actions pour une Poliet ou de quatre Lambert Frères plus une souche de 640 francs pour trois actions Poliet, Lambert Frères prendra ensuite le nom de Poliet et sera détenue au minimum à 62 % par Paribas.

Présentant ces montages pour le moins complexes, M. Lévy-Lang a précisé que Paribas joue à plein son rôle de banque d'affaires. Dans le cas des Ciments Français, « a été retenue la meilleure solution possible du point de vue de l'entreprise », et l'actionnaire d'acier, mais il est bien difficile de se faire une opinion, le nouveau propriétaire n'ayant pas pu ou pas voulu venir présenter sa stratégie aux côtés de Paribas et des Ciments Français.

La raison officiellement avancée est la tenue, le même jour à la même heure à Milan, de l'assemblée générale de leur groupe. Mais peut-être le soin de direction du président d'Italcementi, M. Giampiero Pesenti, soixante et un ans, a-t-il aussi fortement influé sur cette absence. Rien à voir avec la politique de communication pratiquée par d'autres patrons italiens comme Benetton, Agnelli, Cardini ou Berlusconi. « Mais que voulez-vous, c'est ça aussi l'Italie », affirmait un connaisseur, et « on n'est pas obligé de se dérangez même pour un investissement de 7,5 milliards de francs ».

DOMINIQUE GALLOIS

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

**CDME**

Compagnie de Distribution de Matériel Electrique

## Résultat net part du Groupe + 6 % Dividende + 10 %

Le Conseil d'Administration de CDME, réuni le 29 avril 1992, sous la Présidence de Serge WEINBERG, a arrêté les comptes sociaux et consolidés du Groupe CDME.

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe s'élève pour 1991 à 13,89 milliards de F en progression de 12,8 %. A structure comparable, l'augmentation est de + 1,8 %.

Le chiffre d'affaires économique, qui inclut les ventes des filiales détenues minoritairement (Canada, Portugal, Italie) s'établit à 16,6 milliards de francs, en progression de 12,66 %.

**CDME GROUPE PINAULT**

L'évolution des résultats consolidés est la suivante (en millions de francs) :

Chiffre d'affaires	13 890 775	+ 12,8 %
Résultat d'exploitation	722 336	+ 5,4 %
Résultat exceptionnel	- 39 519	n.s.
Résultat net	277 992	+ 4,4 %
Résultat des sociétés intégrées	271 853	+ 0,4 %
Résultat net part CDME	255 440	+ 6,0 %

Malgré le ralentissement de l'ensemble des économies occidentales, et d'importantes mesures de restructuration prises en Europe, les entreprises du Groupe ont bien résisté sur leurs différents marchés. L'endettement financier net a décliné depuis le 30 juin 1991 de 175 millions de F.

Le résultat de l'exercice s'établit à 105 MF contre 132 MF pour l'exercice précédent.

**Dividende**  
Il sera proposé à l'Assemblée Générale qui se tiendra le 23 juin à 9 h 30, le versement d'un dividende total de 11,25 F par action, dont 3,75 F d'avoir fiscal, contre 10,20 F précédemment.

**Développements récents**  
Depuis janvier 1992, CDME a poursuivi :  
- L'amélioration des performances des sociétés du Groupe : malgré une progression faible de l'activité, les sociétés du Groupe enregistrent sur le premier trimestre les effets positifs des mesures de restructuration prises en 1991.  
- Le développement international avec le rachat de 80 % des parts de la Société ELEKTRO-UNION à Nuremberg (880 MF de chiffre d'affaires en 1991) et avec l'accord signé le 23 avril 1992 avec la société WILLCOX & GIBBS aux Etats-Unis.

### TABLES D'AFFAIRES

## DÉJEUNERS RIVE GAUCHE

DODIN BOUFFANT 43-25-25-14 12 h 30-14 h 30, 20 h-23 h. Ouvert le samedi. Toujours son bon rapport qualité-prix, dont le menu à 170 F. Pâtisseries, fruits de mer et crustacés toute l'année.



## ÉCONOMIE

### CONJONCTURE

Après deux années de hausse

## Le revenu agricole a baissé de 2,2 % l'an dernier

Le revenu brut agricole par exploitation a baissé de 2,2 % en 1991, avec de fortes disparités selon les secteurs, a-t-on appris mardi 28 avril après la réunion de la commission des comptes de l'agriculture de la nation. Après deux années de hausse, cette baisse, exprimée en francs constants « fait apparaître des résultats moins mauvais que prévu », commente toutefois l'INSEE.

Ces résultats, encore provisoires, traduisent la baisse des prix de la viande bovine (le recul cumulé depuis 1989 des cours des gros bovins atteint 14,4 %), du lait (c'est la première fois depuis 1971 que le prix du lait à la production baisse) et de divers produits végétaux. Ils résultent aussi de la faiblesse des récoltes de fruits ou de vin à la suite du gel d'avril 1991.

Le ministère de l'Agriculture et de la Pêche précise que le montant des

subventions d'exploitation a avoisiné le chiffre de 13 milliards de francs, déjà atteint en 1990 : « Les diverses mesures d'allègement des charges financières, fiscales et sociales ont contribué à stabiliser globalement le poids des charges des agriculteurs ».

L'évolution du revenu agricole est très contrastée selon les productions. Le revenu des céréaliers progresse globalement (+8 %) grâce à une récolte plus abondante de maïs. Selon les régions aussi, des différences apparaissent. Les départements initiés de l'Est et du Massif Central voient leurs revenus reculer. Au total, le revenu moyen progresse de plus de 2 % dans 29 départements et diminue d'au moins 2 % dans 47 autres, les écarts entre les divers départements ayant tendance à s'accroître.

### ÉTRANGER

Alors que la récession semble s'atténuer

## La hausse des impôts indirects en Pologne prépare l'adoption de la TVA

Au cours d'une conférence de presse donnée à Varsovie le 24, Jerzy Eysymont, ministre polonais de la planification, a donné quelques indications encourageantes sur l'économie du pays au cours du premier trimestre. Selon lui, le produit national pourrait rester stable en 1992, alors qu'il avait cessé de baisser au cours des dernières années.

De son côté, le ministre des finances, M. Andrzej Olechowski, a

annoncé une augmentation des impôts indirects qui entrera en vigueur lundi 4 mai. Les produits alimentaires, qui n'étaient pas imposés, supporteront une taxe de 5 % ; à l'exception des produits de la restauration, le commerce, les véhicules subissent des hausses. M. Olechowski a expliqué que ce tour de vis fiscal préparait l'adoption de la TVA, qui entrera en vigueur au début de l'année prochaine. (AFP)

### INDICATEURS

#### ESPAGNE

● Echanges extérieurs : aggravation du déficit en mars. - Le déficit de la balance des comptes courants de l'Espagne a augmenté de 60,7 % en mars par rapport à mars 1991, atteignant 338,5 milliards de pesetas, soit 3,3 milliards de dollars, a indiqué mercredi 29 avril la Banque d'Espagne. Le déficit de la balance commerciale a également beaucoup augmenté (+59 % en un an), atteignant le mois dernier 401,7 milliards de pesetas soit 4 milliards de dollars. Le déficit du commerce extérieur de l'Espagne a cessé de s'accroître ces dernières années, se stabilisant autour de 30 milliards de dollars par an. La déficience des opérations courantes, en revanche, ne cesse de s'aggraver : 15,7 milliards de dollars en 1990, puis 16 milliards en 1991 contre un excédent de 1,2 milliard de dollars en 1987.

#### ÉTATS-UNIS

● Dépenses de consommation : +0,3 % en mars. - Aux États-Unis, les dépenses de consommation ont augmenté de 0,3 % en mars par rapport à février. C'est la cinquième fois consécutive que ces dépenses augmentent. La hausse de mars est un peu plus forte que ce qui était généralement attendu.

## AGENDA

## Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, mercredi 29 avril, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme des délibérations, le communiqué suivant a été diffusé :

#### ● Convention internationale

Le ministre d'État, ministre des affaires étrangères, a présenté au conseil des ministres un projet de loi autorisant l'adhésion de la France à la convention pour la reconnaissance mutuelle des inspections concernant la fabrication des produits pharmaceutiques, faite à Genève le 8 octobre 1970 et dont seize États européens sont aujourd'hui signataires.

La convention organise la reconnaissance mutuelle des inspections faites par chaque État dans les laboratoires pharmaceutiques pour assurer le respect des législations nationales en matière de fabrication et de commercialisation des médicaments.

#### ● Octroi de mer

Le ministre du budget et le ministre des départements et territoires d'outre-mer ont présenté un projet de loi relatif à l'octroi de mer.

L'octroi de mer est une taxe qui était jusqu'à maintenant perçue sur toute entrée de marchandise dans les régions d'outre-mer. Le projet de loi met les règles de l'octroi de mer en conformité avec le droit communautaire.

1. - L'octroi de mer sera désormais également perçu sur les biens produits dans les régions d'outre-mer et consommés sur place.

Les entreprises dont le chiffre d'affaires annuel est inférieur à un plafond, fixé selon le cas entre 1,5 million et 3,5 millions de francs, n'y

seront pas assujetties. Chaque conseil régional pourra en outre exonérer de la taxe, totalement ou partiellement, des catégories de biens produits sur place, sous réserve que sa décision soit préalablement notifiée à la Commission des Communautés européennes ; les conseils régionaux pourront ainsi préserver les productions locales dont ils considèrent le développement comme prioritaire.

Les taux de l'octroi de mer seront fixés dans chaque région, par le conseil régional, entre 0 % et 30 %.

L'octroi de mer qui aura frappé l'acquisition d'un bien sera déductible de la taxe due à l'occasion de la revente de ce bien, après transformation.

2. - Les communes des régions d'outre-mer et, en Guyane, les communes et le département continueront à percevoir les sommes dont ils bénéficiaient jusqu'à au titre de l'octroi de mer.

Mais le produit attendu de l'octroi de mer ainsi aménagé permettra en outre d'investir dans chaque région un fonds régional pour les entreprises et l'emploi. Les ressources de ce fonds seront affectées à l'allègement des charges sociales des entreprises, à l'aide au développement de leurs fonds propres, au développement des filières locales de production et à la promotion des exportations.

#### ● Harcèlement sexuel

(Le Monde du 30 avril)

#### ● FMI

(Le Monde du 30 avril)

#### ● Qualité et sécurité industrielles

Le ministre de l'industrie et du commerce extérieur a présenté une communication sur la qualité et la sécurité industrielles.

La qualité des produits et des processus de production est un élément essentiel de la compétitivité des entreprises. En répondant exactement aux besoins des clients, elle leur permet de gagner des parts de marché. Sachant que près de 10 % du chiffre d'affaires des entreprises, soit environ 400 milliards de francs par an, sont perdus en rebuts, retouches et gaspillages, elle leur permet aussi de réduire leurs coûts.

Les capacités d'initiative et d'intelligence de tous les salariés doivent être mobilisées au service de la qualité. Pour cela, un mode d'organisation nouveau doit prévaloir dans l'entreprise, fondé sur la responsabilité et la solidarité.

Une politique de promotion de la qualité et de la sécurité industrielles est poursuivie depuis plusieurs années par le gouvernement. La France dispose aujourd'hui d'un catalogue de 15 500 normes, au deuxième rang en Europe. Elle dispose aussi de laboratoires reconnus en matière de qualité, de procédures d'accréditation des produits appréciées au plan international et de marques collectives garantissant la qualité de ses produits.

La substitution de normes techniques communautaires aux normes nationales offre l'occasion de franchir une nouvelle étape. Les préoccupations de maîtrise des risques industriels et de respect de l'environnement doivent aussi être mieux satisfaites.

L'objectif est de doubler d'ici l'an 2000 la proportion des entreprises dotées d'une véritable politique de gestion de la qualité.

1. - Les entreprises seront incitées à satisfaire rapidement aux exigences de qualité et de sécurité découlant de la mise en place du marché unique

européen. Le recours à des conseils extérieurs et le recrutement de cadres spécialisés seront encouragés.

Dans l'octroi des aides à l'innovation et au développement technologique, il est tenu compte des efforts faits par les entreprises pour améliorer leur organisation et pour élargir les capacités d'initiative des salariés.

2. - La possibilité de mettre en place une « haute école de la qualité » sera étudiée. Un réseau d'instituts de formation, dispensant aux techniciens supérieurs une formation complémentaire en matière de qualité, sera mis en place.

Un prix national de la qualité sera créé. Les premières assises de la recherche dans le domaine de la qualité seront organisées en 1992.

3. - Une mission sera confiée à un parlementaire pour étudier les améliorations à apporter à la réglementation française de la certification.

4. - Le développement des marques « NF environnement » et « NF alimentaire » sera encouragé. La pratique des bilans écologiques des produits et celle des audits d'environnement des activités de production seront encouragées.

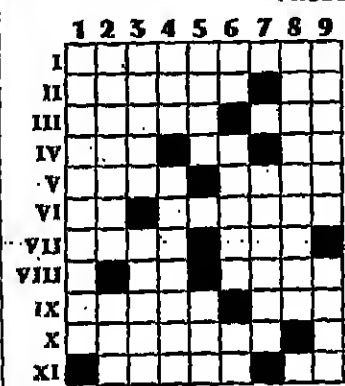
5. - Pour les produits dont l'état doit contrôler la conformité aux règles de sécurité, les techniques d'assurance de la qualité, qui consistent en une surveillance des processus de production à la place du contrôle systématique des produits finis, seront plus largement employées.

6. - La France proposera à ses partenaires de mettre en place une politique communautaire de la qualité. Un memorandum sera déposé à cet effet.

● Chômage de longue durée (Le Monde du 30 avril et lire page 13.)

### MOTS CROISÉS

#### PROBLÈME N° 5770



**HORIZONTALEMENT**  
I. Partie du corps. - II. Nous porte à croire que la Guinée de Troie a bien eu lieu. Lettre. - III. Un siège de Rome le retint un moment. Implique une ligne. - IV. Prononcé par un Romain courtis. Pronom. En trop. - V. Dit ce qu'il pensa. Se met au pibeau. -

VI. Terme musical. Donne de la valeur à certains oiseaux. - VII. Ne ferai pas du sur place. Porte la barbe. - VIII. Out force du fol. Il faut d'abord commencer par les antennes. - IX. Modifiée. Orientation. - X. Leurs bœufs davalant sans doute être mouillés. - XI. Vraisemblablement mécontents. Constantement en danger de rupture chez un cascadeur.

**VERTICALEMENT**  
1. Rastent à ceux qui ont été patients. - 2. Pronom. Est sujet à des débordements. - 3. Peut avoir un caractère de chien. Différente. - 4. Dans une mythologie. En proie à une totale décomposition. - 5. Séducteur. Sur la ruse des vents. - 6. Marque de fromage. Extrait sans doute char au cœur d'Edouard l'Ancien. Vis. - 7. On l'appelle coupé. - 8. Séduit parfois à force de fidélité. 9. Est toujours à la recherche d'un difficile équilibre. UN adepte de la répression.

**Solution du problème n° 5769**  
**Horizontalement**  
I. Opticiens. - II. Rion. Evol. - III. Cant. Sud. - IV. Anier. Nds. - V. Norrent. - VI. Doré. - VII. Sardinia. - VIII. Treira. Ob ? - IX. Eacées. II. X. Set. Asa. - XI. Casemier.

**Verticalement**  
1. Organiste. - 2. Piano. Arasa. - 3. Tenir. Racos. - 4. Inter. Diète. - 5. Redira. - 6. las. Noras. - 7. Eventre. AL. - 8. Noue. Oiso. - 9. Sels. Rouler.

GUY BROUTY

### WEEK-END D'UN CHINEUR

**ILE DE FRANCE**  
Samedi 2 mai. - Nogent-le-Rotrou, 14 h : vins. Vernon, 14 h 30 : vins, alcools.

**PLUS LOIN**  
Samedi 2 mai. - Bernay, 14 h 30 : livres. Deauville, 16 h : atelier C. E. Pinson. Mayenne, 10 h et 14 h : bibelots, mobilier. Orbec, 14 h : vins, alcools. Plémeil, 17 h : automobiles de collection.

**Dimanche 3 mai. - L'Aigle, 14 h 15 : livres. Lorient, 14 h 15 : mobilier, tableaux, objets d'art. Orbec, 14 h : vins, alcools. Salm-Amand-Montmorin, 14 h 30 : mobilier, objets d'art. Saint-Claude, 10 h : pipes de collection. Saint-Laurent-Nouan (41), 14 h : sculptures et tableaux. Thonnay-les-Bains, 14 h : mobilier, tableaux.**

#### FOIRES ET SALONS

Paris, square des Batignolles. Troyes, Deauville, Lisieux, Les Andelys, Landernau, Bordeaux-Quinconces, Montpellier, Nantes, Beaune, Cousse-sur-Loire, Clermont-Ferrand, Rantoullet, Fayence (83), Etampes, Soumoulou (64).

□ Exposition. - L'exposition « Les Lautrec de Lautrec », présentée actuellement à la Bibliothèque nationale, sera ouverte vendredi 1<sup>er</sup> mai.

### BULLETIN D'ENNEIGEMENT

Voici les hauteurs d'enneigement au mardi 28 avril. Elles sont en centimètres par Ski France, l'Association des maîtres des stations françaises de sports d'hiver (61, boulevard Haussmann, 75008 Paris - Tél. : (1) 47-42-23-22), qui diffuse aussi ces renseignements sur rendez-vous téléphonique au (1) 42-66-64-28 ou par Minitel : 36-15 code CORUS.

Les chiffres indiquent, en centimètres, la hauteur de neige en bas, puis en haut des pistes.

**HAUTE-SAVOIE**  
Aronax : 10-120. Les Carroz-Aranches : 0-300. Chamoussy : 0-350. La Chapelle-Abondance : n.c. ; Châtel : 5-90. La Clusaz : n.c. ; Cumbloz : n.c. ; Les Contamines-Montjoie : 0-110. Flaine : 35-290. Les Gets : 0-50. Le Grand-Bornand : 0-90. Les Houches : n.c. ; Megève : 0-70. Morillon : n.c. ; Moraine : 0-80. Pralognan-Les-Sommard : n.c. ; Pralognan-Arly : n.c. ; Saint-Gervais : 30-140. Samoëns : n.c. ; Thollon-les-Ménets : n.c.

**SAVOIE**  
Les Aillons : n.c. ; Les Arcs : 10-210. Arches-Beaufort : n.c. ; Arvieux : n.c. ; Bonneville-sur-Arche : 40-250. Besençon : 0-40. Bonneville-sur-Arche : n.c. ; Le Corbier : 15-60. Courchevel : 30-160. Crest-Voland-Cubignat : n.c. ; Flumet : n.c. ; Les Kallands : n.c. ; Les Menuires : 10-105. Méribel : n.c. ; La Nartre : n.c. ; Notre-Dame-de-Bellecombe : n.c. ; Peisey-Nancroix-Vallandry : 0-80. La Plagne : 0-300. Pralognan-la-Vanoise : n.c. ; La Rutorie : 13-0. 100-250. Saint-François-Longchamp : n.c. ; Les Saissus : 40-85. Tignes : 55-115. La Toussuire : 30-40. Val-Cenis : 0-40. Valfréjus : n.c. ; Val d'Isère : 30-143. Valloire : 10-30. Valmeinier : n.c. ; Valmorel : n.c. ; Val-Thorens : 30-190.

**ISÈRE**  
Alpe d'Huez : 36-120. Alpe du Grand-Serre : n.c. ; Auris-en-Oisans : n.c. ; Autrans : n.c. ; Chamrousse : n.c. ; Le Collet-d'Allevard : 0-80. Les Deux-Alpes : 0-215. Gresse-en-Vercors : n.c. ; Lans-en-Vercors : n.c. ; Méaudre : n.c. ; Saint-Pierre-d'Allevard : n.c. ; Les Sept-Laux : n.c. ; Villard-de-Lans : 0-100.

**ALPES DU SUD**  
Auron : n.c. ; 30. Beuil-Les-Lannes : n.c. ; Briançon : 0-0. Isola 2000 : n.c. ; Montgenèvre : 15-60. Orcières-Merlette : n.c. ; Les Orres : 30-100. Pra-Loup : 0-60. Pra-Saint-Vincent : n.c. ; Risoul : 1850. 10-50. Le Saucy-Super-Sauze : n.c. ; Serre-Chevalier : 0-45. Superbalmet : 0-40. Valberg : n.c. ; Val d'Allos-Le Scigneur : n.c. ; Val d'Allos-La Foux : n.c. ; Vars : 0-40.

**PYRÉNÉES**  
Aix-les-Thermes : 0-0. Barèges : 0-0. Cauterets-Luz : 70-290. Font-Romeu : 0-0. Gourette : 0-100. Lac-Ardiden : 0-0. La Mongie : 15-45. Pau-Engaly : 0-80. Saint-Lary-Soulan : 0-0. Superbagneres : n.c.

**MASSIF CENTRAL**  
Le Mont-Dore : 0-40. Besse-Super-Besse : n.c. ; Super-Lorain : n.c.

**JURA**  
Métabief : 0-10. Mijoux-Lex-Lafaille : n.c. ; Les Rousses : n.c.

**VOSGES**  
Le Grand-Homme : n.c. ; La Bresse-Hohneck : n.c. ; Gérardmer : n.c. ; Saint-Maurice-sur-Moselle : n.c. ; Venron : 0-0.

#### LES STATIONS ÉTRANGÈRES

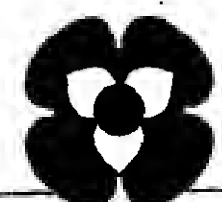
Pour les stations étrangères, on peut s'adresser à l'office national de tourisme de chaque pays : Allemagne : 4, place de l'Opéra, 75001 Paris, tél. : 47-42-04-38. Andorre : 26, avenue de l'Opéra, 75001 Paris, tél. : 42-61-50-55. Autriche : 47, avenue de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-42-18-57. Italie : 33, rue de la Paix, 75002 Paris, tél. : 42-66-66-68. Suisse : 11 bis, rue Scrive, 75009 Paris, tél. : 47-42-45-45.



L'ILE-DE-FRANCE A MIS LE CAP SUR L'EUROPE.

DU 27 AVRIL AU 3 MAI NOUS SERONS PRESENTS A L'EXPOSITION UNIVERSELLE DE SEVILLE. (PAVILLON FRANÇAIS)

PROFITEZ DE NOTRE AVANCE POUR REUSSIR.



CONSEIL REGIONAL ILE-DE-FRANCE VOYONS LOIN, VIVONS MIEUX.





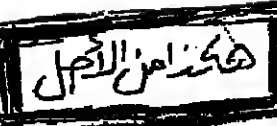


## MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DU 30 AVRIL

[illegible]





## EXPOSITIONS

Nous publions ce jeudi (daté samedi) la liste des expositions qui ont lieu à Paris et en région parisienne à partir de mercredi. Une sélection commentée figure dans notre supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté jeudi).

## Centre Georges-Pompidou

Place Georges-Pompidou (42-77-12-33). T.J. et mar. de 12 h à 22 h, sam., dim. et jours fériés de 10 h à 22 h.  
CUBISMES TCHÉQUES, 1910-1925. Galerie du C.G.P. Jusqu'au 17 mai.  
DESSINS DE MIRO. Personnages, oiseaux... 1924-1977. Salle d'art graphique. Jusqu'au 7 juin.  
LOUIS I. KAHN. LE MONDE DE L'ARCHITECTE. Grande galerie. Jusqu'au 4 mai.  
MISSION PHOTOGRAPHIQUE TRANSMANICHE. Galerie du Forum. Jusqu'au 24 mai.  
GEORGES ROUAULT. Première période 1903-1920. Grande galerie. Entrée : 32 F. Jusqu'au 4 mai.  
JOSEF SVOBODA. SCÉNOGRAPHIE. Grand foyer. Jusqu'au 1<sup>er</sup> juin.

## Musée d'Orsay

Quai Anatole-France (40-49-48-14). Mar. ven., sam., mar. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 21 h 45, dim. de 8 h à 18 h. Fermé le lundi.  
ARCHITECTURES DE SPECTACLE. Exposition-dossier. Jusqu'au 31 mai.  
ARTS INCOHÉRENTS, ACADEMIE DE L'ART (1982-1983). Exposition-dossier. Entrée : 27 F (billet d'accès du musée). Jusqu'au 31 mai.  
LE CABARET DU CHAT NOIR. Exposition-dossier. Jusqu'au 24 mai.  
GUIMARD. Entrée : 32 F (billet jumelé musée-exposition : 45 F). Jusqu'au 26 juin.  
PHOTOGRAPHIES DE LOIS FULLER. Exposition-dossier. Espace naissance du cinématographe. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 31 mai.  
UN AMI DE TOULOUSE-LAUTREC : MAXIMIE DETHOMAS. Exposition-dossier. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 24 mai.

## Palais du Louvre

Entrée par la pyramide (40-20-51-51). T.J. et mar. de 10 h à 22 h.  
ACQUISITIONS DU DÉPARTEMENT DES SCULPTURES (1888-1981). Hall Napoléon. Entrée : 35 F (compréhension l'accès à l'exposition Clodion). Jusqu'au 29 juin.  
CLODION. SCULPTURE (1738-1814). Hall Napoléon. Entrée : 35 F. Jusqu'au 29 juin.  
HOMMAGE À CHARLES STEUBLING (1901-1991). Des Principes à Mafusa. Pavillon de Flore. Entrée : 31 F (billet d'entrée au musée). Jusqu'au 18 mai.  
SOUVENIRS DE VOYAGES : AUTOGRAPHES ET DESSINS FRANÇAIS DU XIX<sup>e</sup>. Pavillon de Flore. Entrée : 31 F (billet d'entrée au musée). Jusqu'au 18 mai.

## Musée d'Art moderne de la Ville de Paris

12, av. de New-York (47-23-61-27). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 30, mar. jusqu'à 20 h 30.  
LE GRAND JEU. Entrée : 35 F (compréhension l'entrée de l'exposition SIMAI). Jusqu'au 21 juin.  
PRAGUE - BRATISLAVA. D'une génération l'autre. Jusqu'au 21 juin.  
SIMAI. Entrée : 35 F (compréhension l'entrée de l'exposition Le Grand Jeu). Jusqu'au 21 juin.

## Grand Palais

Av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. G. Eisenstein.  
JACQUES-HENRI LARTIGUE A L'ÉCOLE DU JEU, 1902-1913. Rhénans. (44-13-17-17). T.J. et mar. de 12 h à 18 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 14 septembre.  
TOULOUSE-LAUTREC. Galeries nationales (44-13-17-17). T.J. et mar. de 10 h à 20 h, mar. jusqu'à 22 h. Réserve billets au 48.04.35.86. Ides 11 h à 18 h, par minute 3615 Laureat et Franc. Entrée : 50 F. Jusqu'au 1<sup>er</sup> juin.  
LES VIKINGS. Les Scandinaves et l'Europe 800-1200. Galeries nationales (44-13-17-17). T.J. et mar. de 10 h à 20 h, mar. jusqu'à 22 h. Entrée : 40 F. Jusqu'au 12 juillet.

## Cité des sciences et de l'industrie

30, av. Corentin-Lièvre (40-05-00-00). T.J. et mar. de 10 h à 18 h.  
ART. PHOTO. IMAGES. Espace Claude Bernard. Entrée : 45 F (Ché pas). Jusqu'au 10 mai.

## PARIS EN VISITES

VENDREDI 1<sup>er</sup> MAI

« L'Hôtel-Dieu et la médecine surfoie ». 10 h à 18 h, entrée Hôtel-Dieu, côté parvis de Notre-Dame (Paris autrefois).  
« La quartier chinois de Paris et ses lieux de culte ». 11 heures et 14 h 30, métro Porte-de-Chaillot (M.-C. Lasserre).  
« Montmartre quartier d'artistes et de jardins, du Bassin-Lavoisier au Lapin agile ». 11 heures et 14 h 30, métro Abbesses (C. Merle).  
« Sous le couple de l'Académie française ». 11 heures, 23, quai de Conti (Connaissance de Paris).  
« Des Batailles-Charmant au bassin de la Vierge ». 14 h 30, métro Botzaris Paris pittoresque (et insolite).  
« Ruelles et jardins du vieux Belleville ». 14 h 30, sortie métro Télégraphe (Régénération du passé).  
« Trois heures au Père-Lachaise : De Jules Vallès au mur des Fédérés, souvenirs de la Commune ». 14 h 30, métro Père-Lachaise, sortie escalator IV. de Langlade).  
« Personnages illustres et folles architectures du Père-Lachaise ». 14 h 30, sortie métro Gambetta, côté avenue du Père-Lachaise (Arts et caetera).  
« Sept des plus vieilles maisons de Paris ». 14 h 40, métro Hôtel-de-Ville, 2, rue des Archives (Paris autrefois).  
« Le clocher et les combles de l'église Saint-Germain-des-Prés, spécialement ouverte à l'occasion de la fête ». 14 h 45, métro Saint-Germain-des-Prés (M. Banassac).  
« La Salpêtrière : l'hôpital général et

## Galerie nationale du Jeu de Paume

Place de la Concorde (42-80-68-68). T.J. et mar. de 12 h à 18 h, sam., dim. de 10 h à 19 h, mar. jusqu'à 21 h 30.  
ECRANS HONGROIS. FILMS ET VIDÉOS EN HONGRIE DEPUIS 1965. Galéri du C.G.P. Jusqu'au 17 mai.  
DESSINS DE MIRO. Personnages, oiseaux... 1924-1977. Salle d'art graphique. Jusqu'au 7 juin.  
LOUIS I. KAHN. LE MONDE DE L'ARCHITECTE. Grande galerie. Jusqu'au 4 mai.  
MISSION PHOTOGRAPHIQUE TRANSMANICHE. Galerie du Forum. Jusqu'au 24 mai.  
GEORGES ROUAULT. Première période 1903-1920. Grande galerie. Entrée : 32 F. Jusqu'au 4 mai.  
JOSEF SVOBODA. SCÉNOGRAPHIE. Grand foyer. Jusqu'au 1<sup>er</sup> juin.

## MUSÉES

LES ANNÉES 70 : UN GROUPE D'ARTISTES À PARIS. Musée Carnavalet, 29, rue de Sévigné (42-72-21-13). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 45, dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 28 juin.  
ARGENT D'ARTISTE. Argentier des XX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. Hôtel de la Monnaie, 11, quai Conti (40-46-56-56). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, mar. jusqu'à 21 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 10 mai.  
AUTOGRAPHES DE L'ÉPIQUE FRIEDLANDER. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 45, dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 1<sup>er</sup> juin.  
BABAR SUR SON 31. Hala Saint-Pierre, musée en herbe, 2, rue Ronsard (42-58-74-12). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 30 avril.  
RICHARD PARKES BONINGTON. Graveur et lithographe. Bibliothèque Nationale, galerie Colbert, 8, rue Vivienne ou 8, rue des Petits-Champs (47-03-81-28). T.J. et mar. de 12 h à 18 h 30. Jusqu'au 21 mai.  
MARCEL BOVIS. RÉTROSPECTIVE. Musée du patrimoine photographique, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 45, dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 28 juin.  
LES CONCURS D'AFFICHES VERS 1800. Byrrh, l'affiche imaginaire. Musée de la Publicité, musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-00-32-14). T.J. et mar. de 12 h à 18 h, dim. de 12 h à 18 h. Jusqu'au 19 juin.  
OESSINS DE RODIN. Musée Rodin, hôtel Biron, 77, rue de Varenne (47-05-01-34). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 45, dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 19 juin.  
LOUIS FAURER. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 45, dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 28 juin.  
SIMAI. Entrée : 35 F (compréhension l'entrée de l'exposition Le Grand Jeu). Jusqu'au 21 juin.  
PEDRO FIGUEROA. Pavillon des Arts, 101, rue Rambuteau (42-33-82-50). T.J. et mar. de 10 h à 18 h 30, mar. jusqu'à 20 h 30. Entrée : 30 F. Jusqu'au 24 mai.  
VÉRONIQUE GRIAT. Bibliothèque Nationale, galerie Colbert, 8, rue Vivienne ou 8, rue des Petits-Champs (47-03-81-28). T.J. et mar. de 12 h à 18 h 30. Jusqu'au 21 mai.

## Musée d'Art moderne de la Ville de Paris

12, av. de New-York (47-23-61-27). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 30, mar. jusqu'à 20 h 30.  
LE GRAND JEU. Entrée : 35 F (compréhension l'entrée de l'exposition SIMAI). Jusqu'au 21 juin.  
PRAGUE - BRATISLAVA. D'une génération l'autre. Jusqu'au 21 juin.  
SIMAI. Entrée : 35 F (compréhension l'entrée de l'exposition Le Grand Jeu). Jusqu'au 21 juin.

## Grand Palais

Av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. G. Eisenstein.  
JACQUES-HENRI LARTIGUE A L'ÉCOLE DU JEU, 1902-1913. Rhénans. (44-13-17-17). T.J. et mar. de 12 h à 18 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 14 septembre.  
TOULOUSE-LAUTREC. Galeries nationales (44-13-17-17). T.J. et mar. de 10 h à 20 h, mar. jusqu'à 22 h. Réserve billets au 48.04.35.86. Ides 11 h à 18 h, par minute 3615 Laureat et Franc. Entrée : 50 F. Jusqu'au 1<sup>er</sup> juin.  
LES VIKINGS. Les Scandinaves et l'Europe 800-1200. Galeries nationales (44-13-17-17). T.J. et mar. de 10 h à 20 h, mar. jusqu'à 22 h. Entrée : 40 F. Jusqu'au 12 juillet.

## Cité des sciences et de l'industrie

30, av. Corentin-Lièvre (40-05-00-00). T.J. et mar. de 10 h à 18 h.  
ART. PHOTO. IMAGES. Espace Claude Bernard. Entrée : 45 F (Ché pas). Jusqu'au 10 mai.

## PARIS EN VISITES

VENDREDI 1<sup>er</sup> MAI

« L'Hôtel-Dieu et la médecine surfoie ». 10 h à 18 h, entrée Hôtel-Dieu, côté parvis de Notre-Dame (Paris autrefois).  
« La quartier chinois de Paris et ses lieux de culte ». 11 heures et 14 h 30, métro Porte-de-Chaillot (M.-C. Lasserre).  
« Montmartre quartier d'artistes et de jardins, du Bassin-Lavoisier au Lapin agile ». 11 heures et 14 h 30, métro Abbesses (C. Merle).  
« Sous le couple de l'Académie française ». 11 heures, 23, quai de Conti (Connaissance de Paris).  
« Des Batailles-Charmant au bassin de la Vierge ». 14 h 30, métro Botzaris Paris pittoresque (et insolite).  
« Ruelles et jardins du vieux Belleville ». 14 h 30, sortie métro Télégraphe (Régénération du passé).  
« Trois heures au Père-Lachaise : De Jules Vallès au mur des Fédérés, souvenirs de la Commune ». 14 h 30, métro Père-Lachaise, sortie escalator IV. de Langlade).  
« Personnages illustres et folles architectures du Père-Lachaise ». 14 h 30, sortie métro Gambetta, côté avenue du Père-Lachaise (Arts et caetera).  
« Sept des plus vieilles maisons de Paris ». 14 h 40, métro Hôtel-de-Ville, 2, rue des Archives (Paris autrefois).  
« Le clocher et les combles de l'église Saint-Germain-des-Prés, spécialement ouverte à l'occasion de la fête ». 14 h 45, métro Saint-Germain-des-Prés (M. Banassac).  
« La Salpêtrière : l'hôpital général et

## Galerie nationale du Jeu de Paume

Place de la Concorde (42-80-68-68). T.J. et mar. de 12 h à 18 h, sam., dim. de 10 h à 19 h, mar. jusqu'à 21 h 30.  
ECRANS HONGROIS. FILMS ET VIDÉOS EN HONGRIE DEPUIS 1965. Galéri du C.G.P. Jusqu'au 17 mai.  
DESSINS DE MIRO. Personnages, oiseaux... 1924-1977. Salle d'art graphique. Jusqu'au 7 juin.  
LOUIS I. KAHN. LE MONDE DE L'ARCHITECTE. Grande galerie. Jusqu'au 4 mai.  
MISSION PHOTOGRAPHIQUE TRANSMANICHE. Galerie du Forum. Jusqu'au 24 mai.  
GEORGES ROUAULT. Première période 1903-1920. Grande galerie. Entrée : 32 F. Jusqu'au 4 mai.  
JOSEF SVOBODA. SCÉNOGRAPHIE. Grand foyer. Jusqu'au 1<sup>er</sup> juin.

## MUSÉES

LES ANNÉES 70 : UN GROUPE D'ARTISTES À PARIS. Musée Carnavalet, 29, rue de Sévigné (42-72-21-13). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 45, dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 28 juin.  
ARGENT D'ARTISTE. Argentier des XX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. Hôtel de la Monnaie, 11, quai Conti (40-46-56-56). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, mar. jusqu'à 21 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 10 mai.  
AUTOGRAPHES DE L'ÉPIQUE FRIEDLANDER. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 45, dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 1<sup>er</sup> juin.  
BABAR SUR SON 31. Hala Saint-Pierre, musée en herbe, 2, rue Ronsard (42-58-74-12). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 30 avril.  
RICHARD PARKES BONINGTON. Graveur et lithographe. Bibliothèque Nationale, galerie Colbert, 8, rue Vivienne ou 8, rue des Petits-Champs (47-03-81-28). T.J. et mar. de 12 h à 18 h 30. Jusqu'au 21 mai.  
MARCEL BOVIS. RÉTROSPECTIVE. Musée du patrimoine photographique, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 45, dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 28 juin.  
LES CONCURS D'AFFICHES VERS 1800. Byrrh, l'affiche imaginaire. Musée de la Publicité, musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-00-32-14). T.J. et mar. de 12 h à 18 h, dim. de 12 h à 18 h. Jusqu'au 19 juin.  
OESSINS DE RODIN. Musée Rodin, hôtel Biron, 77, rue de Varenne (47-05-01-34). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 45, dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 19 juin.  
LOUIS FAURER. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 45, dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 28 juin.  
SIMAI. Entrée : 35 F (compréhension l'entrée de l'exposition Le Grand Jeu). Jusqu'au 21 juin.  
PEDRO FIGUEROA. Pavillon des Arts, 101, rue Rambuteau (42-33-82-50). T.J. et mar. de 10 h à 18 h 30, mar. jusqu'à 20 h 30. Entrée : 30 F. Jusqu'au 24 mai.  
VÉRONIQUE GRIAT. Bibliothèque Nationale, galerie Colbert, 8, rue Vivienne ou 8, rue des Petits-Champs (47-03-81-28). T.J. et mar. de 12 h à 18 h 30. Jusqu'au 21 mai.

## Musée d'Art moderne de la Ville de Paris

12, av. de New-York (47-23-61-27). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 30, mar. jusqu'à 20 h 30.  
LE GRAND JEU. Entrée : 35 F (compréhension l'entrée de l'exposition SIMAI). Jusqu'au 21 juin.  
PRAGUE - BRATISLAVA. D'une génération l'autre. Jusqu'au 21 juin.  
SIMAI. Entrée : 35 F (compréhension l'entrée de l'exposition Le Grand Jeu). Jusqu'au 21 juin.

## Grand Palais

Av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. G. Eisenstein.  
JACQUES-HENRI LARTIGUE A L'ÉCOLE DU JEU, 1902-1913. Rhénans. (44-13-17-17). T.J. et mar. de 12 h à 18 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 14 septembre.  
TOULOUSE-LAUTREC. Galeries nationales (44-13-17-17). T.J. et mar. de 10 h à 20 h, mar. jusqu'à 22 h. Réserve billets au 48.04.35.86. Ides 11 h à 18 h, par minute 3615 Laureat et Franc. Entrée : 50 F. Jusqu'au 1<sup>er</sup> juin.  
LES VIKINGS. Les Scandinaves et l'Europe 800-1200. Galeries nationales (44-13-17-17). T.J. et mar. de 10 h à 20 h, mar. jusqu'à 22 h. Entrée : 40 F. Jusqu'au 12 juillet.

## Cité des sciences et de l'industrie

30, av. Corentin-Lièvre (40-05-00-00). T.J. et mar. de 10 h à 18 h.  
ART. PHOTO. IMAGES. Espace Claude Bernard. Entrée : 45 F (Ché pas). Jusqu'au 10 mai.

## PARIS EN VISITES

VENDREDI 1<sup>er</sup> MAI

« L'Hôtel-Dieu et la médecine surfoie ». 10 h à 18 h, entrée Hôtel-Dieu, côté parvis de Notre-Dame (Paris autrefois).  
« La quartier chinois de Paris et ses lieux de culte ». 11 heures et 14 h 30, métro Porte-de-Chaillot (M.-C. Lasserre).  
« Montmartre quartier d'artistes et de jardins, du Bassin-Lavoisier au Lapin agile ». 11 heures et 14 h 30, métro Abbesses (C. Merle).  
« Sous le couple de l'Académie française ». 11 heures, 23, quai de Conti (Connaissance de Paris).  
« Des Batailles-Charmant au bassin de la Vierge ». 14 h 30, métro Botzaris Paris pittoresque (et insolite).  
« Ruelles et jardins du vieux Belleville ». 14 h 30, sortie métro Télégraphe (Régénération du passé).  
« Trois heures au Père-Lachaise : De Jules Vallès au mur des Fédérés, souvenirs de la Commune ». 14 h 30, métro Père-Lachaise, sortie escalator IV. de Langlade).  
« Personnages illustres et folles architectures du Père-Lachaise ». 14 h 30, sortie métro Gambetta, côté avenue du Père-Lachaise (Arts et caetera).  
« Sept des plus vieilles maisons de Paris ». 14 h 40, métro Hôtel-de-Ville, 2, rue des Archives (Paris autrefois).  
« Le clocher et les combles de l'église Saint-Germain-des-Prés, spécialement ouverte à l'occasion de la fête ». 14 h 45, métro Saint-Germain-des-Prés (M. Banassac).  
« La Salpêtrière : l'hôpital général et

## Galerie nationale du Jeu de Paume

Place de la Concorde (42-80-68-68). T.J. et mar. de 12 h à 18 h, sam., dim. de 10 h à 19 h, mar. jusqu'à 21 h 30.  
ECRANS HONGROIS. FILMS ET VIDÉOS EN HONGRIE DEPUIS 1965. Galéri du C.G.P. Jusqu'au 17 mai.  
DESSINS DE MIRO. Personnages, oiseaux... 1924-1977. Salle d'art graphique. Jusqu'au 7 juin.  
LOUIS I. KAHN. LE MONDE DE L'ARCHITECTE. Grande galerie. Jusqu'au 4 mai.  
MISSION PHOTOGRAPHIQUE TRANSMANICHE. Galerie du Forum. Jusqu'au 24 mai.  
GEORGES ROUAULT. Première période 1903-1920. Grande galerie. Entrée : 32 F. Jusqu'au 4 mai.  
JOSEF SVOBODA. SCÉNOGRAPHIE. Grand foyer. Jusqu'au 1<sup>er</sup> juin.

## MUSÉES

LES ANNÉES 70 : UN GROUPE D'ARTISTES À PARIS. Musée Carnavalet, 29, rue de Sévigné (42-72-21-13). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 45, dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 28 juin.  
ARGENT D'ARTISTE. Argentier des XX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. Hôtel de la Monnaie, 11, quai Conti (40-46-56-56). T.J. et mar. de 10 h à 18 h, mar. jusqu'à 21 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 10 mai.  
AUTOGRAPHES DE L'ÉPIQUE FRIEDLANDER. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 45, dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 1<sup>er</sup> juin.  
BABAR SUR SON 31. Hala Saint-Pierre, musée en herbe, 2, rue Ronsard (42-58-74-12). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 30 avril.  
RICHARD PARKES BONINGTON. Graveur et lithographe. Bibliothèque Nationale, galerie Colbert, 8, rue Vivienne ou 8, rue des Petits-Champs (47-03-81-28). T.J. et mar. de 12 h à 18 h 30. Jusqu'au 21 mai.  
MARCEL BOVIS. RÉTROSPECTIVE. Musée du patrimoine photographique, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 45, dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 28 juin.  
LES CONCURS D'AFFICHES VERS 1800. Byrrh, l'affiche imaginaire. Musée de la Publicité, musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-00-32-14). T.J. et mar. de 12 h à 18 h, dim. de 12 h à 18 h. Jusqu'au 19 juin.  
OESSINS DE RODIN. Musée Rodin, hôtel Biron, 77, rue de Varenne (47-05-01-34). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 45, dim. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 19 juin.  
LOUIS FAURER. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 45, dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 28 juin.  
SIMAI. Entrée : 35 F (compréhension l'entrée de l'exposition Le Grand Jeu). Jusqu'au 21 juin.  
PEDRO FIGUEROA. Pavillon des Arts, 101, rue Rambuteau (42-33-82-50). T.J. et mar. de 10 h à 18 h 30, mar. jusqu'à 20 h 30. Entrée : 30 F. Jusqu'au 24 mai.  
VÉRONIQUE GRIAT. Bibliothèque Nationale, galerie Colbert, 8, rue Vivienne ou 8, rue des Petits-Champs (47-03-81-28). T.J. et mar. de 12 h à 18 h 30. Jusqu'au 21 mai.

## Musée d'Art moderne de la Ville de Paris

12, av. de New-York (47-23-61-27). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 30, mar. jusqu'à 20 h 30.  
LE GRAND JEU. Entrée : 35 F (compréhension l'entrée de l'exposition SIMAI). Jusqu'au 21 juin.  
PRAGUE - BRATISLAVA. D'une génération l'autre. Jusqu'au 21 juin.  
SIMAI. Entrée : 35 F (compréhension l'entrée de l'exposition Le Grand Jeu). Jusqu'au 21 juin.

## Grand Palais

Av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. G. Eisenstein.  
JACQUES-HENRI LARTIGUE A L'ÉCOLE DU JEU, 1902-1913. Rhénans. (44-13-17-17). T.J. et mar. de 12 h à 18 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 14 septembre.  
TOULOUSE-LAUTREC. Galeries nationales (44-13-17-17). T.J. et mar. de 10 h à 20 h, mar. jusqu'à 22 h. Réserve billets au 48.04.35.86. Ides 11 h à 18 h, par minute 3615 Laureat et Franc. Entrée : 50 F. Jusqu'au 1<sup>er</sup> juin.  
LES VIKINGS. Les Scandinaves et l'Europe 800-1200. Galeries nationales (44-13-17-17). T.J. et mar. de 10 h à 20 h, mar. jusqu'à 22 h. Entrée : 40 F. Jusqu'au 12 juillet.

## Cité des sciences et de l'industrie

30, av. Corentin-Lièvre (40-05-00-00). T.J. et mar. de 10 h à 18 h.  
ART. PHOTO. IMAGES. Espace Claude Bernard. Entrée : 45 F (Ché pas). Jusqu'au 10 mai.

## PARIS EN VISITES

VENDREDI 1<sup>er</sup> MAI

« L'Hôtel-Dieu et la médecine surfoie ». 10 h à 18 h, entrée Hôtel-Dieu, côté parvis de Notre-Dame (Paris autrefois).  
« La quartier chinois de Paris et ses lieux de culte ». 11 heures et 14 h 30, métro Porte-de-Chaillot (M.-C. Lasserre).  
« Montmartre quartier d'artistes et de jardins, du Bassin-Lavoisier au Lapin agile ». 11 heures et 14 h 30, métro Abbesses (C. Merle).  
« Sous le couple de l'Académie française ». 11 heures, 23, quai de Conti (Connaissance de Paris).  
« Des Batailles-Charmant au bassin de la Vierge ». 14 h 30, métro Botzaris Paris pittoresque (et insolite).  
« Ruelles et jardins du vieux Belleville ». 14 h 30, sortie métro Télégraphe (Régénération du passé).  
« Trois heures au Père-Lachaise : De Jules Vallès au mur des Fédérés, souvenirs de la Commune ». 14 h 30, métro Père-Lachaise, sortie escalator IV. de Langlade).  
« Personnages illustres et folles architectures du Père-Lachaise ». 14 h 30, sortie métro Gambetta, côté avenue du Père-Lachaise (Arts et caetera).  
« Sept des plus vieilles maisons de Paris ». 14 h 40, métro Hôtel-de-Ville, 2, rue des Archives (Paris autrefois).  
« Le clocher et les combles de l'église Saint-Germain-des-Prés, spécialement ouverte à l'occasion de la fête ». 14 h 45, métro Saint-Germain-des-Prés (M. Banassac).  
« La Salpêtrière : l'hôpital général et

## Centre Georges-Pompidou

Place Georges-Pompidou (42-77-12-33). T.J. et mar. de 12 h à 22 h, sam., dim. et jours fériés de 10 h à 22 h.  
CUBISMES TCHÉQUES, 1910-1925. Galerie du C.G.P. Jusqu'au 17 mai.  
DESSINS DE MIRO. Personnages, oiseaux... 1924-1977. Salle d'art graphique. Jusqu'au 7 juin.  
LOUIS I. KAHN. LE MONDE DE L'ARCHITECTE. Grande galerie. Jusqu'au 4 mai.  
MISSION PHOTOGRAPHIQUE TRANSMANICHE. Galerie du Forum. Jusqu'au 24 mai.  
GEORGES ROUAULT. Première période 1903-1920. Grande galerie. Entrée : 32 F. Jusqu'au 4 mai.  
JOSEF SVOBODA. SCÉNOGRAPHIE. Grand foyer. Jusqu'au 1<sup>er</sup> juin.

## Musée d'Orsay

Quai Anatole-France (40-49-48-14). Mar. ven., sam., mar. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 21 h 45, dim. de 8 h à 18 h. Fermé le lundi.  
ARCHITECTURES DE SPECTACLE. Exposition-dossier. Jusqu'au 31 mai.  
ARTS INCOHÉRENTS, ACADEMIE DE L'ART (1982-1983). Exposition-dossier. Entrée : 27 F (billet d'accès du musée). Jusqu'au 31 mai.  
LE CABARET DU CHAT NOIR. Exposition-dossier. Jusqu'au 24 mai.  
GUIMARD. Entrée : 32 F (billet jumelé musée-exposition : 45 F). Jusqu'au 26 juin.  
PHOTOGRAPHIES DE LOIS FULLER. Exposition-dossier. Espace naissance du cinématographe. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 31 mai.  
UN AMI DE TOULOUSE-LAUTREC : MAXIMIE DETHOMAS. Exposition-dossier. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 24 mai.

## Palais du Louvre

Entrée par la pyramide (40-20-51-51). T.J. et mar. de 10 h à 22 h.  
ACQUISITIONS DU DÉPARTEMENT DES SCULPTURES (1888-1981). Hall Napoléon. Entrée : 35 F (compréhension l'accès à l'exposition Clodion). Jusqu'au 29 juin.  
CLODION. SCULPTURE (1738-1814). Hall Napoléon. Entrée : 35 F. Jusqu'au 29 juin.  
HOMMAGE À CHARLES STEUBLING (1901-1991). Des Principes à Mafusa. Pavillon de Flore. Entrée : 31 F (billet d'entrée au musée). Jusqu'au 18 mai.  
SOUVENIRS DE VOYAGES : AUTOGRAPHES ET DESSINS FRANÇAIS DU XIX<sup>e</sup>. Pavillon de Flore. Entrée : 31 F (billet d'entrée au musée). Jusqu'au 18 mai.

## Musée d'Art moderne de la Ville de Paris

12, av. de New-York (47-23-61-27). T.J. et mar. de 10 h à 17 h 30, mar. jusqu'à 20 h 30.  
LE GRAND JEU. Entrée : 35 F (compréhension l'entrée de l'exposition SIMAI). Jusqu'au 21 juin.  
PRAGUE - BRATISLAVA. D'une génération l'autre. Jusqu'au 21 juin.  
SIMAI. Entrée : 35 F (compréhension l'entrée de l'exposition Le Grand Jeu). Jusqu'au 21 juin.

## Grand Palais

Av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. G. Eisenstein.  
JACQUES-HENRI LARTIGUE A L'ÉCOLE DU JEU, 1902-1913. Rhénans. (44-13-17-17). T.J. et mar. de 12 h à 18 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 14 septembre.  
TOULOUSE-LAUTREC. Galeries nationales (44-13-17-17). T.J. et mar. de 10 h à 20 h, mar. jusqu'à 22 h. Réserve billets au 48.04.35.86. Ides 11 h à 18







La réforme de la taxe d'habitation

Une victoire amère pour les députés socialistes

Les députés socialistes ont sauvé leur réforme fiscale, mais au prix, pensent-ils, d'un sabotage. Déjà desservie par une genèse difficile, la taxe départementale sur le revenu (TDR) est devenue, selon la formule du président de la commission des finances, M. Jean La Garrec (PS, Nord), « un exemple typique de contre-communication ». Après quinze jours de pression et de divergence publique entre les députés socialistes et le gouvernement, le feuillet de la TDR a trouvé, mercredi 29 avril en réunion de groupe, un amercissement : une lettre adressée aux parlementaires PS par le premier ministre, M. Pierre Bérégovoy, opposant une fin de non-recevoir à toutes leurs propositions d'annulation de la réforme, au motif qu'elles sont « techniquement inapplicables ».

La conséquence directe de ce refus — l'application pure et simple de la réforme adoptée au prin-

temps dernier, sauf initiative gouvernementale — aurait dû réjouir les députés. Mais ceux-ci ne pardonnent pas au gouvernement d'avoir sapé d'avance, par son hostilité si prononcée à la TDR, toute tentative d'explication et de justification fiscale auprès de l'opinion publique.

« Traîtrise » et « mauvaise foi »

La réunion du groupe a tourné au débat réglementaire du compte. M. Alain Richard (PS, Val-d'Oise), rapporteur général du budget, n'a pas hésité à évoquer la « traîtrise » de ceux qui à Bercy ont, selon lui, tout fait pour saboter la réforme ni à ironiser sur les arguments financiers et techniques opposés par le gouvernement à sa mise en application. Evoquant le coût des exonérations fiscales en faveur des employés de maison adoptées à l'automne dernier, M. Richard a constaté que l'on avait trouvé

sans difficulté apparente, pour cette mesure, « l'argent et les moyens de communication » qui semblent si cruellement manquer aujourd'hui.

Dans le même état d'esprit, M. Henri Emmanuelli (PS, Landes), président de l'Assemblée nationale, s'est demandé si les socialistes « ont choisi de condamner, oui ou non, la notion de progrès » de l'impôt. M. René Dosière (PS, Aisne) a souligné la « mauvaise foi » du gouvernement, qui « refuse une réforme au nom de difficultés techniques, mais propose un ajustement technique beaucoup plus difficile à mettre en œuvre ». Plus généralement, ceux qui doivent, demain, défendre la réforme de la taxe d'habitation devant leurs électeurs ne cachent pas leur inquiétude : « C'est comme si on avait dit par avance aux contribuables qu'ils seraient idiots de ne pas protester... »

P. R.-D.

M. Tapie opérera un « cloisonnement hermétique » entre ses diverses activités

Il faut croire que la fréquentation des plateaux de télévision dispose aux séances de questions d'actualité. M. Bernard Tapie s'est, en effet, sorti tout à son avantage de sa première épreuve parlementaire, mercredi 29 avril, à l'Assemblée nationale. L'opposition, qui avait bruyamment regretté l'absence du ministre de la ville lors de la déclaration de politique générale de M. Denis Jacquet (UDF, Moselle), ancien médecin du FC Metz, pour tester les réflexes du président de l'OM, « Etes-vous un ministre homme d'affaires ou un ministre gadget ? A quel service vous dans ce gouvernement ? », lui a gravement demandé le député de Moselle.

« Je trouve formidable que ceux qui se réclament du libéralisme s'étonnent qu'un puisse un jour faire de l'entreprise et un autre jour mettre son talent et son expérience au service des autres, a répliqué, avec calme, M. Tapie. Le tout est d'opérer, le moment venu, un cloisonnement hermétique entre les deux activités. C'est ce que j'ai fait. » Assumant sa responsabilité de chef d'entreprise, j'ai fait appel à une femme formidable, une ancienne assistante directe de

M. Barre, M<sup>me</sup> Gilberte Beaux, a-t-il ajouté, en prenant à témoin l'ancien premier ministre, qui, tout sourire, a vigoureusement opiné du chef, alors que les députés socialistes applaudissaient à tout rompre.

Le président de l'Olympique de Marseille a ensuite évoqué l'enquête ordonnée sur plusieurs clubs de football, dont l'OM. « L'OM est le seul club, avec Monaco, qui ne touche aucune subvention ni de la mairie, ni du conseil général, ni du conseil régional. Les enquêtes ne pourront en aucun cas conduire à un enrichissement, car cela reviendrait à dire que je me suis volé moi-même. Dans ce cas-là, ce n'est pas en prison qu'il faudra m'emmener mais à l'hôpital psychiatrique », a conclu le ministre, chaleureusement acclamé par les socialistes.

Désignant les cartons rouges brandis par des députés de l'opposition, M. Tapie, visiblement content de lui, s'est ensuite rassuré à son banc pour y lire les petits mots de félicitation envoyés par ses collègues du gouvernement.

G. P.

La fête du 1<sup>er</sup> mai

M. Mitterrand veut rappeler la « dimension sociale » de l'Europe

A l'occasion de la Fête du travail, M. François Mitterrand devait répondre, vendredi 1<sup>er</sup> mai, de 8 h 15 à 9 heures, sur Europe 1, aux questions de Jean-Pierre Elkabbach. Selon l'Elysée, le président de la République a choisi cette date symbolique pour « traiter des questions sociales » et « rappeler la dimension sociale » de la construction européenne.

An cours de la réunion hebdomadaire du conseil des ministres, mercredi 29 avril, M. Mitterrand a évoqué les débats sur le traité de Maastricht en disant : « Nous venons de passer depuis la seconde guerre mondiale dans une autre phase de l'histoire du monde. La construction européenne constitue un élément fondamental du dispositif de préservation de la paix. A travers elle, nous assurons à la pairie sécurité et pérennité, sans comparaison avec aucune autre période de notre histoire ».

C'est à l'occasion du traditionnel tour d'horizon diplomatique que le président de la République a fait cette déclaration, rapportée par M. Martin Malvy, secrétaire d'Etat aux relations avec le Parlement et porte-parole du gouvernement.

Pour sa part, et toujours selon M. Malvy, le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas, a souligné : « L'Allemagne connaît un moment difficile, qui trouve son origine dans les suites et les conséquences économiques de la réunification. Mais cela passera. Les problèmes trouveront leur solution et l'Allemagne contribuera à jouer le rôle qui est le sien. Plus que jamais, une bonne entente entre la France et l'Allemagne est nécessaire. Cette situation justifie que la France ratifie le plus rapidement possible le traité de Maastricht et prenne part à sa volonté de contribuer à entraîner ses partenaires sur la voie de la construction européenne ».

UNE SEMAINE EN FLORIDE à partir de 5 910 F\*

— PARIS/ORLANDO/PARIS — Une voiture de location en kilométrage illimité. — Une location de villa. \* Prix basé sur 4 personnes minimum.

CONTACTOUR 30, rue de Richelieu, 75001 PARIS. Tél. : (1) 42-95-02-25.

(Publicité)

Vous rêvez de piloter un avion ? ...vous pouvez voler seul dans... 3 mois !

Ne vous privez surtout plus de ce plaisir. Avec un vol d'initiation pour savoir si vous êtes bien « made in France », et le cœur vous en va, laissez-vous aller à l'école de pilotage dont le tarif vous surprendra agréablement. — Moriez à bord de l'avion-régulateur pour décoller dans la bonne humeur. Une idée toute originale pour un samedi ou un dimanche, à 45 km de Paris au milieu de la nature.

RENSEIGNEMENTS : M<sup>me</sup> de Fontenay-Tracy 77418. Tél. : (1) 84-25-51-45

Une amélioration amplifiée par le changement de date

Le chômage a diminué de 0,6 % en mars

Officiellement, le chômage a baissé de 0,6 % en données corrigées des variations saisonnières, fin mars, selon les résultats publiés jeudi 30 avril par le ministère du travail. Il y a eu 18 200 demandeurs d'emploi de moins, sur un total de 2 858 100. Mais les statistiques estiment que, pour 12 000 d'entre eux, cette baisse est due au report du 25 au 30 du mois, de la date de publication, qui intervient pour la première fois et a donc allongé la période prise en compte. En données brutes, pour les mêmes raisons, le recul de 2,1 % est également plus fort que d'ordinaire et l'on comptait 2 876 864 personnes inscrites à l'ANPE.

Même amplifiée de la sorte, la tendance est à une légère amélioration sous l'effet conjugué d'une meilleure tenue relative du marché du travail et de la montée et puis baisse des programmes de stages. En données corrigées, les nouvelles entrées au chômage ont diminué de 3,2 % en un an. Les licenciements économiques, qui ont encore augmenté de 10,5 % par rapport à 1991, progressent à un rythme plus faible. Surtout, le nombre des demandeurs d'un premier emploi recule de 12 % en un an.

Quoique peu nombreuses, avec 49 000 postes à durée indéterminée enregistrés dans le mois, les offres d'emploi se sont accrues de 8,9 % en un an. De leur côté, les sorties de l'ANPE s'accroissent en augmentant de 7,6 % en un an, en données corrigées. Les retours dans un emploi sont plus nombreux (+10,7 % en un an), ainsi que les radiations à la suite d'un contrôle (+4,2 %) qui ont souvent la même signification. Surtout, le volume des entrées en stage a augmenté : 916 876 chômeurs de plus d'un an, soit 15,5 % de plus qu'en mars 1991 qui représentent 31,9 % des inscrits à l'ANPE. L'ancienneté moyenne, de 375 jours, a encore augmenté de 6 jours en un an.

Une dernière innovation apparaît avec les chiffres de mars. On sait maintenant que 11,7 % des chômeurs ont exercé une activité réduite déclarée pendant le mois, comme ils en ont le droit. Pour 5,7 % d'ailleurs, la durée de travail a excédé les 78 heures mensuelles.

ALAIN LEBAUDE

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

On respire !

LES temps changent, hein, mon bon monsieur ! Autrefois, une femme qui fumait dans la rue, c'était très mal vu. Tout juste si on ne la traitait pas de pute. Aujourd'hui, aux Etats-Unis, devant la porte des bureaux, les employées font le trottoir pendant la pause-clopes. Et quand vous allez voir un chef à l'étage noble des buildings, le dernier, il écoule l'entretien et vous raccompagne, jusqu'en bas, histoire d'en griller une, ni vu ni connu, perdu dans la foule des passants.

Ici, ça va faire pareil. Parce qu'enfin, sur les lieux de travail, sort des toilettes pour dames où on ira s'enfermer, allumer une cigarette, l'éteindre sous le robinet, l'envelopper dans du papier hygiénique et la jeter à la poubelle réservée à un autre usage, je ne vois pas très bien où les pots de Nicot vont pouvoir trouver leur tombe ou plutôt remplir leur urne à la cendre d'un mégot sans risquer d'être dénoncés par les collègues.

Pas par honte d'âme, vous pensez bien, s'agil pas d'empêcher un suicide, mais un homicide. Le clope tue, l'écolo aussi.

N'empêche qu'à l'écran les terrifiantes pubs de la liq. anti-tabac, du genre la maman fume, le bébé brûle, ne se comparant pas au bienveillant « Tu t'es vu quand t'as bu ». Ou plutôt si. Moi, si l'arrête de fumer, pas de problème, je vais me mettre à piocher. C'est tout profit.

Comme c'est parti, même eu square, assis sur un banc à cinquante mètres du tas de sable, on ne pourra pas ouvrir un paquet de cigarettes sans casquer. Tandis que le clochard qui sort une bouteille de pinard de sa poussette, lui, il risque pas de trépasser. Et je ne parle pas des mollesonnes poursuivies contre les chauffards, ces énergiques champions de la course poursuite, responsables de dix mille morts par an.

Vous allez voir, sur la chaussée les pots d'échappement et les marteaux piqueurs vont continuer à l'écher, en toute impunité, des nuages de gaz et de poussière, mais il y aura des trottoirs fumeux et non fumeux, réservés aux piétons sûrs de choper le cancer en passant le nez dans un rond de fumée.

VOILE : Coupe de l'America. — Il Moro di Venezia a remporté, mercredi 29 avril à San-Diego (Californie), sa troisième régatée consécutive dans la finale des challenges de la Coupe de l'America, avec 20 secondes d'avance sur New-Zealand, à bord duquel Rod Davis, le barreur, et David Barnes, le tacticien, avaient été remplacés par Russell Coutts et Brad Butterworth. Un nouveau succès permettrait aux Italiens, qui intègrent désormais par quatre victoires à trois, de gagner cette coupe Louis-Vuitton. Dans la finale des défenses, America-3 a intercepté la série de trois victoires consécutives de Stars-and-Stripes, battue de 1 minute 8 secondes. America-3 mène par cinq victoires à quatre, mais sept victoires sont nécessaires pour être désigné comme défendeur.

RAYONNAGES BIBLIOTHEQUES A VOS MESURES. — PRIX TRÈS COMPETITIFS. 25 années d'expérience. 1-84-1200-7000. 200 av. de Maine, 75014 Paris. Tél. : 01-42-55-51-40. — présent à la Foire de Paris. Stand C 13

SOMMAIRE

DÉBATS

Revue : « Les enjeux du sport », par Frédéric Gausson... 2

ÉTRANGER

Les émeutes raciales à Los Angeles... 3  
Le commandant Massoud a fait son entrée dans Kaboul... 3  
La visite du premier ministre japonais à Paris... 4  
Sierra-Leone : des militaires affirment avoir renversé le gouvernement... 5  
Pays-Bas : la coalition gouvernementale traverse une grave crise... 5  
La situation en Bosnie-Herzégovine... 5

POLITIQUE

La révision de la Constitution et le débat sur la ratification du traité de Maastricht... 7-8  
Les travaux du Parlement... 8

SOCIÉTÉ

Le décret d'application de la loi sur le tabagisme a été rendu public... 9  
L'Eglise de scientologie a été déboulée de son action contre FR3... 9  
« Daguet » au goût de sable : un an après, la visite de M. Joxe aux anciens de la guerre du Golfe... 9  
Les Jeux de Barcelone menacés par la surpopulation olympique... 10

CULTURE

Un entretien inédit avec Francis Bacon... 11  
Le 16<sup>e</sup> Printemps de Bourges... 11  
Cinéma : De jour comme de nuit, de Renaud Victor ; le Sphinx du Sphinx, de Daniele Luchetti... 12

ÉCONOMIE

Étape décisive du rapprochement entre le BNP et la Dresdner Bank... 13

La grève dans les services publics se poursuit en Allemagne... 13  
La fin du dix-septième congrès de FO... 14  
Le plan social de Peugeot... 14  
Le revenu agricole a baissé de 2,2 % en 1991... 15  
Vie des entreprises... 16

LIVRES • IDÉES

« L'Europe de l'esprit » : Charles-Joseph de Ligne ou l'Européen tel qu'on le rêve • Le feuillet de Michel Braudeau : Les lois de la passion • Histoire littéraire, par François Bott : Les plaisirs du pastiche • D'autres mondes per Nicole Zand : Tant qu'il y aura des Esquimaux... • Juda d'Est ou l'Est juif : deux essais pour raconter l'histoire d'un peuple partagé entre intégration et assimilation • La vie du langage, par Denis Siskta : Le diable et la plume • Folies Powys... 21 à 28

Services

Abonnements... 2  
Annonces classées... 12  
Carte... 10  
Loto... 10  
Marchés financiers... 16-17  
Météorologie... 19  
Bulletin d'enneigement... 15  
Mots croisés... 15  
Radio-télévision... 19  
Spectacles... 18

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un cahier « Le Monde des livres » folioté 21 à 28

Le numéro du « Monde » daté 30 avril 1992 a été tiré à 472 764 exemplaires.

SCIENCE & VIE LE PREMIER AVION STRATOSPHERIQUE EST RUSSE

C'est le moteur d'avion le plus rapide du monde. Il équipera les avions aérospatiaux du troisième millénaire. Les Russes viennent de réussir à le faire voler. Ses inventeurs racontent l'histoire en exclusivité à SCIENCE & VIE.

- Trou d'ozone : attention au Soleil
- Programmer le sexe de son enfant
- Tabagisme : la pastille collée sur la peau pour arrêter de fumer

N° 1 DE LA PRESSE SCIENTIFIQUE







LE CAOUTCHOUC DÉCIDEMENT

d'Eric Chevillard. Minuit, 126 p., 65 F.

TOUT DOIT DISPARAITRE

de Benoît Duteurtre. Gallimard, coll. « L'Infini », 198 p., 95 F.

Il y a des auteurs qui ressemblent à leur éditeur comme deux gouttes d'eau. Ce qui suppose que l'éditeur a une image aussi forte et précise que l'auteur a du style. Ils semblent fait l'un pour l'autre. Du moins, c'est un mariage dont on se fait l'idée, après publication, on se dit que Beckett, qui ne pouvait qu'être chez Minuit, comme Claude Simon ; Barthes et Lacan au Seuil, Marguerite Yourcenar et Michel Tournier chez Gallimard, etc. Tout cela, dira-t-on, a tendance à figer le camp de nos jours, comme le reste, et bien des couvertures dérapent, accueillent des noms qui auraient fait courir les fondateurs, mais c'est la vie. Et il reste des bastions.

Cela pour dire qu'Eric Chevillard, vingt-huit ans, est parfaitement chez lui aux éditions de Minuit, qu'on ne le voit pas ailleurs pour l'instant, avec ses récits cocasses, son imagination à la Robert Pinget, son humour subtil, son goût des enquêtes absurdes. Bertrand Poirot-Delpech, dans ces colonnes, avait salué en son temps *Mourir m'enrhumé*, le premier roman de Chevillard paru en 1987. Deux autres titres avaient suivi, *Le Démarcheur*, et *Palefox*, portrait d'une bête extravagante dont un groupe de zoologues ne parvenait pas à déterminer la nature exacte, sur cent-quatre-vingt-dix pages d'examen, insecte ou fœve, oiseau ou crustacé, couverte de plumes ou de pinces, ellez savoir, une bête faramineuse, interminable, croisement d'un rêve de Vialatte et d'une devinette de Lewis Carroll.

Le héros de son quatrième roman porte le nom de Fume, ce qui est une indication bien floue, mais on peut néanmoins supposer qu'il est français : c'est un homme de mauvaise humeur, en guerre contre les lois les plus évidentes de la nature (« Fume est par exemple hostile au principe des giboulées de mars »), persuadé de son bon droit, pis, de sa mission à réformer le monde entier pour le plus grand bien de l'humanité. « Fume a une foule d'idées, des projets précis pour que tout change, car il fera mieux que donner son nom à une rose ou à une mélodie, il a d'autres ambitions, un plus vaste dessein. »

Cela lui vient de ses jeunes années, quand on le réprimandait parce qu'il crevait sa compote au visage de son grand-père (ce qui n'était pas malin, de le réprimander, parce qu'inévitablement l'enfant se posait deux insolubles questions : où fallait-il donc cracher cette compote et que devait-il cracher d'autre au visage de grand-père ?) puis des aberrations de l'enseignement obligatoire, le quel et rationnel, lequel ne faisait que prolonger le melen-tendu et la répression, « les filles changent de bras », c'est tout.

L'arrive donc à l'âge adulte avec un océan de réformes à entreprendre, un Himalaya de griefs, qu'il exposera dans son *Manifeste pour une réforme radicale du système en vigueur*. Les motifs d'insatisfaction ? En vrac : l'exiguïté du crâne, le poids du pied, l'éloignement des étoiles, le fonctionnement des organes, l'obliquité de l'écliptique, le mutisme du poisson, la fragilité de la clavicle. Sans parler de l'irréversibilité du temps (un vrai scandale, dénoncé par la société des amis de Marcel Proust, sans

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau



Eric Chevillard : chevalier dans l'ordre du bizarre.

# Les lois de la pesanteur

doute), la permanence désespérante de la pierre, les modes de reproduction par scissiparité ou fécondation, l'autorité paternelle, les lois de la pesanteur, la couleur invariable du lait, la compressibilité des gaz, la sauvagerie du fennec, la gravitation universelle, les tirellements de l'épigastre, etc. Et jusqu'au hasard qui fait que « le feu pas d'une girafe dans la savane provoque un enchaînement de faits absurdes qui aboutira au divorce d'un couple de Norvégiens, après trente ans de vie commune et de bonheur égal, c'est à n'y rien comprendre ». On le sait, ne rien comprendre n'empêche pas de se révolter, au contraire, ça aide.

Dans son ardeur réformatrice, le cher Fume trouve l'appui de la Fondation Zeller qui met à sa disposition sept collaborateurs pour l'aider à changer le monde, à mettre au point de nouvelles matières, à trouver un meilleur usage de quelques-unes que nous

connaissons, comme le caoutchouc. « *Inventé par le caoutchouc, le musculeux caoutchouc, décidément, le caoutchouc.* » La démarche de Chevillard est aussi inventive que celle de son personnage, aussi drôle, libre et originale. Inutile de le comparer à d'autres, d'invoquer d'illustres ancêtres dans ce registre, Chevillard n'a qu'à continuer tout seul son chemin, il sera vite chevalier dans l'ordre du bizarre, ce qui est une position de roi.

BENOÎT DUTEURTRE, trente-deux ans, publie également son quatrième roman, et le deuxième, après *l'Amoureux malgré lui* (1989), chez le même éditeur, dans la même collection. Et c'est ce qui est bizarre, pour le coup, parce que l'Infini et Philippe Sollers ont toujours, même atténuée, une aura d'avant-garde, de recherche intellectuelle. Ce qui ne veut pas dire « difficile », mais qui soutient une certaine exigence. Or c'est un roman qui en témoigne peu, qui n'est absolument pas bizarre (c'est même étrange comme on peut être non bizarre à ce point), c'est bien celui-ci. Le narrateur est un jeune homme ambitieux qui après avoir étudié le piano dans son enfance et renoncé à être Mozart à l'adolescence, tente de faire son chemin dans le journalisme, en commençant par une face particulièrement escarpée et étroite, la critique musicale.

Il n'y a pas partout et les titulaires défendent chèrement leur place. Il s'en aperçoit assez tôt après quelques mois où il fait des piges mal payées, des chroniques de disques, qu'on finit par lui renvoyer sans vrai motif, parce qu'il gêne quelqu'un et qu'on peut toujours dire à un critique, y compris un critique littéraire, qu'il a un goût détestable, que ses papiers sont moins bons, etc. toutes choses qui ne se mesurent ni se sentent.

Il passe donc de la *Gazette musicale* à *Marie-José*, grand magazine féminin publié en plusieurs langues où une Aline Brèle hyper-branchée le prend sous son aile et lui demande de mettre toujours plus de peps dans ses papiers. Brème a-t-il besoin de peps, se demande le jeune homme (et nous aussi) ? Sans doute pas. De toute façon il est viré. Puis il entre à *Police Magazine*, où il apprend l'art du fait divers reconstitué et bien saignant. Puis à *Homme*, pour lequel il fait un reportage sur les nudistes.

Abrégeons, c'est un petit panorama ironique et désenchanté de la presse française. Pourquoi pas ? Mais franchement, elle mérite parfois mieux (tous les journalistes ne sont pas si médiocres) et souvent pire : les phénomènes pervers sont plus nombreux et plus retors que les pauvres livres que croit soulever l'auteur. On dira : c'est le portrait d'un naïf. Non, c'est l'œuvre d'un naïf. Voltaire n'était pas naïf en peignant le naïf Candide, Duteurtre, intéressant quand il nous parle en musicologue, tombe trop souvent dans les pires platitudes : « *l'essor d'une musique populaire universelle, tout en recouvrant un foisonnement de talents, participe à la lente uniformisation du globe.* ». Oui, et les clichés aussi.

On reprend donc son Chevillard au hasard et l'on constate qu'il fait un tas de détours pour ne pas employer à propos de la neige les mots « linceul » et « manteau », là où d'autres nous auraient assurés de sa blancheur qui étouffe les sons et du sommeil de la nature, par exemple. Fume, du reste n'aime pas les paysages : « Fume marche vers la fenêtre et colla son front au carreau. Suit la description d'un paysage. [...] Planter le décor l'ennuyait, n'ayant jamais pris les joies du jardinage ». Un écrivain, décidément.

L'INTERVIEW

de Bernard Morlino. La Manufacture, 102 p., 72 F.

DIX PERLES DE CULTURE

de Jacques Laurent et Claude Martine. Stock, 336 p., 60 F.

DÉCUS de voir trop souvent leurs écrits tomber dans les vanités du paraître, les Français qui aiment la littérature ont reporté leur effection sur un auteur mythique. Ils l'évoquent volontiers dans les déjeuners des arrosissements ou les dîners des sous-préfetures. C'est une sorte de « modèle kientien », comme l'emant improbable des anciennes jeunes filles de province ou l'homme providentiel des nations en péril.

Cet auteur est aussi discret que ses confrères sont vantards. Il répugne à la gloire autant que les autres la convoient, et l'effacement semble être sa vocation. Jaloux de sa quiétude, il ne se montre ni à la télévision ni dans le monde. Et certains se vantent seulement de l'avoir aperçu faisant son marché place Maubert ou ailleurs. Bernard Morlino, qui a déjà publié des livres sur Philippe Soupault (1), l'ancienne équipe du Racing (2), Emmanuel Berl (3) et les facteurs français (4), a entrepris de « pasticher » cet écrivain « sans visage ».

« Pastiche » vient de pasticheur : c'est la pâte que l'on travaille dans le dessein d'imiter et de prolonger l'œuvre des autres. Bernard Morlino ne se contente pas de modeler la pâte. Il en rajoute assez pour préciser les traits de son personnage et lui donner une biographie. Il était temps, car le fantôme est centenaire. Venu au monde en 1890, comme Charles de Gaulle et Jean Guéhenno, le vieil homme se contredit toujours sur son lieu de naissance. Tantôt c'est en Arles qu'il est né, le jour du suicide de Van Gogh. Tantôt c'est à Montevideo qu'il a commencé de vivre, comme Isidore Ducasse et les deux Jules (Laforque et Super-vielle) : les mythes littéraires peuvent-ils naître ailleurs ?

Bernard Morlino a imaginé qu'une jeune journaliste, à la figure accorte et à l'esprit fureteur, rencontre cet auteur introuvable et le persuade de se prêter, pour la première fois de son existence, à l'épreuve de l'interview. Et l'on s'attend à ce que le vieil homme fasse à la jeune journaliste le compliment que Fontenelle, cet autre centenaire, avait jadis adressé à M<sup>me</sup> Helvétius : « Ah ! Madame, si je n'avais que quatre-vingts ans ! »

L'AUTEUR mythique a bien voulu parler de tout. De sa modestie, qu'il considère comme la chose la plus naturelle, n'ayant « jamais voulu recevoir les félicitations d'un monde (qu'il) condamne ». De la « courte maladie » dont il se « pécit » et qui s'appelle « la vie ». Des dinosaures, de Rimbaud, de la vieillesse et de Dieu, qui « brille par son absence ». De la mort, qui fait « tourner » les moindres pensées, et de la postérité, qui ne représente presque rien quand on se mêle de la cultiver « en années-lumière ».

Sien sûr, le vieil homme est un moraliste. Il écrit « des textes courts par politesse », jugeant discourtise la littérature qui traîne ou lambine. Il se vante « l'apôtre du désoir » et prétend n'avoir pas « une assez haute considération de [lui-même] » pour envisager le suicide. Ses goûts littéraires l'ont porté vers des écrivains qui avaient la réputation de « ne pas aimer la vie » et de s'employer à la dénigrer. « A force de les pratiquer, dit-il, j'ai compris qu'ils étaient passionnés par l'existence. Leur noirceur résulte d'une envie de vivre eutrement. »

Toutefois, l'auteur mythique préfère parler de football plutôt

HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bott

# Les plaisirs du pastiche



Jacques Laurent vu par Bérénice Cleve

de littérature. Jadis ou naguère (comment pourrait-il, à son âge, distinguer ces adverbes ?), il a fréquenté Albert Camus et Georges Perros. « Avec Camus et Perros, se souvient-il, nous pouvions passer de La Bhagavad-Gîtâ au plongeon de Vignal via Bergson. » Pour les jeunes générations, précisons que Vignal était le gardien de but du Racing, dans les années 50...

Son art de la digression n'a pas dispensé le vieil homme de répondre à la question, fort

indiscrete, que l'on pose à tous les écrivains : « Pourquoi écrivez-vous ? » Blaise Cendrars répondait : « Parce que. » Paul Valéry : « Par faiblesse. » Et Perros : « Parce que personnellement n'écoute. » Certains effirment que leur littérature leur permet de lire l'avenir. L'auteur mythique ne se prend pas pour une voyante. Il écrit pour se distraire. « Je n'ai pas voulu quitter la cour de récréation », dit-il.

Et quand il ne griffonne pas, il marche dans Paris. Cela « favorise la méditation » et ravive les

pensées. Autrefois, le vieil homme chassait le papillon avec Vladimir Nabokov. Il était l'ami de Bettie Davis. Il co-chait avec la Megnerl. C'est « *too much* », comme le disait le mode d'habier ou d'avant-hier, mais c'est une jolie farce. C'est à lire quand le printemps est maussade et que l'on attend une éclaircie dans un café de la place des Abbesses ou du boulevard de Sébastopol.

AUTRE curiosité littéraire : les pastiches de Jacques Laurent et de Claude Martine, que l'on vient de rééditer. Laurent et sa complice ont imité une dizaine de « dramaturges français contemporains », et l'on se divertit beaucoup en découvrant leur façon d'accommoder ces messieurs. Claude Martine fait dire notamment à Jean Giraudoux : « Il ne faut pas moins d'une grande passion pour découvrir que la ville où l'on habite est touristique (...). Vous apprendrez que le soleil se couche même sur Paris et rosir le visage de l'aimé devant les invalides, sur cette esplanade qui est la place la plus vide de France et le désert le plus peuplé du monde. » Les meilleures écrivains sont peut-être ceux qui tolèrent le mieux l'épreuve du pastiche.

De son côté, Jacques Laurent s'est assuré le « concours » de Sacha Guitry, de Jean Anouilh, d'Henry de Montherlant et d'Albert Simonin pour une pièce intitulée *Barbe-Bleue*. Chacun d'entre eux a fait, en quelque sorte, des heures supplémentaires. Le texte le plus drôle, le plus brillant est celui de Laurent-Guitry. Sans doute à cause des affinités électives entre les deux écrivains. Car le pastiche ne doit pas être une imitation servile ou « purement formelle ». Il n'est

réussi que s'il résulte d'une connivence profonde.

Directeur d'une galerie de tableaux, le Barbe-Bleue de Laurent-Guitry s'apprête à célébrer son septième mariage. Ses précédentes femmes l'ont toutes trompé. De moins il l'espère, car ce cocu d'une espèce particulière veut bien qu'on le trompe, mais pas qu'on le détrompe. Lorsque le téléphone se met à sonner, il fait une tirade sur « cet appareil qui nous traite comme nos grands-pères traitaient leurs portiers ». « On nous sonne, poursuit-il, nous courons et nous crions : A l'eau ! » Par le faute du téléphone, Barbe-Bleue casse parfois de savoir qui il est : « Aïe ? Aïe ?... C'est lui-même... Non, je dis simplement que c'est moi... Nullement, je vous disais : c'est moi-même, autrement dit : je suis moi... C'est moi que vous demandez et, par une coïncidence qui ne saurait vous étonner, c'est moi que vous obtenez. »

Dans la préface de ces *Dix perles de culture*, Jacques Laurent fait un « éloge du pasticheur ». C'est le seul à pouvoir se tirer des embarras de la critique. En effet, ou bien le critique se comporte comme « le chien des mélodrames », chargé de « goûter le plat », et l'on voit « l'homme foudroyé » ou « la frêle de plaisir » ou bien il se comporte en « créateur », et s'empare des écrivains qu'il étudie, les considérant comme ses propres personnages. Dès lors, on parvient à la même différence « entre le Racine de Giraudoux et le Racine de Mauriac qu'entre Bala et Thérèse Desqueyroux ».

Mais, dans tous les cas, la critique « reste étrangère à l'œuvre ». Seul le pasticheur y pénètre. Il en fait mieux : vers les dessous, les secrets, l'envers et les tréfonds. Son métier, c'est l'indiscrétion. Il a été formé par l'Intelligence Service ou le deuxième Bureau. Cela va de soi.

(1) Philippe Soupault, qui était-il ? La Manufacture, 1987.  
(2) Les Défis du Racing : un siècle de football parisien, La Manufacture, 1986.  
(3) Emmanuel Berl, les tribulations d'un esprit, La Manufacture, 1990.  
(4) *Paroles de France*, Marmelade, 1990.



LE MONDE DES LIVRES

LITTÉRATURE FRANÇAISE

# Le Nouveau Monde de J.-C. Carrière

Rencontre avec un éclectique passionné qui, d'un projet de film pour la télévision autour de 1492, a fait un livre

**LA CONTROVERSE DE VALLADOLID**  
de Jean-Claude Carrière.  
Le Pré aux clercs, coll. « Le doigt de Dieu », 246 p., 98 F.

Jean-Claude Carrière s'aime bien et aime la vie. Il ne peut donc qu'être agréable et réconfortant de le rencontrer. Cet homme si occupé - président de la FEMIS (ex-IDHEC), écrivain pour le cinéma, pour le théâtre, pour lui-même - ne joue pas à la personne débordée. Il reste constamment attentif à son interlocuteur et se laisse aller aux plaisirs de la conversation dans sa raffinée et élégante maison d'un neuvième arrondissement - un ancien bordel de luxe.

Il pourrait sans doute parler une journée entière, sans s'interrompre, sans qu'on ose l'interrompre, ce charmeur singulier, cet éclectique passionné, cet homme multiple et insaisissable, scénariste, auteur de quelque vingt-cinq livres sur les sujets les plus divers (1), ce normalien « pur produit de l'école républicaine, petit paysan de l'Hérault dont le destin a été changé par une bourse scolaire, à neuf ans et demi ».

La Controverse de Valladolid, n'est-ce qu'un film (2) et un livre de plus dans un parcours déjà long d'une trentaine d'années et marqué par Jacques Tati, Luis Bunnell et Peter Brook ? Un film dont le scénario paraît en livre comme pour *Milou en mai*, avec Louis Malle (3), et tant d'autres avant ? *Pas du tout*, répond Jean-Claude Carrière. Au départ, on m'a proposé de faire un film pour la télévision, autour de 1492.



Jean-Claude Carrière : les plaisirs de la conversation

Tout de suite, j'ai su que, pour des questions de budget, je n'aurais ni caravelles ni conquistadors, ce qui, au fond, est excellent pour faire travailler l'imagination. En cherchant une manière de « concentrer » la découverte du Nouveau Monde - un lieu, un thème, un moment, une question, - j'ai songé à cette controverse de Valladolid, qui a opposé, vers 1550, Bartolomé de Las Casas et un philosophe aristotélicien, Sépulveda, à propos des Indiens d'Amérique : qui sont-ils, eux, dont l'existence a été ignorée

pendant des siècles, et sont-ils vraiment des hommes ?

Après avoir réuni de la documentation, je me suis aperçu qu'il y avait matière à un livre. C'est en l'écrivant que j'ai pris des notes pour bâtir le scénario. J'ai donc pu voir, pour la première fois, avec précision, dans mon propre travail, ce qui était spécifique au cinéma : et ce qui relevait de la seule littérature. Pour être tout à fait franc, je pense que le livre l'emporte un peu, même si l'émotion est plus forte au cinéma, avec l'irremplaçable présence de Jean Carmet, Jean-Pierre Marielle et Jean-Louis Trintignant. Le film ne peut pas rendre compte des réflexions intimes, des doutes silencieux de tel ou tel personnage, sauf dans la banalité d'une voix off.

Pourtant, Jean-Claude Carrière, qui reconnaît lui-même « garder toujours à l'esprit le sens de la dramaturgie », ne s'est pas autorisé les digressions que permet la littérature. On sent que, parfois, il brise son désir de laisser Sépulveda ou Las Casas argumenter plus avant. « Sans doute, concède-t-il, je ne peux pas écrire comme un écrivain « détaché » des images. Mais, pour beaucoup d'écrivains, notamment améri-

cains, le cinéma a aussi beaucoup changé la manière d'écrire. » Qu'il en soit, le sonnet de Jean-Claude Carrière, qui lui a imposé de faire un livre, était de « préserver la complexité, de ne pas faire de Sépulveda « le méchant de service » plaçant la non-appartenance des Indiens à l'espèce humaine, et contre lequel l'histoire a tranché. Je voulais au contraire bien montrer comment Sépulveda, le philosophe, se sent le défenseur de la foi, tandis que Las Casas, l'ecclésiastique, se fait lui le défenseur des corps ». Le pari est tenu, et gagné, car la rhétorique de Sépulveda, plus subtile que les « charges » de Las Casas, en séduira et en troublera plus d'un.

Jean-Claude Carrière a-t-il résolu le déjà vieux problème du mot et de l'image, celle-ci étant censée tuer celle-là ? « Voilà bien la fausse question qui agite tout le monde, conclut-il. L'offense n'est pas entre le mot et l'image. La menace vient de la télévision, où l'image, sous ses formes les plus abstraites, envahit notre vie. En anglais, on a créé le mot « musoc » pour désigner ce « sirop » qu'on entend dans les ascenseurs et les grands magasins. Il faudrait trouver un mot semblable pour désigner ces images qu'on voit et qu'on ne regarde plus. La télévision est une machine à oublier. Tout est présenté sur le même plan, sans hiérarchie, puisque le but unique est de dire aux spectateurs « restez sur notre chaîne, c'est si important ! ». Or la mémoire ne fixe que les choses qu'elle a distinguées. »

Il reste à espérer que les télé-spectateurs de la Controverse de Valladolid sauront distinguer ce qu'ils verront, et qu'ils liront le livre pour comparer ces deux manières de dire une même histoire, par un homme qui aime les images et les mots, les rêves et les corps.

Jo. S.

(1) Le dernier étant *Les Mots et la Chose*, le grand livre des petits mots inconnus, paru à la fin de 1991 au Pré aux clercs, avec des dessins de Pierre Baux (154 p., 98 F.). On l'apprend tout ce qu'il faut savoir pour être « jouer du million », du « bilingue », ou, si l'on préfère Mozart, de « la clarté et la monnaie ». (2) Diffusé samedi 2 mai sur FR 3 (le Monde date 26-27 avril, dans notre supplément « Le Monde Radio-télévision ». (3) Gallimard, 1989.

# Sartre et ses fils

John Gerassi et Ely Ben-Gal livrent un peu de la parole sartrienne. Tout en cherchant querelle

par Bertrand Poirot-Delpech

**SARTRE, CONSCIENCE HATE DE SON SIÈCLE**  
de John Gerassi.  
Ed. du Rocher, 304 p., 135 F.

**MARDI CHEZ SARTRE**  
un Hébrou à Paris, 1967-1980  
d'Ely Ben-Gal.  
Flammarion, 334 p., 140 F.

**HUIT JOURS CHEZ M. SARTRE**  
de Stéphane Auclair.  
V & O éditions, 128 p., 80 F.

Sartre préférerait les femmes. Y compris pour causer. Beauvoir jugeait cette préférence frivole et machiste. Sartre n'en démordait pas : les amis hommes voulaient trop lui prouver qu'ils l'avaient lu, et trouver à redire, il fallait leur répondre sur le marxisme, Cuba, Israël, tout ça ; la barbe !

Quelques interlocuteurs ont trouvé grâce, fils putatifs, vétérans d'un combat ou l'autre, sartristes par alliance. Deux d'entre eux arrivent, ces jours-ci, comme les carabiniers, nantis d'un « Sartre me disait ». Allons ! Les « autres » sont peut-être l'enfer, comme l'enseignait Huis clos, mais rien de tel pour vous tirer du purgatoire !

John Gerassi appartient à la famille Sartre, de la meilleure façon : via les romans. C'est le fils de Fernando et Stéphane Gerassi, qui ont servi de modèles à Gomez et à la Sarah des *Chemins de la liberté*. A travers leur enfant, Sartre honore des révolutionnaires espagnols dont la conscience politique et l'engagement physique en imposaient à Mathieu, son double timoré. Plus directement, il doit à John de lui avoir présenté Marcuse et de l'avoir poussé vers le tribunal Russell.

Se livrer selon les règles des bourgeois dirigeants et de leurs porte-plume, on y perd toujours. Avec John, Sartre pense ne pas être trahi. Vers 1970, il promet au petit Gerassi, qu'il a vu naître on presque, de répondre sans détour à toutes ses questions, en vue d'une biographie, la seule « autorisée ». Ils déjeunent régulièrement à La Coupole. De leurs dialogues à bâtons rompus devra sortir une suite parlée des Mots. Beauvoir assure que Sartre attendait beaucoup d'aveux passés en

confiance et moins recomposés que sa célèbre confession de 1963.

Voici ces entretiens. Ou plutôt, hélas ! leur teneur, distillée au fil d'autres citations venues d'ailleurs, du « Castor » notamment, et d'un essai polémique. Au lieu de confier à notre sagacité les propos tenus, Gerassi s'en sert pour étayer sa propre vision de Sartre et river leur clou aux détracteurs de son idole, tels Kanapa, Raymond Aron, Jankélévitch, Camus - qui l'agace - ou Aragon - sa bête noire.

Cette attitude querelleuse ne l'empêche pas d'être sévère envers celui qu'il s'est juré de défendre, en particulier lorsque entrent en compétition, dans sa pitié filiale, le père par le sang et l'autre. La révolte risquée de Fernando Gerassi fait pâlir l'anti-bourgeoisisme inconscient du Sartre d'avant-guerre, dont sont rappelés les vacances insouciantes dans l'Italie fasciste, l'absentéisme de 1936 et les considérations plus morales que politiques. Sur le Sartre de l'Occupation, l'auteur redevient avocat en défense, indigné qu'on puisse expliquer les engagements inconsidérés de la guerre froide par le remords de ne pas s'être assez battu auparavant.

Chemin faisant, on apprend - du moins était-ce inédit pour moi - que Fernando Gerassi aurait été trahi par Nicolas de Staël, comment fut entreprise la *Nau-sée*, et comment furent abandonnés les *Chemins de la liberté*. Mais la masse d'informations demandera à être examinée avec plus de distance et de sérénité. A ce point de subjectivité, la biographie a le charme des actes militants, tout en laissant entier le champ du travail scientifique.

## La question juive

Ely Ben-Gal n'appartient pas au premier cercle d'intimes. Sa rencontre avec « les » Sartre est plus fortuite. Emigré de France au kibboutz Baram, il s'est offert à guider les deux intellectuels parisiens au cours d'un de leurs séjours en Israël, à la veille de la guerre des Six Jours. Par la suite, ils se reverront souvent à Paris.

Ely Ben-Gal ne prétend pas faire œuvre d'historien, mais de témoin occasionnel. Certaines conversations sont à la fois éclatantes et savoureuses, par exemple lorsque Sartre disserte sur l'antisémitisme latent de ses grands-parents et sur ce qu'il appelle la réputation de « pauvre type » faite au capitaine Dreyfus chez ses meilleurs soutiens. Le témoignage d'Ely Ben-Gal mérite également de retenir l'attention des chercheurs en quête de ce qui conduisit le Sartre de l'ultime période à contredire si fort ses positions antérieures sur Israël que la « famille » se crut le droit, le devoir, de le censurer.

Comme le livre de Gerassi, *Mardi chez Sartre* apporte moins à la connaissance de Sartre qu'à celle de l'auteur, représentatif d'une perplexité, répandue en Israël, devant un certain gauchisme français des années 70, majoritairement anti-Israélien.

Pour mémoire, citons enfin un petit pamphlet, qui se veut venimeux. Ce n'est plus un fils qui parle, mais un adversaire déclaré de tous les descendants. En écho au *Huit jours chez M. Renan*, de Barthes, Stéphane Auclair imagine un Sartre infirme, gâteux, pervers, et plein de mépris goujat pour les gens, ce qui, d'après ce qu'on sait, ne correspond à aucune vérité. Jean-Pierre Enard et Michel-Antoine Burnier ont déjà joué à casser la statue qu'aurait dressée à Sartre, selon eux, une dispense pas d'un minimum d'ajustement à la cible. Et le long feu des attaques inlassables contre Sartre rappelle un certain numéro de clowns où le donneur de coups de pied s'épuise plus vite que le rossé.

# L'arme de Dieu

Le temps des guerres de religions excite toujours l'imagination romanesque

**LA DAME DE NANCY**  
de François Marthe.  
Tallandier, 441 p., 145 F.

**LA QUERELLE DE DIEU**  
de Charles Le Quintrec.  
Albin Michel, 341 p., 120 F.

L'époque d'Henri IV et le temps des guerres de religion exercent un incomparable attrait sur les auteurs de romans historiques. En voici encore deux exemples, aussi différents que possible. *La Dame de Nancy* est une jeune femme d'une rare beauté qu'Henri de Lorraine, le fils de Charles III, a ramené d'Ile-de-France dans ses bagages, un soir de 1587, pour en faire sa maîtresse. Passade ? Caprice ? Pas seulement, car Sarah - sans jamais pouvoir prétendre aux liens légitimes du mariage - va occuper une place grandissante dans cette famille de Lorraine où son charme féminin ne sera pas seul apprécié mais aussi la force de son caractère, son intelligence et bientôt ses talents de diplomate.

S'appuyant sur une documentation historique, François Marthe trouve dans ce personnage le fil conducteur pour décrire un duché encore jaloux de son indépendance, dont l'industrie est à peine naissante, mais promis à la prospérité si la paix lui est laissée ; ce sera d'extrême justice - et pour un temps seulement - au terme d'une négociation où catholiques et protestants, après s'être féroce ment battus, consentiront finalement à poser les armes.

Roman d'amour, *La Dame de Nancy* est aussi un récit politique sur lequel plane l'ombre lointaine du roi huguenot, d'abord rival honni, puis pleuré comme un frère par Henri de Lorraine à l'annonce de son assassinat. Une manière de faire vivre, dans une province charnière de l'Europe, des années qui marquèrent un tournant dans l'Histoire de la France et de ses voisins.

Charles Le Quintrec a situé sa *Querelle de Dieu* à la même époque mais à l'autre bout du royaume, dans une campagne presque méridionale et surtout un milieu social radicalement différent où l'on ne rencontre ni princes ni seigneurs. Médée n'est qu'un petit garçon, fils de paysans, mais - la poésie et le merveilleux ne sont jamais très loin sous la plume de l'auteur - doté de quelques pouvoirs un peu surnaturels qui lui permettent par exemple de faire apparaître des sources ou danser ses moutons. Il est adolescent lorsque la tonte jeune fille qu'il aime déjà est enlevée par un chef de bande, comme cela n'était pas rare à l'époque. Voilà Médée lancée dans une poursuite qui va le plonger dans un monde où la révolte gronde, nourrie en ces lieux recouverts par les dissensions religieuses naissantes et qui ne vont pas tarder à s'exacerber.

A quelques réserves près, le camp des « papistes » regroupe à peu près celui des nantis, et les plus démunis se retrouvent plutôt chez les « réligionnaires » - « Vive les gueux ! », crie périodiquement l'un des plus excités - auxquels des missionnaires clandestins viennent prêcher la nouvelle foi au cours d'assemblées secrètes mais qui réunissent des centaines de participants au milieu des bois. Cela tourne très mal et le sang coule abondamment dans des scènes d'une violence inouïe qui font réfléchir Médée sur « la cauchemardesque dévotion du monde ». D'autant plus cauchemardesque que l'intolérance et les crimes des uns et des autres - ceux de l'Inquisition, ceux des révoltés et ceux des bandits - tranchent des liens de tendresse, d'amitié qui ne demandaient qu'à former la trame d'un autre genre d'humanité. Un très beau récit pourtant, où l'on voit bien se développer les racines les plus populaires d'un conflit qui va déchirer le royaume tout entier et entraîner la mort violente de deux souverains successifs.

Alain Jacob

# Prix Goncourt de la nouvelle

**Catherine Lépront**  
**Trois gardiennes**  
GALLIMARD



# Juifs d'Etat ou Etat juif ?

Deux essais pour raconter l'histoire et interroger l'avenir d'un peuple partagé entre intégration et assimilation

**LES FOUS DE LA RÉPUBLIQUE**  
Histoire politique  
des Juifs d'Etat  
de Gambetta à Vichy  
de Pierre Birnbaum.  
Fayard, 510 p., 180 F.

**L'AVENIR DES JUIFS**  
Un peuple  
à la croisée des chemins  
de David Vital.  
Traduit de l'anglais  
par Sylvie Cohen.  
Calmann-Lévy, 170 p., 95 F.

Depuis la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle le processus d'intégration du monde juif à la modernité politique est en marche. Cet itinéraire qui amène à l'Etat-nation, hérité de la Révolution française, une population longtemps confinée dans les marges de la société, ne va pas sans crises internes ni sans mutations aux conséquences imprévisibles. Comme si, depuis deux siècles, les Juifs étaient personnellement « à la croisée des chemins » (1). Deux essais, parus simultanément, tentent à leur manière de raconter cette histoire et d'interroger le devenir d'un peuple qui, avant son émancipation, avait su préserver dans la plus grande dispersion à la fois son identité et son unité.

Cette identité juive, nul doute que les « Juifs d'Etat » – autrement dit ces Juifs qui, de Gambetta à Vichy, parviennent aux postes les plus élevés de l'administration française – ont su la conserver. Le volume nous portait historique et politique que Pierre Birnbaum leur consacre montre que, contrairement à une opinion répandue, ces plus français parmi les Israélites français, restent tout de même de « bons Juifs ». Ils sont parfois même moins hermétiques au sionisme

qu'on ne le croit (ce qui ressortait également des *Deux Terres promises*, de Michel Abitbol, publié chez Orban en 1989).

Faisant mentir l'abbé Grégoire qui voyait dans l'émancipation des Juifs de France sinon leur conversion du moins leur assimilation, les « Juifs d'Etat » réussissent à concilier la tradition, voire une certaine solidarité communautaire, avec la loyauté républicaine.

Au-delà du cas juif, ce livre sert peut-être à alimenter le débat général en cours sur l'intégration. Pourtant, à plus d'un titre, les conclusions ne sont guère encourageantes. L'histoire des 171 « grands commis de l'Etat » israéliens, juges, généraux, préfets et sous-préfets, passés ici au crible, ne met-elle pas aussi en relief bien des entraves aux carrières pour cause de « race » ou de religion ? L'affaire Dreyfus ne serait-elle que la plus voyante des « mini-affaires » qui parsèment l'histoire de la III<sup>e</sup> République. Une République – et c'est une des déconvenues du livre – qui ne se gêne pas pour aller au-devant des préjugés antisémites qu'il prête à l'opinion française. Comme si Vichy – bien avant Vichy – s'était déjà levé dans les rouages d'une administration républicaine infidèle à ses propres idéaux méritocratiques et universalistes.

Pis, Pierre Birnbaum soupçonne ce même Etat républicain d'utiliser *de facto* ces Israélites, fous de la République, en fous du roi. Ils canalisent sur eux, et sur eux seuls, plutôt que sur le régime, imprécations et insultes. Dès lors, l'Etat n'hésite pas à mettre en avant « ses » Juifs chaque fois qu'il faut assumer de douloureux débordements : tel fut le cas pour la loi sur le divorce ou, plus récemment, pour la législation de l'avortement.

Le statut des Juifs de 1940, qui révoque tous ces « grands commis » permettrait d'annuler à sa juste valeur la gratitude de l'Etat et de ses corps constitués. Pourtant cela n'entraîne pas le dévouement quasi mystique que les Juifs d'Etat vouent à l'administration. A preuve : les lettres de protestations poignantes écrites par ces hauts fonctionnaires à l'occasion de l'infâme loi du 3 octobre 1940 et publiées souvent pour la première fois : « Si ce texte est un moyen de politique extérieure, dit l'un d'eux, destiné à alléger l'ensemble des sacrifices de la nation, je suis presque fier d'offrir ma souffrance morale au pays. » Mais la trahison de l'Etat leur prépare en fait bien plus qu'une « souffrance morale », et nombre de ces personnalités finissent leurs jours à Auschwitz.

## Le statut politique de la Diaspora

Cette intégration sans assimilation des Juifs à l'Etat – sorte de modèle français – a-t-elle un avenir ? A lire l'essai de David Vital *L'Avenir du peuple juif*, on serait tenté de répondre par la négative. Pour lui, en 1992, c'est bien l'assimilation pure et simple qui fait rage dans la Diaspora : au point que, pour la première fois, l'unité millénaire du peuple juif est en péril. Habitué à étudier l'histoire juive sur la longue durée, ce professeur de l'université de Tel-Aviv voit se distinguer peu à peu deux peuples Juifs aux intérêts de plus en plus divergents, l'un en Israël, l'autre en diaspora.

C'est la première fois qu'est accessible au public français une œuvre de cet auteur d'une monumentale *Révolution sioniste* en trois tomes (malheureusement disponible seulement en anglais et en hébreu). Pour David Vital, le judaïsme mondial n'en finit pas d'essayer, depuis un siècle, l'onde de choc d'une véritable « révolution juive » (l'expression est de David Ben Gourion). Une révolution qui, avec le sionisme, a mis le destin des Juifs entre leurs mains et non plus entre celles de Dieu ou d'Etats à la bonne volonté incertaine. Avec



leur Etat, les Juifs ont fini par conquérir l'autonomie politique. En cela le mouvement sioniste est comparable à bien d'autres entreprises de libération nationale nées plus ou moins sur le terrain de la Révolution française.

Ce qui devient problématique, pour David Vital, n'est donc pas tant l'Etat juif que le statut politique de la Diaspora. Un statut d'autant plus inconfortable que, pour les Juifs – les Juifs améri-

cains notamment – pour des raisons démographiques, sont ici représentatifs de l'ensemble de la Diaspora. Israël, n'est plus aujourd'hui tout à fait « *politically correct* ». Paradoxe ultime : en même temps que l'image de l'Etat juif se dégrade dans l'opinion publique internationale, Israël tend à devenir le centre du monde juif. Autre menace pour l'unité du peuple, plus sociologique que politique : la perte de substance proprement juive des

Diasporas. Avec plus de 50 % de mariages exogamiques aux Etats-Unis, avec moins de 100 000 élèves dans les écoles juives américaines (pour une communauté estimée à plusieurs millions de membres) la vie diasporique est de moins en moins « judaïsante ». David Vital pense, avec une certaine sévérité, que la contribution de la Diaspora au développement culturel proprement juif est devenue illusoire sinon dérisoire.

Ce cri de réancour d'un Israélien, quoique fortement étayé par l'analyse, ne fera guère plaisir outre-Méditerranée. Le souvenir transmissant des files de tourtes juives fuyant Israël à la veille de la guerre du Golfe est venu pour l'auteur comme donner chair à la provocante thèse d'un livre écrit bien avant 1991. Elle vient en écho à l'agacement manifesté par David Vital contre certains notables Juifs américains – aux mandats incertains – qui cherchent à imposer, parfois aux dirigeants démocratiquement élus d'Israël, des décisions dont ils n'ont pas à subir les conséquences, tira de katchoukas ou échecs électoraux.

Ce dur constat de désamour entre les Juifs de diaspora et l'Etat juif demeure cependant mis sur l'extraordinaire réveil du judaïsme soviétique, après son accoutumance de soixante-dix ans. Pas plus qu'il n'accorde assez d'importance au fait curieux qui transforme la solidarité avec l'Etat d'Israël en véritable religion laïque chez beaucoup de Juifs non pratiquants. Plutôt dormante que mourante, la Diaspora ? La réponse à cette question ne sera donnée qu'à la fin de cette révolution de l'Etat-qui, en ce qui concerne le monde juif, est loin d'être terminée.

Nicolas Weil

(1) *La Croisée des chemins* est aussi le titre célèbre d'un livre d'Abraham Isaac (1856-1927), un des penseurs du sionisme, qui appelait à une transformation culturelle profonde du judaïsme.

## La statue du Rédempteur

Pierre Servent, journaliste au *Monde*, vient de publier un ouvrage dont Jean-Pierre Rioux rend compte ci-dessous.

**LE MYTHE PÉTAINE**  
Verdun ou les tranchées de la mémoire  
de Pierre Servent.  
Payot, 283 p., 120 F.

Pierre Servent met ses pas dans ceux du Britannique Richard Griffiths qui, le premier, avait naguère tenté de cerner, dans un livre trop publié, le rapport exceptionnel qui unissait Pétain et les Français (Calmann-Lévy, 1974). A son tour, il veut nous faire comprendre « comment l'immense majorité d'un peuple a pu chercher son propre reflet dans le visage marmoreux d'un funeste grand-père ».

Il prend la précaution d'interrompre son exploration en 1940, à la veille de la poignée de main échangée, sur un quai de gare à Montoire, entre la chambre de la valeur française et cet Hitler qu'il considérera toujours comme une sorte de Kronprinz un peu bizarre avec lequel on pouvait finasser. Cette franche collaboration, il est vrai, fera lever les premiers doutes dans l'immense foule des « maréchalistes », mais Pierre Servent tient à sa chronologie, taillée à la mesure de l'embellissement de son livre : démontrer qu'il y eut, depuis 1916, adhésion parfaite entre Pétain et Verdun, qu'un mythe enlignementement entretenu prit même son essor sur cette indécision. Et que, par conséquent, en 1940, « le ralliement à Pétain allait de soi » et qu'il n'y eut donc pas de complet retour du vieux Maréchal pour le hisser au pouvoir à l'heure du désastre.

Soit, encore que l'affaire aurait mérité plus large discussion. Le livre, vif et clair, expose fort bien l'émotion qui a assailli les Français dans l'entre-deux-guerres à l'évocation des deux grands faits d'arme du Maréchal, le bon gestion du sacrifice surhumain

consenti à Verdun en 1916 puis la bataille du moral gagnée l'année suivante. Il décrit en termes neufs l'édification du mémorial de Douaumont, les vagues successives des témoignages de respect dont l'écroûté mit en relief le format de leur vieux chef, le rôle de la presse qui installa Pétain dès 1936 dans le rôle de l'homme fort capable de sauver le régime. Il aide aussi à comprendre comment, dans ce cours aux honneurs républicains, dans ses discours légitimants et dans le soin méticuleux qu'il prenait à réhausser toujours son image dans l'opinion et à capitaliser dans son bas de laine la confiance qu'elle lui accordait, le héros de la Grande Guerre en vint à incarner à petits pas les vertus françaises. Et se proposa donc, un jour sinistre de 1940, de les défendre envers et contre tout.

Mais il ne suit pas toujours au plus près la construction même de la « mythologie », notion de manquement bien complexe, en histoire. Comment croire, par exemple, que le premier des anglais combattants ait pu vivre paisiblement en rendant de la gloire de Verdun dans une France des années 30 si pacifiste ? Il eut entre sans doute d'autres secours, qu'on pouvait peut-être extirper en fouillant la presse, en désiquant un peu plus les textes, en recherchant les objets de pitié et les images, en examinant à la loupe la fidélité dans les associations. En outre, ce livre ne teste pas toujours au crible la force ou la fragilité des représentations collectives qui ont coulé le Maréchal dans le bronze : étaient-elles également partagées dans tous les milieux sociaux, dans toutes les régions françaises, à héritages civiques et mentaux si divers ?

A la lire, on mesure bien mieux une popularité d'exception, une fidélité et même un engouement de reconnaissance. Mais, faute d'avoir plongé assez profond dans l'imaginaire et la sociologie, il ne dit pas tous les secrets du Rédempteur de 1940.

J.-P. R.

## Université vichyste, université raciste

Dès la rentrée scolaire d'octobre 1940, la machine administrative fonctionne à plein rendement pour exclure les « fils d'Israël »

**VICHY, L'UNIVERSITÉ ET LES JUIFS**  
Les Silences de la mémoire  
de Claude Singer.  
Les Belles-Lettres, 437 p., 160 F.

Claude Singer a tort d'avoir sous-titré « Les silences de la mémoire » son livre sur l'exclusion des Juifs de l'Université française sur ordre de Vichy. Car son travail, minutieux, puisé aux vraies sources, mesuré dans le commentaire, est assez émouvant dans la simple nudité des faits qu'il relate. L'étude des postérités n'étant pas au cœur de son analyse, pourquoi donc a-t-il voulu la singulariser ? Je crains qu'au travers il ait cru bien faire en sur-enrichissant. Mais est-ce de bonne méthode aujourd'hui, quand les enjeux de mémoire sur les « années noires » rebondissent si haut avec l'affaire Touvier ? Ne vaudrait-il pas mieux, simplement, argumenter avec précision et lucidité, dire une vérité mieux établie, puis l'enseigner et s'en pénétrer civiquement ? En bref : ou bien étudier la mémoire de l'Occupation et de Vichy en tant que telle, ou bien participer à l'humble établissement des faits, mais, dans l'état actuel des passions franco-françaises sur le sujet, ne pas mélanger les genres ?

Cette réserve faite, il faut courir vers ce livre dense, honnête, éduquant. Pour mieux entendre, d'abord, le Maréchal et sa franc-garde d'humanités exquises – Car-

copino, Bonnard, Alibert, Barthélemy, bien sûr, mais aussi Ripert ou Chevalier, tous dans le même sac – tonner contre « l'école des divisions, de luites sociales, de destruction nationale » prétendant envahir par les francs-maçons et les Juifs.

### « La condition de notre renaissance »

Ces héros de la pure tradition française s'entendront jusqu'au bout que « le renvoi des Juifs est la condition de notre renaissance » intellectuelle et morale. Ils encourageront les cloportes qui hurlent pour interdire à jamais l'enseignement et l'Université à tous les « fils d'Israël ». Mais ils jetteront au panier, sans un regret, la lettre éplorée du père, ancien combattant de la Grande Guerre, qui demande la réintégration de sa fille révoquée, celle des khâgneux

d'Henri-IV, qui ne comprennent pas que Michel Alexandre, le « maître » en philo, ne soit plus digne d'être français, celle de René Guastalla, qui cite Platon pour assumer l'honneur d'être parmi les persécutés. Sur l'établissement des vraies responsabilités, Claude Singer apporte beaucoup, et sans phrases.

C'est la rapidité d'exécution dans la mise en place du cadavre d'Etat qui surprend une fois encore. Dès la rentrée scolaire d'octobre 1940, avec même quelques anticipations sur le premier Statut des Juifs, les recteurs, les inspecteurs et les chefs d'établissement n'ont guère temporisé, tant ces Messieurs de Vichy étaient impétueux. L'expulsion des enseignants Juifs dans tous les degrés du système éducatif, l'application d'un nombre de clauses pour les étudiants dans les facultés et même, espérait-on, dans les lycées et les écoles – sur ce point, le vichysme antisémite était déjà bien une affaire vitale, à traiter de toute urgence, aux yeux des pères conscrits de la Révolution nationale.

Dès le fin de 1940, tous les fonctionnaires Juifs ont donc rempli les formulaires transmis en hâte à leurs supérieurs hiérarchiques et, dans leur immense majorité, n'ont pas eu l'idée de dissimuler leurs origines. A la fin de 1942, tous les professeurs Juifs déclarés, dénoncés ou dénoncés, auront été renvoyés : la machine administrative a tourné à plein rendement, sans embêtements

mais sans accroc, à la vive satisfaction des ministres. Au total, plus de 1 500 enseignants, plusieurs centaines d'étudiants et presque 20 000 écoliers et lycéens d'Algérie ont été exclus de l'éducation nationale, sans que la communauté éducative, au Pays des Lumières et de Jules Ferry, exprime rien d'autre que la rage individuelle, la gêne muette et la peur au ventre. Vingt petites dérogations seulement ont été accordées entre 1941 et 1943, pour des personnalités scientifiques, parmi lesquelles les historiens Marc Bloch et Louis Halphen.

Le livre devient tout à fait poignant quand il détaille ces dizaines de « dernières classes », comme dans Alphonse Dauget, que les exclus eurent à honneur de tenir dignement et qui ont laissé aux élèves interrogés par Claude Singer, un souvenir ineffable. Quand il suit aussi à la trace les proscriptions, dont les trois quarts étaient trop laques pour songer à demander secours à la communauté juive, et qu'on retrouve vivant avec les leçons particulières, fondant des écoles privées, élevant des lapins en Limagne, accueillant au Chambon, fuyant vers l'Amérique ou grossissant les rangs de la Résistance. Que dire de plus, sinon que Claude Singer, en citant sans haine les noms des bourreaux et des victimes, en mettant au jour tant de haine et de lâcheté, a fait un vrai, un beau travail d'historien. Lisone-le, sans chagrin ni pitié.

Jean-Pierre Rioux

MARCEL CONCHE  
MONTAIGNE  
ou  
LA CONSCIENCE  
HEUREUSE  
ÉDITIONS DE MÉGARE  
75 F. Franco







## EN VITRINE

## Anny Duperey, pudeur à vif

LE VOILE NOIR

d'Anny Duperey.  
Photographies  
de Lucien Legras.  
Le Seuil, 253 p., 149 F.

«Le miroir est le miroir où nous regardons les absents», disait Joubert. Anny Duperey, par une sorte d'armistice volontaire, a longtemps enseveli en elle l'absence de ses parents, morts asphyxiés, il y a quelques trente-cinq ans, dans leur salle de bains. Cette apparente indifférence — peut-on vraiment anesthésier la douleur du manque effectif ? — allait jusqu'à nier les huit premières années de son existence, dont il ne restait que quelques photos, la plupart de son père, Lucien Legras, enfouies dans la tiroir d'une commode.

Aujourd'hui, face à ces clichés, elle déchire le Voile noir de l'oubli sur une plaie dont on pressent que, malgré ce livre, elle n'est pas encore guérie. En fait, son texte, d'une grande beauté d'expression, est une leçon de maintien.

«Ma vie a commencé le jour de leur mort», cet aveu donna la tonalité d'une confession mozaïque où chaque mot sonne juste. L'auteur sait que le brouillard déposé par les années est trop opaque pour qu'elle puisse espérer mettre à nu la véritable personnalité des deux



«Ils étaient amoureux, ils étaient gais, c'était l'après-guerre...»

disparus, morts un peu par inadvertance, sans même l'excuse de la maladie ou du suicide. Les photos, si émouvantes soient-elles, ne sont que le saisis d'un instant de bonheur ou de désarroi. Anny Duperey interprète avec un désespoir froid le moindre signe : une main perdue sur une épaule, un regard las, etc. Elle arrache les masques un à un, en chuchotant ses traits dans ceux des siens.

Parfois, elle éprouve le besoin de justifier une démarche que d'aucuns trouveront étrange mais,

pudeur et orgueil à vif, elle se reprend aussitôt à l'essai de comprendre l'enfant, l'adolescente et la femme qu'elle fut avant d'entreprendre un tant d'apprentissage du deuil. Son livre, qui est aussi une sorte d'offrande à son compagnon et à leurs enfants, est, pour tous, l'antidote à ces blessures que l'on tente de dissimuler, tant bien que mal : «Les pans de vie qui s'écroulent, l'émersion du temps qui fuit, les morts qu'on laisse derrière soi.»

Pierre Drachline

## ESSAIS

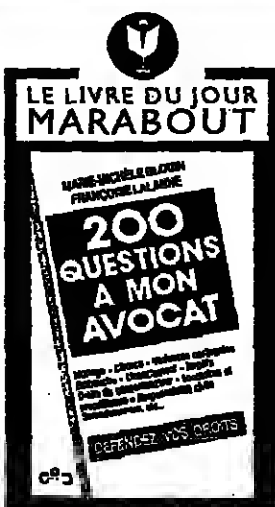
## Le regard de Lou

Avant même leur première rencontre à Rome, Nietzsche présentait combien Lou Salomé bouleverserait son existence : il écrivait à son ami et futur rival Paul Rée : «Saluez cette Russe de ma part si cela a un sens quelconque : je suis avide de ce genre d'âmes. Mieux : je pars aussitôt à leur chase...»

On sait à peu près tout aujourd'hui des relations tourmentées entre le philosophe et Lou. Mais on oublie trop souvent que cette dernière a publié à Vienne, en 1894, du vivant de Nietzsche, un essai intitulé *Friedrich Nietzsche, à travers ses œuvres*, qui fut traduit en français, en 1932 seulement, par Jacques Benoist-Méchin. Un essai dont les spécialistes s'accordent à reconnaître qu'il va droit au cœur du sujet et à regretter qu'il ait suscité si peu d'attention.

Une nouvelle édition, revue et corrigée par O. Maanoni et présentée par Ernest Pfeiffer, permet de redécouvrir ce classique injustement méconnu des études nietzschéennes. Le portrait par Lou du philosophe en homme masqué est inoubliable : «Cet esprit solitaire portait son masque avec autant de maladresse qu'un homme venu du désert où des montagnes porte l'habit du monde.»

R.J.  
► Friedrich Nietzsche à travers ses œuvres, de Lou Andreas-Salomé, texte établi par Ernest Pfeiffer et traduit par Jacques Benoist-Méchin, Grasset, 249 p., 110 F.



## Passage en revues

## Littérature, poésie

● L'œuvre de l'écrivain suisse de langue allemande Robert Walser (1878-1956) est une invitation à rejoindre un cercle d'amitié invisible ou idéal. La chaleur humaine o'y ferait jamais défaut ; non plus que l'extrême courtoisie, la gentillesse, la modestie, l'attention constante à autrui. Poussés à l'excès, ces sentiments et comportements font bien sûr la folie, versent dans une modalité d'être déréglée, dangereuse, parfaitement inadaptable à notre monde. Folie que Walser connaît, sans apparentement se départir de ces manières d'être, ainsi que le montre les très belles et émouvantes *Promenades avec Robert Walser*, de Carl Seelig (1), qui sont comme le prolongement de l'œuvre proprement dite, gardée maintenant quand le geste d'écrire se lasse. Le cahier de la revue *Sud* (n° 97-98) vient peindre la quasi-absence (2) des études françaises sur Walser. Les contributions, la plupart traduites de l'allemand, mettent en évidence des aspects particuliers de la personnalité littéraire de l'écrivain — ainsi de l'influence de Stendhal, soulignée par Michel Cadot — et surtout de son écriture. Écriture de surface, cherchant une proximité inédite à son objet. Michael Jacob, responsable de ce dossier, a raison de parler à propos de l'œuvre walserienne d'une «littérature qui s'autodéclaire, qui se fraie elle-même le chemin...» Des inédits de Walser, dont un «poème-tableau» d'après l'*Apollon* et *Diane* de Lucas Cranach, complètent ce numéro (*Sud*, 62, rue Sainte, 13001 Marseille, 140 F.).

● Sommaire particulièrement riche dans le dernier cahier de *Poésie* (n° 59) : une étude d'Antoine Bernan, récemment décodée, sur les traductions de John Donne ; trois lettres de John Keats, traduites et présentées par Robert Davreu, et une de Heidegger, datant de 1960, à Rudolf Kramer-Badoni, sur l'essence de l'art ; trois poèmes d'Aïgou dédiés à Varlam Chalamov, suivis d'une étude de Claude Mouchard sur le «lien» entre les deux écrivains ; des poèmes de Paul Le Jéko et Emmanuel Moses (Belfin, 60 F.).

● Le contenu du cahier n° 11 de *Théodore Balmoral*, plus français et contemporain, n'est pas moins intéressant : Jean-Loup Trassard, James Sacré, Paul de Roux, Michel Orsel, Michel Carus... (*Théodore Balmoral*, 5, rue Neuve-Tudelle, 45100 Orléans, 80 F.).

● *fwaj*, revue suisse créée il y a dix ans à La Chaux-de-Fonds, se

distingue par sa capacité à inventer, pour chaque cahier, une forme particulière, adaptée au thème et au contenu. Une heureuse impression de liberté, de désordre maîtrisé, se dégage de cette publication qui s'est fait une loi du ludisme et de l'imaginaire en acte. Entre futurisme, dadaïsme et Oulipo, Pascal Antonicini, Philippe Marthaler et Marcelino Palomo ont su trouver une voie — l'une des déclinaisons phonétiques possibles du titre — originale. Pour le quatorzième numéro, ils ont pris pour titre-programme : «14 rue fwaj». Les auteurs — Werner Lambersy, Gilbert Musy, Max de Carvalho... — circulent dans des villes mi-imaginaires, mi-réelles (*fwaj*, case postale 172, 2301 La Chaux-de-Fonds, Suisse, 89 FF.).

● *Artand* interdit, Artaud inédit. Sous ce titre, la revue *TEXT*, qui œuvre depuis vingt ans pour une certaine conception de la modernité littéraire, défend notamment par son animateur principal Christian Prigent, présente un inédit d'Antonin Artaud, datant de juillet 1947. Cette publication s'inscrit dans le mouvement de protestation contre «l'assouplissement pieux» dont l'œuvre du poète

serait victime, en raison du conflit juridique qui oppose la famille à Gallimard et à Paul Thévenin, éditeurs des *Œuvres complètes* (TEXT, 23, rue Siéty, 72000 Le Mans, 60 F.).

● Dans *Java* (n° 7), Philippe Di Meo présente le poète italien Alberto Episcopi (1947-1989), dont les Editions Champ Vallon avaient publié l'an dernier *Festin et destin* : «*Obsèques solennelles du soir, / déchassée, la nuit se hâte ; / pure parmi des bonds de félin, / elle gravite sur des corps en sueur ; / lorsqu'elle se déshabille toute, / lorsqu'elle est nue, la nuit. / On ne sait s'il s'est déjà joué, / si elle, l'aube et l'aurore, / ont comparu, mais non vues*». Dans le même numéro, «Pour en finir avec l'année Rimbaud». (Éditeur Evidant, 25, rue Moreau-de-Tours, 77590 Bois-le-Roi, 55 F.).

Patrick Kéchichian

(1) Publié aux Editions Rivages, ce livre vient d'être repris en Rivages-Poche (n° 69).

(2) Signaler cependant la biographie de Catherine Sauvart, Robert Walser (Flan, 1989).

## EN BREF

● Le Japon en revue. — *Cipango, cahiers d'études japonaises* est la première revue interdisciplinaire en langue française sur le Japon. Publiée par l'Institut des langues et civilisations orientales, elle est plus qu'un instrument pour des chercheurs. Elle contribue à combler ce fossé entre le savoir des spécialistes et l'ignorance d'un grand public entretenant dans ses préjugés par le maelstrom médiatique : pour la première fois, est mise à la portée de ce large public des recherches et des travaux qui risquaient fort de rester confinés à quelques bibliothèques. Par sa préoccupation historique, *Cipango* (nom que Marco Polo donna à l'archipel à partir du chinois) cherche à saisir les continuités et les ruptures dans les temps révolus comme dans la société contemporaine. Au sommaire de sa première livraison : les rites d'avènement impériaux, une révolte paysanne, la question des Kouriles et l'évolution de la médecine japonaise (service de publication de l'Institut des langues et civilisations orientales,

2, rue de Lille, 75343 Paris Cédex 07 ; 100 F.).

● Prix littéraire. — Le troisième Goncourt du premier roman a été décerné à Nina Roussau, pour son livre *Les Iris bleus* (Flammarion). Quelques autres prix ont été décernés récemment : Bourse Goncourt de la nouvelle à Catherine Lépront pour *Trois garçons* (Gallimard) ; prix de l'Enclave des Fages à Hector Bianciotti pour *Ce que la nuit raconte au jour* (Grasset) ; prix du meilleur livre étranger à la Canadienne Jane Urquhart pour *Niagara* (Maurice Nadeau-Lettres nouvelles) ; prix Wizo à Elisabeth Gilie pour *Le Mirador* (Presses de la Renaissance) et à David Grossman pour *Pour ci-dessous : amour* (Seuil) ; prix Alain-Fournier à Régine Detambel pour *Le Long séjour* (Julliard) ; prix Maurice Edgar Coindreau à Béatrice Vienne pour sa traduction de *La Guerre de Sécession* (Bouquins-Laffont) ; prix de la Maison de poésie à Luc Decaunes pour l'ensemble de son œuvre et prix Verdaine à Michel Calonne pour *Un silex à la mer* (Gallimard).

## ACTUALITÉS

## Femme, arabe, écrivain

Le quatrième Colloque international de la créativité féminine à Fès a été marqué par l'absence des francophones

Le choix de Fès pour le quatrième colloque international de la créativité féminine, qui s'est tenu du 10 au 12 avril, n'était pas fortuit, selon M<sup>me</sup> Khadija Tarana, professeur à la faculté de droit, adjointe au maire de la ville et l'une des initiatrices du projet. Réunir les femmes écrivains dans la cité royale, c'était les réconcilier avec le pouvoir intellectuel qu'elles eurent à l'âge d'or de l'islam. La prestigieuse université des Quarante ne fut-elle pas fondée au neuvième siècle par Fatima Al Fihri, originaire de Kairouan ?

1492 oblige, la ville qui accueillit les Arabes chassés de Grenade, réya à voix haute d'Andalousie. Pour Wassila Tazani, la très dynamique animatrice du colloque, responsable des droits de l'homme à l'UNESCO, «la rencontre se tient à Fès pour que Fès fasse oublier la blessure de Grenade et devienne un foyer de culture, d'intelligence et de tolérance».

Des femmes arabes, il en vint de partout. De Bahreïn, d'Égypte, de Palestine, d'Irak, de Jordanie, de Tunisie, du Soudan, d'Algérie, du Liban. Romancières, critiques, essayistes, universitaires. Certaines conquirent le pouvoir, telle l'Algérienne Zhor Ouissel, premier ministre femme de l'Algérie ; d'autres vivent l'exil.

Toutes ont revendiqué la spécificité de l'écriture féminine, fustigeant la misogynie de la critique arabe, déplorant la marginalisation de leurs œuvres et «corrigés», même, l'histoire de la littérature. Alors que l'on s'accorde à voir en Zineb, écrit en 1914 par l'Égyptienne Hayat, le premier roman arabe, les participantes

ont rappelé que déjà, en 1906, la Libanaise Afifa Karan publiait, à New-York, son premier roman.

Mais le dur partage de la condition féminine ne suppose pas les mêmes visions de l'écriture. La célèbre féministe égyptienne Nawal Saadawi, auteur à succès, plaidait, avec des accents assez «rétro» il faut le dire, pour un engagement de la romancière, sa fusion avec la rue et le temple. La jeune Libanaise chrétienne Houba Barakat, hantée au plus profond par la tragédie de son pays, répliquait : «Nous écrivons parce que nous n'avons plus rien, parce que nous sommes superflues et inutiles. Nous écrivons contre nous-mêmes».

Pour les écrivains du Maghreb, et comme on devait s'y attendre, les divergences concernaient surtout les problèmes de bilinguisme. Dans quelle langue faut-il s'exprimer ? Au dire de la romancière marocaine Leila Abu Zeid, «la langue française fut la langue de l'asservissement et l'arabe celle de la libération». La Tunisienne Aleya Attahli pense autrement : «C'est grâce à Hugo, à Baudelaire, à Mallarmé, à Valéry, à la langue française que j'ai appris à dire non».

Le colloque n'aura réuni que des écrivains d'expression arabe. Celles qui écrivent en français, notamment les Algériennes Assia Djebar, Leila Sebbar et Najet Khadda, étaient absentes. Faut-il y voir une conséquence des virulentes attaques lancées ces derniers jours à Alger par l'écrivain Tahar Ouettar contre les francophones qu'il accuse de tous les extrémismes ? L'absence des francophones au colloque de

Fès n'aura pas pour autant resoudé «l'unité arabe» ou, du moins, les rangs de ses femmes. De tout temps, le Maghreb, cet Occident arabe, s'est senti rami, refoulé, ou méprisé par le Machrek, qui se veut détenteur de la «pureté» raciale et linguistique. Une maghrébine confessa : «Nous sommes la «partie honteuse» du monde arabe et, seule la vision occidentale s'échène à nous souder». Pour se convaincre de cette réalité, il suffit de citer ce titre d'un journal local : «Rencontre à Fès de femmes du monde arabe et du Maghreb». Ce fossé n'est pas une invention des temps modernes, encore moins une «séquelle du colonialisme». Déjà au treizième siècle, le célèbre cosmographe et juriste d'Alger El Kaswini décrivait le Maghreb comme la terre des «gens les plus éloignés d'Allah».

Au-delà de ces divergences, que l'on peut juger secondaires, la rencontre aura permis d'apprécier la vitalité de la production romanesque féminine. Domage que l'approche trop universitaire des communications ait occulté la véritable problématique des sociétés arabes d'aujourd'hui : la religion, la sexualité, la politique et la censure. En ce la volonté de ne pas heurter la sensibilité du pays hôte ? Ou bien les femmes ont-elles fait l'impasse sur les contraintes de l'islam, le temps d'un colloque, pour mieux signifier que c'est détestée du poids du religieux qu'elles pourront enfin devenir l'avenir de l'homme arabe... et d'elles-mêmes ?

Mohamed Kacimi

## EN POCHE

## L'histoire juive en poche

Il y a une dizaine d'années, l'idée même d'une histoire juive spécifique freinait l'hérésie dans l'université française. En dépit de la création de quelques chaires, le «judaïsme» demeurait cantonné dans l'histoire des religions. Les temps ont bien changé. Un impressionnant mouvement éditorial fait, depuis quelques temps, redécouvrir étapes et figures de l'histoire juive et du sionisme, dont les noms propres n'ont longtemps résonné que comme des slogans sans contenu. La création par Albin Michel, avec le concours du Fonds social juif unifié (FSJU), de la collection de poche «Présence du judaïsme», animée par Mireille Hadas-Label, répond à cette curiosité nouvelle. Son objectif : le grand public. Chaque ouvrage comprend moins de 200 pages et coûte moins de 40 F (1).

Parmi les premiers titres, on sera heureux de pouvoir lire une vie de Martin Buber, de Pamela Vernes, avec une préface lumineuse d'Emmanuel Lévinas. Certes, l'œuvre de Martin Buber (1878-1965), philosophe juif et allemand, saisi en son temps par Gabriel Marcel et à qui l'on doit la redécouverte du judaïsme hassidique d'Europe centrale, n'était pas ignorée en France. On connaissait moins l'activité de l'homme qui approche presque tous ceux qui devaient être les agents du renouveau culturel et politique de la vie juive et israélienne au vingtième siècle (lui-même rejoignant le Foyer national juif en 1938) : Theodor Herzl, Franz Kafka, Hugo Bergmann (l'un des fondateurs de l'université hébraïque de Jérusalem en 1925) furent parmi ses correspondants ou ses disciples. La vitalité de son œuvre est, elle aussi, une preuve que l'histoire juive continue bel et bien au vingtième siècle.

N. W.

► Martin Buber, de Pamela Vernes, traduit de l'anglais par Flore Abergel, avant-propos d'Emmanuel Lévinas, Albin Michel.

(1) Titres déjà parus : *Theodor Herzl*, d'Alain Boyer ; *La Politique chrétienne contre le judaïsme en Moyen Âge*, de Gilbert Duban ; *Le Judaïsme dans la vie quotidienne*, d'Ernest Gruenbaum ; *Fidélité* ; trois mille ans d'histoire, de Mireille Hadas-Label ; *Etre juif à Amsterdam au temps de Spinoza*, par Henry Mochoulas ; *Les Juifs du pape*, par René Moirand ; *Recht de Troyes*, par Simon Schwarzschild.

● Les lectures chrétiennes de la Bible ont donné lieu à quelques malentendus et à pas mal d'incompréhensions. Pierre Gilbert propose un abrégé de cette *Petite histoire de l'exégèse biblique* (Cerr, coll. «Lire la Bible»).

● Pierre Chaunu préface longuement et d'une manière délicate les deux *Grands écrits réformateurs de Luther* : *A la noblesse chrétienne et le Libéralisme du chrétien*. Traduction et notes de Maurice Gravier (GF-Flammarion, n° 661).

En «Biblio-Essais» (livre de poche), notre chroniqueur de philosophie Roger-Pol Droit propose une édition revue et corrigée de son livre *L'oubli de l'Inde*, publié en 1989 dans lequel il racontait et analysait la curieuse «omniscience philosophique» dont le penseur indien reste, depuis un siècle, victime en Occident (n° 4150). Dans la même collection, l'ouvrage synthétique de Michel

Caressou et Henri Béhar, *Le Surréalisme* (n° 4158).

● «Champs», chez Flammarion, reprend le livre d'entretien avec le linguiste américain Noam Chomsky publié par Mitsou Ronit en 1977 : *Langue, linguistique, politique* (n° 261) et, datant de la même année, le livre de Jacques Nassif, psychanalyste lacanien, *Fraud l'inconscient qui étudie la genèse de la découverte freudienne* (n° 260).

● Avant de quitter les essais, signalons chez Presses-Pocket l'essai de Manfred Bukatow : *La Musique baroque* (Agora, n° 53).

● La collection «Rivages» poche reprend *Un tour par le monde*, de David Lodge, traduit de l'anglais par Maurice Yvonne Courcier et précédé de Umberto Eco (n° 69). Dans la même série : *Colella*, Lazzarini traduit... du latin, deux *Consolations* de Sénèque, précédées par l'astronome Hadot (n° 60).



LE MONDE DES LIVRES  
LITTEATURE ÉTRANGÈRE

# Folies powysiennes

Une mer omniprésente, hostile et violente, des personnages déchirés qui se heurtent : dans « Rodmoor », John Cowper Powys atteint à la perfection de son art

**RODMOOR**  
de John Cowper Powys.  
Traduit de l'anglais  
par Patrick Reumaux.  
Seuil, 404 p., 120 F.

Dans Rodmoor, son second roman, publié en 1916 et traduit en français pour la première fois aujourd'hui, John Cowper Powys atteint à la perfection de son art. Le mer, l'élément primordial, ouvre, pénètre, emplit et imprègne le récit, comme le gris et l'argile, dans Wood and Stone (1), le premier roman qu'il écrit, structurent le paysage et l'esprit des personnages. Non l'étendue consolatrice, omniprésente et familière qui baigne les rêves de Perdita et de Skald dans Les Sables de la mer (2), mais une mer hostile, la mer du Nord, dont le bruit « incroyablement semblable à la systole et à la diastole, à l'inspiration et à l'expiration d'un énorme cœur à demi humain », par sa persistance aveugle et presque bestiale, rend tous ceux qui, jour après jour, doivent l'écouter, « les éléments ne cessent de mourir, de leur présence d'abord tragique et paroxystique (que l'océan songe à Rodmoor) puis apaisée et bienveillante, les réveries powysiennes... » (3).

La folie qui monte, issue du paysage autant que du cœur des hommes, guette chacun des personnages. Si divers et complexes soient-ils, tous sont soumis, au-delà de leur psychologie particulière à la grande loi du flux et du reflux qui régit l'univers, influençant ces mouvements intérieurs contradictoires et incessants dont on cherche parfois vainement la cause; soumis, surtout, au pouvoir maléfique d'un lieu aux consonances sinistres: Rodmoor, un endroit où, comme le constate Baltazar Stork, peu à peu on se désintègre: « On y perd son identité et on y oublie les règles ».

Aussi est-ce en termes de soumission à une puissance formidable et mystérieuse, qu'elle agisse en l'homme ou à l'extérieur de lui, qu'il faut interpréter le mouvement de ce livre, aussi heurté et violent que celui des éléments, et le caractère de personnages déchirés entre des tendances opposées, Adrian Sorio, le protagoniste principal, qui par son ombre dans la décadence, étant le plus tourmenté d'entre eux, celui auquel Powys, qui frôla la folie pendant des années, comme il le confesse dans son autobiographie, dut s'identifier le plus.

Échapper à soi-même, tel est le besoin fondamental qui l'anime: se soustraire aux obsessions qui l'habitent, celles mêmes qui hanteront Powys, et à une souffrance nerveuse, qui, si elle lui permet « d'avoir les sens aguçés jusqu'à une terrible réactivité », entraîne inévitablement vers un déséquilibre fatal. Échapper à soi-même « en se détruisant soi-même », ce que justifie la découverte d'une loi générale: le véritable but de toute chose vivante est de se dissoudre, happé par un néant qui, en vérité, n'est qu'un nom pour « ce qui est au-delà de l'extrême limite de la vie de toute chose individuelle ». Le livre que projette d'écrire Sorio sur cet « univers éternel d'autodestruction », sur cette « volonté de périr » à moitié

consciente qu'il analysait plus tard Roger Caillois dans un essai magistral (4), apparaît comme l'échec négatif de la philosophie de Powys qui toute sa vie œuvra afin de favoriser, par l'identification avec la nature, le passage du « moi » au « non-moi ».

Autour de Sorio, incarnées par des personnages séduisants et pervers, ou excentriques et laids, s'affrontent les forces du bien et du mal, la volonté de vivre et le goût de la mort. A commencer par les deux femmes qui l'aiment. Philippa Renshaw, une figure androgyne à la beauté ambiguë et paléenne, semblable à celle d'une prêtresse antique, et Nance Herrick, féminine et intuitive, qu'attire et soutient la vision chrétienne de l'amour. A travers elles s'opposent deux conceptions du monde et deux manières d'aimer.

Adrian Sorio obéit à leur pouvoir tour à tour, désireux de se sauver de lui-même en épousant l'une, succombant à la violence cachée qui l'attire en l'autre. Mais Baltazar Stork l'aime, lui aussi, et utilise pour le séduire, guette à provoquer une crise de folie, toutes les ressources de sa nature morbide et d'une « inhumanité raffinée ». Sa perversité froide est plus profonde que celle de Brand Renshaw, personnage romantique hanté par la mort, pour qui le mal a pris l'appar

rence d'une chauve-souris dans la lumière de l'aurore.

« Les grandes marées du mal » recouvrent le monde et la bonté de Hamish Traherne, le prêtre de Rodmoor dont le plus fidèle compagnon est un rat blanc, ou celle du docteur Raughy ou savent s'y opposer: que peuvent les mots et la bonne volonté contre « l'emprise du courant magnétique » qui jette l'un vers l'autre Brand Renshaw et la frêle Linda Herrick? « Ils étaient

l'un des deux comme des gens sous l'influence d'une drogue » écrit Powys le puritain qui, de façon révélatrice, place la force tourmente du sexe dans le camp du mal.

Mieux valent les sensations que procure un paysage érotisé à l'extrême et « le plaisir de l'instant idéal » savouré par l'homme que la lutte sado-masochiste à laquelle se livrent malgré eux les personnages en proie à la passion. Drogue ou hypnose, la passion est ici proche de la haine, comme la haine l'est de la passion. Les obsessions majeures, les grandes pulsions érotiques qui traversent le livre trouvent leur expression dans l'image de la mer porteuse de l'idée d'infini, mais aussi de la mort comme solution à tous les déchirements, quand, cédant enfin au « splendide dionysisme » vers le néant, les personnages cessent de s'enfermer dans les vagues.

L'amour alors s'exerce plus, ou la haine, ni aucun des fantasmes indicibles qui tourmentaient Powys au point que toute sa vie il chercha à se fuir et qu'il finit de Sorio il aurait pu s'écrier: « Ce que j'aime est aussi loin du bonheur d'un poète, loin au-delà du soleil et de toutes les autres que le soleil projette! »

Christine Jordis

- (1) Éditions Phébus, 1991
  - (2) Christian Bourgois, 1982.
  - (3) François Xavier Jaurand, dans S'enfuir au loin sans bagages d'un poète, John Cowper Powys, Grail, 1973.
  - (4) Le Mythe et l'Homme.
- « Si nous étions, dans la collection "L'Œuvre égarée" de Hatier, qui fut récemment imprimée en même temps que tout le secteur littéraire, la parution d'un tel livre de John Cowper Powys, ce n'est pas un roman, mais une œuvre majeure, et il mériterait d'être lu par tous les esprits sensibles à nos extra-ordinaires familles.

# Le prophète de Glastonbury

**LES ENCHANTEMENTS DE GLASTONBURY**  
de John Cowper Powys.  
Préface de Catherine Léprat.  
Traduit de l'anglais  
par Jean Quéval.  
Gallimard, coll. « Biblos »,  
1436 p., 220 F.

C'est en 1932 que s'échoua la publication en anglais de la tétralogie de Powys, alors âgé de soixante ans. La traduction française, ici rééditée en dépit de curiosités stylistiques parfois déconcertantes dans les dialogues, représente un travail colossal auquel l'agréable présentation de la collection « Biblos » devrait redonner des lecteurs. Peut-être ira cette épopée en même roman? Certes, la multiplicité des personnages, la diversité des classes sociales, la variété des points de vue, tant des ingrédients propres à toutes les entreprises titaniques. Et Powys est plus proche de Tolstol que de son compatriote Galsworthy. Mais il est évident que ce n'est pas l'intrigue elle-même qui fait le valeur de ce livre symphonique.

Si Glastonbury a été choisi par Powys, c'est que ce lieu mystique, est chargé, pour le public anglo-saxon, de connotations esotériques auxquelles la ramener fait d'innombrables références à travers ses personnages hallucinés. La geste du légendaire de Joseph d'Arimatea qui ensevelit la Croix sainte dans une grotte souterraine, la nouvelle religion que fonda le prophète de Glastonbury est antérieurement tournée vers les croyances médiévales et les échos mystérieux que le passé rencontre dans la modernité.

John Geard, maire visionnaire de Glastonbury, est obsédé par le Graal: « C'est, pense-t-il, quelque chose qui a été lâché sur notre planète et qui est tombé dans l'atmosphère de Glastonbury, tombé d'en haut. » La représentation du mystère de la

Pessier, qui constitue l'un des moments de la bravoure de la tétralogie, avec le déluge final, est l'occasion d'une exacerbation de toutes les passions sexuelles, religieuses et politiques, que Powys converge non seulement des crises psychologiques, mais aussi des mouvements sociaux et des trames mystiques.

Le célèbre poème de William Blake, le Nouveau Jérusalem, aurait pu servir d'axiome à cette somme: « Ces pieux ont-ils en des temps lointains/foulé la surface de la terre? / Vraiment, jamais l'anneau de Dieu sur les deux pâturages d'Angleterre/la Face Divine resplendit-elle? / Au-dessus de nos collines embrumées? » Un mythe veut en effet que le Christ enfant ait été conduit à Glastonbury par son oncle, qui faisait la commerce de l'étain avec cette région nordique.

« Une épopée  
tragi-comique »

L'enlèvement de Powys, son « pansexualisme » qui le rapproche tant de D. H. Lawrence, attirent étonnamment les considérations religieuses qu'il prête, non sans ironie, à ses personnages, qu'ils soient puissants et mégalomane, ou, au contraire, frustrés et égarés dans la société. Il est impossible de s'approcher des trois collines de la ville sans connaître une intensification du désir érotique, à quelque degré qu'on soit capable de ressentir celui-ci, ni sans éprouver aussi un approfondissement de ces sillons du désir sublimé qui se trouvent être inscrits dans le destin.

Comme Wagner le fit dans le deuxième acte de Parsifal, révélateur à travers le personnage de Kundry la lén de l'exaspération sexuelle, de l'élan mystique et du blasphème, Powys revient de façon obsessionnelle au rôle que joue la sexualité dans l'exaltation spirituelle: « Ce que les mortels nomment le sexe est seulement l'intrusion dans la vie humaine et dans la vie animale

at, végétale d'un certain spasme, d'un certain frisson délicieux, d'un certain orgasme, d'une nature purement psychique, qui appartient à la Personnalité de la Cause Première et émane d'elle. »

Imaginer délibérément des personnages qui ignorent toute mesure, Powys abat la frontière qui sépare le désir du fantasme, le naturel du politique, chez certains d'eux, ce qui permet à Catherine Léprat, la préface, de présenter cette tétralogie comme une « épopée tragi-comique ». Geard, rouleur, interprète ainsi le bruit d'une urine qui coule dans un por: « Chaque bruit est une vibration. Chaque vibration, une radiation, une détonation. Chaque bruit voyageant de la terre vers l'espace, et ce que le bruit de Mir ar Mrs Bellamy urinant dans leur chambre de Mark Court contribue de voyager à travers l'espace jusqu'à ce qu'il atteigne la Voie lactée? »

Meis c'est sans doute dans les digressions que le livre réjouit le plus ses lecteurs. On lira ainsi un merveilleux passage sur la somme qu'inspirent à Powys deux personnages secondaires: « L'essence du sommeil naît de ce que le rêve a une certaine surface mouvante de la vie et d'une descente en chute libre au-dessous de la surface de l'autre vie, qu'elle soit ou non rafraîchissante, exotique, ainsi qu'une vague d'eau de source toujours renouvelée, coulant sous l'eau salée d'une mer trouble. »

L'élément érotique est prédominant dans l'imaginaire de Powys. Meis, au-delà de cette eau douce du sommeil, Powys cherche à décrire, comme dans tous ses autres romans, un état de sérénité désigné, selon les religions, sous de multiples noms, parmi lesquels figura celui, énigmatique et caméléon, d'« Euphrosine ». Nirvane, éphémère ou quatrième dimension, commente Powys, qui écrit, avec soixante ans d'avance, la roman des religions du New Age.

René de Ceccatty

# Narcisse viennois

En 1895, paraissait le récit mystique et décadent d'un jeune inconnu, Leopold von Andrian

**LE JARDIN DE LA CONNAISSANCE**  
de Leopold von Andrian.  
Traduit de l'allemand  
par Jean-Yves Masson.  
Postface de Francis Claudon.  
Verdier, 75 p., 68 F.

On peut toujours rêver. Rêver d'avoir vingt ans dans la Vienne impériale, d'y côtoyer Altoberg, Sebnitzler ou Hofmannsthal, d'y publier un bref récit mystique, étiologique et décadent qui s'intitulerait le Jardin de la connaissance. On serait reconnu comme l'un des plus grands poètes de son temps. Cela suffirait. Ensuite, on choisirait le suicide, le couvent ou la diplomatie. Un siècle plus tard ce bref récit serait peut-être traduit en français et trouverait de nouveaux lecteurs — jeunes, décadents, mystiques et suicidaires.

Le rêve s'est réalisé pour Leopold von Andrian, cet héritier de banquiers juifs berlinois anobli par l'empereur. Il a été l'ami d'Hofmannsthal et de Balz, il a connu la gloire littéraire, il a été un diplomate éminent et il est mort, en 1951, dans un couvent franciscain à Fribourg. Catholique et conservateur, il se réfugia en emme Zweig au Brésil sous le nazisme. En France, il eut des relations profondes avec Jacques Maritain, Gabriel Marcel et Charles Du Bos, qui l'évoqua dans ses Approximations.

Le diplomate et le penseur néo-thomiste serait nubié de langue d'oïl, s'il n'y avait ce Jardin de la connaissance, cet

étrange récit envoûtant qui met en scène le double de l'auteur, le prince Erwin, nuphelle de bonne heure, lassé de vivre avant même d'avoir vécu, attiré par la vie minérale, mais aussi par ce qu'il pressent de beauté enfouie, de voluptés interdites, d'énigmes insolubles dans sa topographie imaginaire de Vienne. Il se lance à la conquête du réel en sachant qu'il y trouvera que le reflet martirique de son narcissisme. « Pour chacun, enfreindre-il, sa propre vie est l'unique miracle » — impossible à communiquer. Il ne lui reste plus qu'à s'avancer vers la mort, le jardin de la connaissance nous étant à jamais inaccessible.

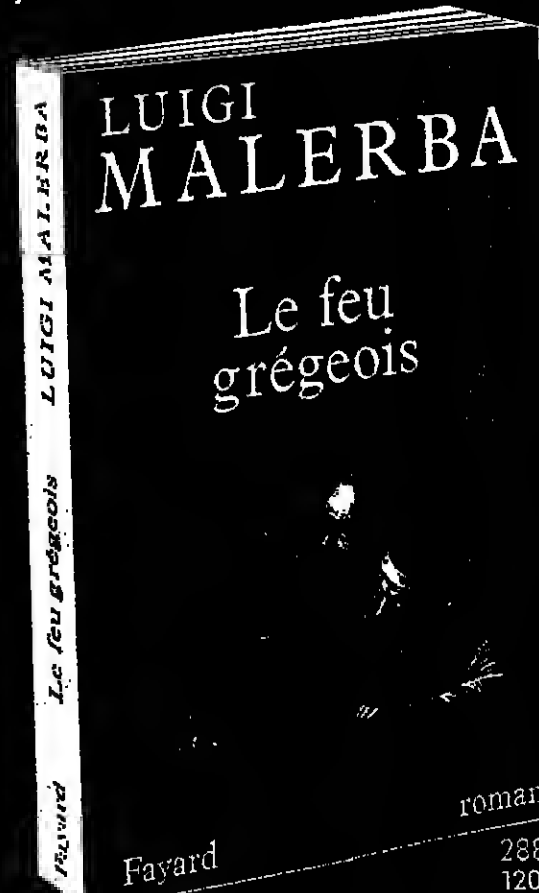
Quand on souhaite tempérer son étonnement pour le symbolisme morbide de la Jung Wier, inspiré d'ailleurs par Balzac, Huysmans et André Gide (noté le Traité du Narcisse paru en 1891, il suffit de se tourner vers Karl Kraus, le pourfendeur du décadentisme fin de siècle. Karl Kraus voyait en Leopold von Andrian « un jeune baron très maniéré, fine fleur de la décadence » dans le livre serait « le chef-d'œuvre de cette étrange d'espèce qu'on appelle l'esthétisme viennois ». Jugement auquel on ne souscrira pas: un siècle après sa parution, la quête initiatrice du prince Erwin n'a pas épuisé ses arrières, et le Jardin de la connaissance mérite de figurer aux côtés des Cahiers de Malte Laurids Brige de Rilke ou de Lord Chandos de Hofmannsthal autrement qu'à titre de curiosité.

R. J.

# MALERBA

Le feu grégeois  
roman

Le roman de Luigi Malerba n'est pas seulement un excellent péplum. On y discute aussi des mérites d'Aristote...



...Ce « Feu grégeois » a tout pour nous enflammer. De terreur, bien entendu.

Frédéric Vitoux, Le Nouvel Observateur

FAYARD

**COMPLEXE SAINT-NICOLAS**  
2 à 6 rue Saint-Nicolas, 33000 BORDEAUX  
Tél. 56 91 62 90; 56 31 22 66; Fax 56 31 23 00  
Unique en Europe: 2 librairies spécialisées pour collectionneurs et amateurs:

**LIBRAIRIE POPULAIRE CASTERA**  
Spécialisme littérature populaire XIXe-XXe siècle:  
B.D., Policier, S.F., Litt. enfantine, etc...  
catalogue 100 p. ill. contre pay. aux frais de 25 F.

**LE PETIT SAINT-JAMES**  
Erotisme, Pin-up, Mode, revues U.S.  
Liste de catalogues contre enveloppe timbrée.

Livres anciens  
sur les

**PROVINCES DE FRANCE**

Catalogues par Provinces

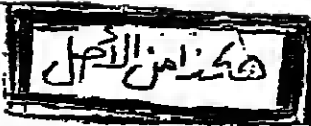
Librairie GUÉNEGAUD

10, rue de l'Odéon

75006 Paris

Tél. 43-26-07-91





## D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

## Tant qu'il y aura des Esquimaux...

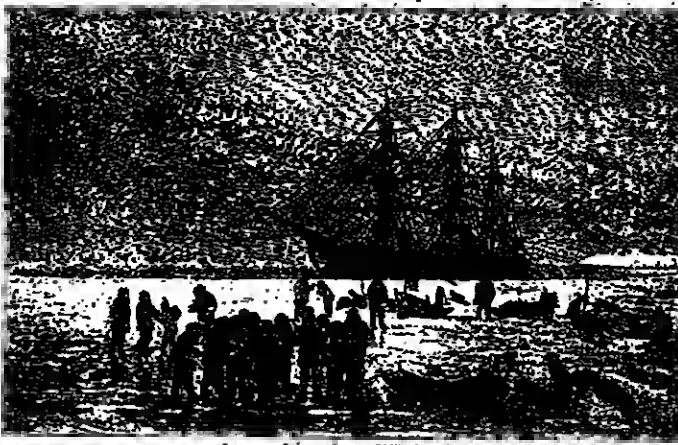
GURSKY  
(Solomon Gursky Was Here)de Mordecai Richler.  
Traduit de l'anglais (Canada)  
par Philippe Loubas-Delranc,  
Calmann-Lévy, 610 p., 150 F.LE PEUPLE ÉLU (roman)  
PLUME DE PRINTEMPS  
(nouvelles)de Bernard Malamud.  
Traduits de l'anglais  
par Martine Chard-Hutchinson,  
Rivages, 172 p. et 266 p.,  
110 F. et 139 F.

UN chef indien juif eo lutte contre les Visages pâles conduit son peuple vers les Esquimaux du Canada... Des Esquimaux juifs qui meurent de faim pendant le jeûne de Kippour dans le Grand Nord canadien... Ça n'existe pas, Ça n'existe pas! Et pourquoi pas?... L'Amérique, cette autre Terre promise des juifs, offre en effet son immensité à tous les fantasmes des romanciers, toutes les épopées, l'occasion de refaire le Nouveau Monde, de participer à la conquête de l'Ouest, de jouer avec tous les mythes. Et le hasard, qui fait paraître au même moment deux livres de deux grands écrivains juifs d'Amérique, le Montréalais Mordecai Richler et le New-Yorkais Bernard Malamud, nous vaut deux grandes fresques aussi grandioses que drolatiques qui, sans se ressembler, se rencontrent quelque part dans ce territoire fertile de l'humour juif américain.

MORDECAI RICHLER a, dans son pays, une réputation de provocateur, qui ne lui déplaît pas. Né à Montréal en 1931, d'une famille venue de l'est de l'Europe au début du siècle, ce Québécois anglophone est sans doute l'écrivain canadien le plus connu à l'étranger, surtout dans les pays de langue anglaise, le seul à avoir vendu ses romans à un million d'exemplaires. Un de ses grands-pères était un hassid qui avait traduit le Zohar en hébreu moderne. Lui-même fut envoyé à l'école talmudique, mais ses résultats médiocres l'empêchèrent d'accéder à l'Université et, à dix-neuf ans, il partit pour l'Europe et passa deux années entre Paris, Londres et Ibiza. Alors, il retourna en Amérique avec son premier roman, *Les Acrobates*, qu'il affirme vouloir oublier. Porte-parole des anglophones de Montréal, mais sans appartenir à aucun groupe, allergique à la francisation et à l'indépendantisme, il a suscité d'ardentes polémiques au Québec, récemment encore, avec un article paru dans le *New Yorker* dans lequel il s'en prenait à Pöbliga-

tain faite par la loi de franciser les noms des lieux publics (et notamment de son pub préféré, le Woody's Pub), dénonçait la xénophobie et l'antisémitisme d'un Québec tribal et répressif, plaçait pour détacher du Québec les Juifs et les Américains... « Voyons les choses en face, écrit-il dans *Gursky*. Le Canada est moins un pays qu'un réservoir plein de la progéniture algie de peuples vaincus. Canadiens français qui se détruisent à trop s'agiter sur eux-mêmes; descendants d'Écossais ayant fui le due de Cumberland; les Irlandais, la famine; et les Juifs, les pogroms. Et puis ces paysans d'Ukraine, de Pologne, d'Italie, de Grèce, tout juste bons à cultiver le blé, extraire du minerai, manier le marteau, tenir des restaurants et faire la ou on leur dit de faire. Et aujourd'hui qu'on est ici et qu'on prospère, on s'arrange pour exclure des nouveaux arrivants parce qu'ils nous rappellent nos humbles origines. »

Mordecai Richler n'avait rien publié depuis dix ans, et *Gursky*, finaliste en 1990 du grand prix littéraire anglais, le Booker Prize, l'auteur du *Frix des écrivains du Commonwealth*, sans doute son roman le plus ambitieux sous la caricature, devrait le faire reconnaître en France (1). Il y raconte l'épopée comique, pas vraiment héroïque, de six générations de Gursky... « *Gideon engendra Ephraïm*, Ephraïm engendra Aaron, Aaron engendra Bernard, Salomon et Morrie, Salomon engendra Henry et Lucy, Henry engendra Isaac »... Une famille d'immigrants parvenus à la tête d'un empire industriel grâce à la prohibition et au trafic de whisky : millionnaires (en dollars canadiens), juifs, pas forcément pratiquants, pas forcément recommandables, avec leurs vieilles querelles, leurs secrets, leurs obsessions, leurs complexes, leurs cadavres dans les placards. Et surtout, leur manitou onirique, l'oncle Salomon, qui semble lier des messages grâce au corbeau polymorphe, l'oiseau noir perspicace et omni-présent, porte-malheur et porte-chance. Monsieur Corbeau dans son igloo, la Société d'investissements Corvus, Docteur Otto Raveo à Berlin... L'énigme de celui qu'on ne verra pas, Salomon, celui qui, comme le dit le titre anglais, « est passé



La trois-mêms d'Ephraïm.

par là », et pour qui « vivre deux fois, voire trois, est la plus belle des vengeances ». Salomon, le « mauvais fils », celui dont on ne parle pas dans la famille, mort jeune dans un mystérieux accident d'avion et qu'on a effacé des albums de photos, qui a connu Bernard Shaw, Florence Gould, Al Capone, Burgess mais pas Mac Lean, qui a été informé du dernier coup de téléphone de Marilyn Monroe, de la Logue Marche de Mao, de l'expédition des Israéliens à Entebbe. Salomon, dont Morrie Benga dresse à grand peine la biographie contre la volonté de Bernard, le milliardaire, qui lui fait savoir qu'il n'admet pas que des « étrangers viennent renouer le lien sale des Gursky pour apporter de l'eau au moulin des amis/ennemis ».

POURQUOI pas des juifs esquimaux ? ... Comment expliquer l'insupportable intrusion chez les Juifs, au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, d'un objet loconu de signes bizarres, et que les chercheurs identifieront bien plus tard comme une kippa ? Ephraïm, le patriarche des Gursky, est passé par là... Unique rescapé de l'expédition de 1847 de Sir John Franklin dans l'Arctique grâce à ses réserves de nourriture kasher, Ephraïm, « celui qui était venu sur le bateau en bois à trois mâts », va convertir les Esquimaux : « Je suis Ephraïm votre Dieu, et vous n'aurez pas d'autre dieux que moi. Vous ne vous prosternerez pas

devant Narsuk, dont j'ai raconté le pénis, ni devant d'autres dieux, espèce de sales petits ignares... ». Mais il oubliera d'adapter le Grand Pardon à la nuit polaire, et Yom Kippour sera un piège pour les dévôts arctiques qui se laisseront mourir de faim pour suivre les préceptes édictés par Ephraïm de ne manger ni former en ce saint jour, « obligés de rester chastes et de jeûner jusqu'à ce que le soleil se relève, quelques mois plus tard, et se recouche à l'horizon après plusieurs mois encore ».

Tel Jean Valjean, Ephraïm a construit son destin sur le vol de chandeliers dérobés chez un instituteur qui lui voulait du bien. Les chapitres vont faire alterner les temps et les lieux de ses descendants pour réunir dans un spectacle juéo-canadien à grand relief les membres de la famille, récit épique et drolatique qui explore, dans un style quasi-biblique, avec une verve formidable, les divers destins juifs possibles et imaginables : l'établissement dans un pays neuf, le passage du foie bœuf au canembert, l'élaboration d'une fortune colossale par des moyens frisant l'illicéité, ou plutôt exploitant les failles de la légalité (« Pourquoi vendre l'alcool des autres quand nous pourrions en fabriquer ? », se dit Salomon dans les années 20, mettant fin à l'importation du whisky écossais).

Le dernier des Gursky, Isaac, est le fils de Henry, un hassid

marité à une femme inuit qui connaît toutes les pratiques du culte. Il ne survivra à une nouvelle catastrophe (aérienne, cette fois) qu'en devenant cannibale à son tour, mais jure qu'il n'a commencé à découper son père que le dixième jour...

« Comment as-tu pu faire une chose pareille ? », lui demande un rabbin de la yeshiva où il étudiait. « Ton propre père... » L'autre n'était pas casher, rétorqua Isaac, leur déchantant un regard furieux.

AVEC Saul Bellow, un autre natif du Canada et Philip Roth, Bernard Malamud (1914-1986) avait été, depuis la fin des années 50, un des écrivains qui assuraient l'émergence de la littérature juive d'août le roman, mais en refusant toujours d'enfermer son personnage dans un particularisme religieux ou ethnique, tout en utilisant toujours dans son œuvre l'humour des conteurs yiddish (2).

Yozi Bloom, le colporteur, le personnage principal de son dernier roman, *Le Peuple élu*, arrivé après la guerre civile des confins polono-russes « dans ce beau pays qui offre tant de perspectives à un homme sans instruction », se prend déjà pour un vrai Américain. Socialiste et pacifiste aux convictions profondément américaines, il sait qu'un grand destin l'attend : il va devenir le sauveur, le Juif défenseur des Indiens. « Je suis blanc, mais je pense comme si j'étais rouge. Je suis un Indien qui est juif », se répète-t-il. Capturé par une tribu de Peaux-Rouges du Nord-Ouest qui voot en faire leur chef, nouveau Moïse de ce peuple persécuté, chassé de sa vallée natale, il va tenter de faire comprendre à l'homme blanc qu'il ne doit pas trahir ses promesses passées avec les Indiens, qu'il doit les laisser vivre en paix sur leur terre, dans la val-

lée où ils ont toujours vécu. Commencera alors, à travers bassilles et massacres, sous l'œil du Grand Esprit dont il se sent investi, une longue marche vers le Nord, vers le Canada, la « grande-mère patrie », vers les frères esquimaux, guettés partout par les soldats du pharaon de Washington qui, finalement, vont les schématiser dans des trains de marchandises vers une réserve du Missouri.

« Les Indiens se mirent à génir dès que les wagons de marchandises s'ébranlèrent... » Cette phrase est la dernière écrite par Bernard Malamud, qui n'a pas pu achever ce roman d'aventures comico-mythologiques de l'Indien juif en route pour une terre qu'on ne lui a pas promise. Les notes qu'il a laissées pour les chapitres suivants indiquaient que Yozi, après avoir quitté la réserve, reprenait ses activités de colporteur et, devenu citoyen américain, s'inscrivait aux cours du soir pour étudier le droit, dans la perspective d'aider les Indiens à se battre contre la persécution et l'injustice. Ce *Peuple élu*, sorte de conquête de l'Ouest à l'envers, aurait été sans doute un grand livre de Malamud ; inachevé dans l'écriture comme dans la narration, il mérite d'être lu. Il avait été complété dans l'édition américaine par une quinzaine de nouvelles écrites entre 1940 et 1984 (en deux volumes dans l'édition française), qui forment un ensemble plutôt forcé sur le monde des immigrants, nourri par ce que l'auteur nomme, dans un de ses récits, le « démon de l'écriture ». Un démon bien vivant tant qu'il y aura des Indiens. Et des Esquimaux.

(1) Plusieurs traductions de Richler ont été publiées en français : *Le Choix des événements* (Seuil, 1959), *L'apprentissage de Duddy Kravitz* (Julliard, 1972), *Le Cavalier de Saint-Urbain* (Bouché-Chassol, 1976). Un film a été tiré de *L'apprentissage de Duddy Kravitz* par Ted Kotcheff.

(2) Traductions : *Le Commis* (Gallimard, 1960), *Les Idiots d'abord* (Seuil, 1965), *Une nouvelle vie* (Gallimard, 1967), *Le Tombeau magique* (Gallimard, 1967), *L'histoire de Joe Smith* (1967), *Portraits de Vladimir* (Seuil, 1969), *Les Esquimaux* (Seuil, 1976). *Le Vie multiple de William D.* (Flammarion, 1980), *Homme dans le tiroir* (Flammarion, 1980), *Le Grâce de Dieu* (Flammarion, 1983).

## La vie comme à Milan

Un autobus, une ligne de métro, une église, un téléphone, un chien : Oreste Del Buono s'intronise metteur en scène du rien. C'est splendide

## RIEN QUE LA VIE

d'Oreste Del Buono.  
Traduit de l'italien  
par Alain Sarraharousse,  
Gallimard, coll. « L'Arpenteur »,  
152 p., 95 F.

Il y a vingt ans paraissait le roman d'un journaliste milanais qui détestait sa ville où « personne ne volait, ne tuait, ne forniquait », abominait son « stupide métier », haïssait ses voyages quotidiens en tram où la nausée lui venait des haleines, des odeurs de ses voisins. Il évitait de voir trop souvent sa femme et préférait « s'encaniller » avec ses copains, mariés pour la plupart mais qui s'abstenaient de montrer leur épouse « témoignage trop évident, impudique, de leurs multiples échecs ». Le roman s'intitulait *Ni vivre ni mourir* (1). L'auteur, Oreste Del Buono, dont le projet était de refondre trois de ses romans dans ce seul livre, avait placé en épigraphe le mot de Lukács : « Ni vivre ni mourir ne sont les moyens adéquats pour exprimer l'essentiel de la vie... »

Vingt ans plus tard, nous retrouvons le même homme, il porte toujours le même « prénom déplorable » hieo qu'il n'ait jamais songé à tuer sa mère pour venger son père. Oreste Del Buono est critique littéraire à la *Stampa*, ce qui signifie plus pro-

saquement qu'il est débiteur d'une infinité d'articles plus ou moins longs auprès de presque tous les éditeurs. Il s'est séparé, pour une durée indéterminée, de sa femme et habite à quelques mètres de son ancien appartement. Il prend toujours l'autobus et se plaint toujours de l'odeur de ses semblables.

Mais cette fois-ci, le titre de son livre est bien moins désabusé : *Rien que la vie*. Ce que, vingt ans auparavant, Oreste Del Buono observait avec dégoût ou mauvais humour, il le regarde maintenant d'un œil malicieux. Il chasse tous les petits riens de la vie, il s'en amuse. Dans le métro, au lieu de se détourner avec dégoût, il ébauche un projet de classification de l'humanité en fonction de sa puanteur : « Les femmes ont une odeur de plante, de terre mouillée, de naphthalène. Les hommes ont une odeur de ragoût, de caoutchouc et d'huile industrielle frite. Les enfants, comme les vieux, ont surtout une odeur d'urine, mais aussi d'acétone ou de soufre, d'un tas de saletés. »

Mieux : Oreste Del Buono n'a plus l'obsession du Livre total, du roman dans le roman. *Rien que la vie* est une suite de farces et de tragédies sans importance. Del Buono se promène dans la vie comme un correspondant qui aurait la mélancolie d'un Buster Keaton mêlée à la verve d'un

Woody Allen et qui nous enverrait des dépêches quotidiennes d'un pays où seul l'humour fait des ravages.

Les personnages de ce livre sont : un autobus, une ligne de métro, un bout de trottoir, une rue, une église, un taxi. Dans tous ces lieux, Oreste Del Buono cherche à ne saisir rien d'autre que la vie, la vie faite de désespoirs minuscules, de drames insignifiants et de spectacles improvisés, le clou en étant celui que nous offre cet expert-comptable né à Asmara venu à Milan pour rechercher son père.

## Dérision perpétuelle

Un beau jour, il décide qu'il a terminé sa recherche du père. Il adopte un clochard qu'il soigne, nourrit et remet à neuf. Le résultat, aux dires des témoins, est splendide. Le clochard, devenu un authentique monsieur, a droit à un enterrement de première classe. Devant la tombe, son fils murmure cette confidence : « Il était grand, tu n'as pas idée de la façon dont il a toujours été affectueux à mon égard. Il m'a aimé. »

Cette dérision perpétuelle, c'est la ruse qu'emploie Oreste Del Buono pour résister à une terrible maladie : la désillusion. « L'illusion, écrit-il, est une maladie infantile ; la désillusion, cette incapacité de tuer contre l'ave-

ment de la réalité, est la maladie sénile par excellence. » Del Buono a trouvé un moyen de lutter contre l'avènement de la réalité : il joue. Il regarde la vie comme une farce, qui lui est faite et comme une farce qu'il fait à ses semblables.

En dehors de Milan, cette ville qu'il ne comprend que les jours pairs, les deux autres personnages principaux du livre sont : le téléphone et un chien. Avec tous deux, Del Buono entretient des rapports passionnés, faits de haine, d'amour, de mépris et de quiproquos : le téléphone qui lui apporte aussi bien les nouvelles décisives concernant sa vie que des conversations totalement surréalistes, et le chien qu'il accuse d'être une bête immonde avec des préjugés de classe et de race ; il n'en dédie pas moins son livre à une chienne nommée Fée.

L'homme est un animal qui passe sa vie à perpétuer l'adolescence qui a présidé à sa naissance. Dans ses chutes, il est ce qu'on attend de lui : rien. Dans ses succès, il n'est que ce qu'on attend de lui : rien. Oreste Del Buono joue avec ce paradoxe : la vie est splendide parce que désespérée. Avec humour, l'homme peut s'introniser metteur en scène du rien. Alors il se révèle une poussière magnifique.

Roland Jaccard

(1) Gallimard, 1969.

**JO Clotès**

**Eve de Castro**

Ayez pitié du cœur des hommes

330 p. 110 F.

**VARIG**

**Eve de Castro**

**AYEZ PITIE DU CŒUR DES HOMMES**

Une véritable épopée des marginaux

**Philippe Vallet**

**Le Figaro Magazine**

**Gilles Anquetil**

**Le Nouvel Observateur**

**André Pantard**

**L'Express**

**Jean Chalot**

**Le Figaro**

Eve de Castro aime les histoires fortes. Son premier roman *Ayez pitié du cœur des hommes* emporte le lecteur dans un flot d'émotions, et de sensations : une grande fresque en Amérique du Sud, qui évoque par certains côtés Dumas ou Margaret Mitchell.

Philippe Vallet  
Le Figaro Magazine

Ce roman passionnant et implacable renoue avec brio avec la grande tradition du roman romanesque.

Gilles Anquetil  
Le Nouvel Observateur

Les prouesses de l'imagination s'inscrivent entre réalisme et fantasmagorie. Avec une envolée de rebondissements tour à tour cocasses, dramatiques et émouvants. Un talent qui n'est pas d'un bas-bieu.

André Pantard  
L'Express

Une véritable épopée des marginaux.

Jean Chalot  
Le Figaro